

Une nouvelle manière de penser

Plan d'action du Canada
pour l'IntelliProspérité

Février 2016



À PROPOS DE L'INTELLIPROSPÉRITÉ

IntelliProspérité est une initiative regroupant des leaders canadiens provenant de divers horizons : communauté des affaires, groupes de réflexion, syndicats, peuples autochtones, jeunes et organisations non gouvernementales. S'appuyant sur de nouvelles idées, elle définira et accélérera la transition du Canada vers une économie plus forte et plus propre au cours de la prochaine décennie.

Nos principes : Inclusion, innovation, collaboration, approche factuelle, orientation vers l'avenir.

À PROPOS DU SECRÉTARIAT D'INTELLIPROSPÉRITÉ

Cette initiative est soutenue par La Prospérité durable (LPD), un centre national d'études, de recherche et d'action économique qui, fort d'une vision avant-gardiste, favorise l'innovation en matière de politiques et de commerce pour rendre l'économie canadienne plus verte et concurrentielle. LPD trouve des solutions concrètes en réunissant des décideurs des secteurs public et privé ainsi que des chercheurs et des experts afin de concevoir des politiques et des programmes novateurs. LPD mettra à contribution son expertise et son vaste réseau pour faire progresser les objectifs de recherche d'IntelliProspérité.

Qu'est-ce que l'intelliprosperité ?

intelliprosperité (nom commun) –

Une économie florissante, un environnement sain et une qualité de vie enviable, obtenus en cassant le lien entre succès économique et dommages environnementaux.

IntelliProspérité (nom propre) –

Une initiative lancée par des chefs de file canadiens respectés afin de mettre en œuvre une nouvelle manière de penser l'environnement et l'économie au Canada.

PLAN D'ACTION POUR L'INTELLIPROSPÉRITÉ RÉSUMÉ

Une nouvelle manière de penser

L'IntelliProspérité est une initiative de leaders canadiens issus de la communauté des affaires, de groupes de réflexion, des syndicats, des peuples autochtones, des jeunes et des ONG. Notre objectif : mettre en œuvre une nouvelle manière de penser et accélérer la transition du Canada vers une économie plus forte et plus propre.

Le présent document offre une vision claire de cette transition et propose un plan d'action. Il montre les bénéfices que les Canadiens pourront retirer en s'engageant dans cette voie et les progrès qu'il faudra faire afin d'atteindre notre but. Nous avons toutes les assurances que le Canada possède le savoir-faire nécessaire pour marier ses valeurs économiques à ses valeurs environnementales. Les recherches et les exemples cités plus bas prouvent que la meilleure façon pour le Canada de tracer sa voie d'avenir consiste à tirer parti de ses forces éprouvées et de son expérience historique. Une économie propre et forte est un prolongement naturel des valeurs et de la culture canadiennes. Mais pour y arriver à la vitesse requise, il nous faut une réflexion innovante et des orientations nationales claires et unifiées, dans tous les ordres de gouvernement, dans tous les secteurs de notre économie de même que dans la société civile.

POURQUOI L'INTELLIPROSPÉRITÉ EST-ELLE NÉCESSAIRE AU CANADA ?

Le monde change et les acteurs économiques à la fine pointe s'emploient à façonner des économies plus propres et plus novatrices. Un consensus émerge d'ailleurs parmi les leaders économiques et commerciaux : l'économie mondiale évolue vers un nouveau modèle à faible niveau de pollution où les technologies propres occuperont l'avant-plan. Cette transformation est inévitable, et le Canada doit agir rapidement s'il veut s'assurer un avenir prospère au cœur de cette métamorphose.

La vieille idée voulant qu'il faille choisir entre une économie forte et un environnement sain s'est révélée fautive. Autour du globe, des nations font la démonstration qu'une bonne gestion de l'environnement peut aussi être rentable. Pensons aux investissements massifs de la Chine et des États-Unis dans les énergies vertes, aux 14 pour cent de parts de marché que détient l'Allemagne dans le secteur lucratif des technologies propres, ou au leadership qu'exerce la Suède dans sa quête d'une économie très peu polluante.

Cette économie mondiale en pleine mutation offre au Canada des occasions d'affaires dans tous les secteurs. La croissance rapide des économies émergentes augmente la pression exercée sur des ressources et des écosystèmes déjà trop sollicités. Cette réalité, combinée à la nécessité de lutter contre les changements

« Le Canada doit à tout prix innover sur deux plans. D'abord, il doit aider ses industries traditionnelles à se réinventer afin qu'elles restent concurrentielles dans une économie à faibles émissions de carbone. Mais il doit aussi favoriser l'émergence des entrepreneurs qui misent sur les technologies propres, car ils seront bientôt nos dynamos économiques. »

—Annette Verschuren,
leader IntelliProspérité,
PDG de NRStor, ancienne
PDG de Home Depot Canada

Depuis 1990, le PIB de la Suède a augmenté de 58 pour cent, alors même que ses émissions de gaz à effet de serre chutaient de 23 pour cent!

climatiques, crée dans tous les domaines un marché lucratif pour les projets peu polluants. D'ici 2020, le marché des technologies propres devrait dépasser 2 000 milliards de dollars². Au cours des quinze prochaines années, la transition mondiale vers une économie faible en carbone nécessitera des investissements de quelque 90 000 milliards de dollars en nouvelles infrastructures³. Les pays qui se mobilisent maintenant seront les mieux placés pour profiter de cette manne économique.

Des techniques avancées de stockage d'énergie au développement urbain durable en passant par la tarification du carbone et la fabrication de véhicules plus légers, le Canada a déjà jeté les bases de son futur économique. Notre secteur des technologies propres emploie maintenant plus de 50 000 personnes et compte davantage d'entreprises cotées en bourse que dans tout autre pays^{vi}. Nous avons les atouts pour réussir dans ce nouvel environnement et tous les secteurs — ressources naturelles, fabrication, agriculture, technologies propres — peuvent en bénéficier.

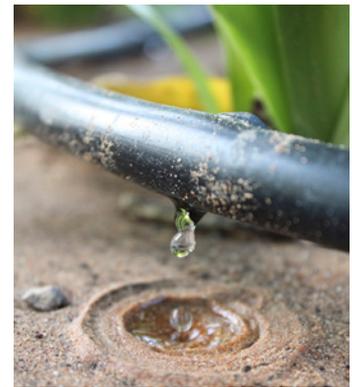
Le rendement économique et environnemental est la clé du succès. Mais pour être concurrentiels, nous devons accélérer la cadence du changement. En raison, notamment, de son climat froid, de sa masse continentale et de l'importance de son secteur des ressources naturelles, le Canada s'engage dans la course avec un handicap marqué en fait de productivité énergétique et de productivité des matières premières. Mais les Canadiens sont impatients de faire mieux : plus de 85 pour cent d'entre eux souhaitent que leur pays soit reconnu pour son écoefficacité et espèrent des changements majeurs dans nos pratiques énergétiques.^{vii}

Si notre ambition est de demeurer concurrentiels face aux chefs de file mondiaux, de respecter nos engagements internationaux en matière de climat et de laisser aux générations futures une planète en santé, nous avons de grands pas à franchir au cours des cinq ou dix prochaines années. Par exemple : améliorer la productivité de notre consommation d'énergie, de matières premières et d'eau; mieux protéger nos ressources naturelles (rivières, forêts et océans); et stimuler l'innovation et l'écoentrepreneuriat dans tous les secteurs. Le Canada peut bâtir son succès sur ses forces et ses valeurs de toujours, mais il nous faut les stimulants adéquats pour accélérer et démultiplier nos efforts.

Des politiques intelligentes peuvent avoir des effets bénéfiques pour tous. Des politiques intelligentes nous outillent pour protéger l'environnement et catalyser une économie propre et forte misant sur nos forces existantes. Déjà, un mouvement se fait sentir au Canada envers l'utilisation d'énergies moins polluantes, de transports et de bâtiments plus efficaces et d'une conservation accrue. Selon des preuves de plus en plus nombreuses, des politiques efficaces peuvent produire des résultats supérieurs sur les plans aussi bien économique qu'environnemental.

En Colombie-Britannique, une taxe avant-gardiste sur le carbone a entraîné une baisse de 16 pour cent de l'utilisation des carburants sans que la croissance du PIB provincial traîne de la patte par rapport au reste du Canada^{ix}. L'élimination des centrales thermiques au charbon en Ontario est non seulement la mesure de réduction du carbone la plus ambitieuse en Amérique du Nord, mais aussi le fer de lance d'une nouvelle industrie axée sur les technologies propres. À l'extérieur du pays, afin de stimuler l'innovation, Israël et l'Australie ont mis en place des politiques sévères en matière d'utilisation de l'eau. Des politiques tarifaires flexibles (tarification du carbone, frais d'utilisation, etc.) de même qu'une réglementation souple permettent en outre

Le plan d'élimination du charbon en Ontario a contribué à réduire les émissions de GES de 19 %, alors même que le PIB de la province a connu une croissance de 11 % de 2005 à 2012^{iv}.



L'agriculture du sud de l'Australie a réduit sa consommation d'eau de 65 pour cent sans subir de baisse de revenus grâce à une combinaison de politiques judicieuses et de pratiques innovatrices^{viii}.

d'utiliser la force du marché pour induire les changements nécessaires, et ce, au plus faible coût. En somme, si nous mettons en place un bon cadre réglementaire, la marque « fabriqué au Canada » deviendra synonyme de productivité et d'innovation environnementale à l'échelle mondiale.

Les Canadiens sont capables de relever ce défi. Nous en avons relevé d'autres. En effet, le Canada a l'habitude des grandes initiatives politiques visant à se préparer aux changements économiques mondiaux. Dans les années 1980, nous avons anticipé la mondialisation et l'émergence des problèmes environnementaux d'envergure planétaire, comme les pluies acides et l'appauvrissement de la couche d'ozone, au moyen de nouveaux traités de libre-échange, d'une réduction draconienne de la dette et d'actions environnementales internationales, comme le Protocole de Montréal.

Plus récemment, des partenariats, comme la Canada's Oil Sands Innovation Alliance et l'Entente sur la forêt boréale canadienne, prouvent que nous sommes capables de collaborer entre divers secteurs pour trouver des solutions aux défis environnementaux les plus pressants. Grâce à des leaders sachant voir au-delà du statu quo pour embrasser tout le champ des possibles, ce genre de collaboration nous a permis, entre autres transformations, de tourner le dos aux centrales thermiques au charbon en Ontario et ailleurs, d'éliminer presque entièrement les pluies acides et de stopper la détérioration de la couche d'ozone. Nous avons accompli tout cela, de plus, sans cesser d'améliorer notre bien-être économique et social. Le même genre de leadership peut maintenant nous permettre de construire une économie plus forte et plus propre, qui produira la prochaine génération d'emplois et assurera un avenir meilleur pour les Canadiens.

LES OBJECTIFS DE LA PROSPÉRITÉ DURABLE

Le bilan du Canada en fait de prospérité intelligente demeure mitigé jusqu'à présent : réel succès dans certains domaines, retard dans d'autres. Nous avons fait la preuve de notre leadership grâce à des avancées dans la gestion des ressources en eau, la capture et le stockage du carbone, la tarification de celui-ci et les programmes de recyclage municipaux. Les richesses naturelles et la main-d'œuvre hautement qualifiée du Canada rendent possibles d'importants progrès dans les technologies propres. Mais pour réaliser ce potentiel, une vision unifiée et des objectifs clairs doivent guider nos progrès à l'échelle de toute l'économie.

Vision : Une économie plus forte et plus propre qui prépare un avenir meilleur pour tous les Canadiens et les Canadiennes.

Résultat : Durant la prochaine décennie, le Canada, en phase avec les leaders mondiaux, dope sa compétitivité, son innovation et sa performance environnementale pour devenir un chef de file en l'espace d'une génération.

« L'avenir appartient à ceux qui sauront développer leurs ressources et faire croître leur économie avec une empreinte carbone beaucoup plus petite, un impact beaucoup plus faible sur l'environnement, et je pense que les Canadiens sont mûrs pour cela. »

—Lorraine Michelmore,
leader IntelliProsperité,
ancienne présidente de
Shell Canada



Quatre-vingt-cinq pour cent des Canadiens aimeraient que le pays rehausse sa réputation en tant que producteur écoresponsable^x.

OBJECTIF

Des communautés vertes, vibrantes et en santé

Le succès se mesurera aux progrès accomplis dans le développement de communautés vivables, viables et modernes durant la prochaine décennie.

Ce que nous construisons dans nos villes, comment nous nous déplaçons à l'intérieur de celles-ci et la manière dont elles utilisent les ressources : tout cela contribuera de près à asseoir l'IntelliProsperité du Canada. Mais il faudra aussi compter sur une gouvernance sans faille, et apporter des solutions novatrices aux problèmes environnementaux qui apparaîtront dans nos communautés rurales. Nos villes figurent déjà parmi les meilleures au monde selon plusieurs indicateurs d'habitabilité et de viabilité, et notre réputation n'est plus à faire en ce qui concerne la gouvernance des terres et des eaux. Cela dit, nos villes et nos communautés ne sont pas à l'abri des pressions accrues du vingt et unième siècle : croissance démographique, déficits liés aux infrastructures, secteurs sans transport en commun, étalement urbain. Mais nous avons su ici même répondre de façon éloquentes à ces défis. L'Ontario, par exemple, est devenu un leader mondial des technologies propres appliquées à la gestion de l'eau, et plusieurs municipalités canadiennes, d'Edmonton à Halifax en passant par Victoriaville, sont des modèles internationaux en matière de gestion des déchets. Il nous faut maintenant étendre et accélérer ces progrès.

Notre cible : dans les années 2020, les communautés rurales et urbaines du Canada compteront parmi les plus avancées du monde selon des indicateurs mesurables de viabilité et d'habitabilité, et leur leadership international sera reconnu dans leurs sphères d'excellence. Nous y parviendrons en ayant recours à un urbanisme compact et intelligent, à des « services verts » améliorés (transport collectif, voies cyclables), à des normes d'efficacité énergétique rehaussées dans le bâtiment, à davantage d'espaces verts et à des incitatifs à la gestion responsable des terres agricoles.

Dans les années 2020, les communautés rurales et urbaines du Canada compteront parmi les plus avancées du monde selon des indicateurs reconnus de viabilité et d'habitabilité.

OBJECTIF

Des entreprises propres et innovantes qui génèrent les emplois du futur

Le succès se vérifiera au fait que, dans chaque secteur, au cours des prochaines décennies, la performance environnementale du Canada aura rejoint celle du peloton de tête mondial tandis que la compétitivité et la création d'emplois de qualité auront augmenté.

Dans tous les secteurs, des entreprises plus vertes, plus intelligentes et plus concurrentielles vont engendrer l'économie à haute performance des années 2020. Nous sommes bien partis. D'un océan à l'autre, des entreprises canadiennes se comparent avantageusement à leurs concurrentes selon plusieurs indicateurs de compétitivité. Beaucoup ont fait des investissements importants dans l'innovation propre : le nouveau pôle d'innovation dans les réseaux électriques intelligents de Sault-Ste-Marie, ou l'usine d'assemblage de General Motors à Ingersoll, en Ontario, qui ne génère aucun déchet, ou encore Green Arrow Renewable Energy, un promoteur d'énergie solaire appartenant à la Première Nation de Montana, dans le sud de l'Alberta. L'avenir de la compétitivité économique canadienne nécessite que les investissements de ce genre s'accélèrent, et que nous demeurions dans le peloton de tête mondial des acteurs économiques.

Dans les années 2020, tous les secteurs de l'économie canadienne figureront parmi les meilleurs au monde en fait d'efficacité et de performance environnementales.

Notre cible : dans les années 2020, tous les secteurs de l'économie canadienne figureront parmi les meilleurs au monde en fait d'efficience et de performance environnementales, et se signaleront par l'amélioration de la compétitivité et par la création d'emplois de haute qualité. Nous y parviendrons au moyen d'investissements dans la recherche, de projets de démonstration, d'innovations technologiques favorisant l'efficacité énergétique, la productivité des ressources et la réduction des déchets, d'initiatives de viabilité avec des partenaires publics et non gouvernementaux, et de stratégies d'achat et d'investissement qui enchâssent la performance environnementale dans les activités courantes.

OBJECTIF

Des politiques intelligentes qui stimulent la performance économique et environnementale

Le succès se verra au fait que des politiques publiques de calibre international auront libéré l'initiative et le capital privés pour activer l'innovation et l'écocoefficacité.

L'initiative et l'investissement privés continueront d'être les moteurs de l'économie du Canada dans les années 2020, mais de meilleures politiques à tous les niveaux de gouvernement seront nécessaires pour catalyser la transition souhaitée. Les politiques qui existent déjà et qui fonctionnent bien doivent être renforcées. Il est vital que de nouveaux stimulants du marché orientent les investissements vers des occasions d'affaires « vertes » et fassent en sorte que les choix écologiques deviennent les plus abordables. Ces nouvelles politiques pourraient s'inspirer d'initiatives pionnières, comme la tarification de l'eau à Toronto, le capital de risque de la Banque de développement du Canada et les divers systèmes de tarification du carbone, depuis les taxes de l'Alberta et de la Colombie-Britannique jusqu'à la Bourse du carbone du Québec (et bientôt de l'Ontario).

Notre cible : Dans les années 2020, la gouvernance au Canada servira de modèle au monde entier pour ce qui est d'arrimer le succès économique à la bonne gestion de l'environnement grâce à une nouvelle génération de politiques intelligentes qui encourageront la performance propre. Nous y parviendrons au moyen de la tarification de la pollution, de meilleurs incitatifs à l'efficacité énergétique, de programmes de réduction des déchets qui accroîtront la responsabilité des fabricants à l'égard de leurs produits, d'investissements stratégiques dans des projets de démonstration en R. et D., et d'une collaboration accrue avec les Premières Nations relativement au renforcement des capacités et au développement durable.

OBJECTIF

Des options abordables pour vivre de façon viable

Le succès sera visible dans l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens et des Canadiennes et dans le fait que le pays sera un leader mondial dans la conservation de la nature et la réduction de son empreinte écologique.

L'empreinte écologique du Canadien moyen est l'une des plus grandes du monde. Elle est amplifiée par notre climat froid et notre dispersion territoriale, de même que par des décennies d'urbanisme centré sur l'automobile. Mais les Canadiens veulent se racheter, tant dans leur quotidien qu'à titre de gardiens d'un trésor naturel national. Nous avons d'ailleurs montré que nous sommes prêts à faire de meilleurs choix lorsqu'on nous propose des solutions pratiques et abordables. Après qu'on leur eut clairement

Dans les années 2020, notre gouvernance servira de modèle au monde entier pour ce qui est d'arrimer le succès économique à la gestion de l'environnement.

Mesure pour connaître l'impact

La mesure du progrès en fonction des objectifs de l'IntelliProsperité nécessitera une variété d'indicateurs de productivité liés à la consommation d'eau, de CO2 et d'énergie, sur la base desquels il sera possible d'établir un classement en matière de compétitivité environnementale. Au cours des 10 prochaines années, notre objectif est que le Canada accroisse sa performance pour ces indicateurs clés entre autres, afin d'égaliser, voire même de dépasser, celle de 14 Nations comparables.

présenté les diverses options, les Néo-Écossais ont ainsi adopté des objectifs de recyclage plus ambitieux. De même, les travailleurs de Montréal et de Calgary ont enfourché leurs bicyclettes allègrement une fois que des voies cyclables haut de gamme et sécuritaires eurent été aménagées. À présent que les véhicules électriques deviennent plus abordables, nous pourrions multiplier les possibilités de déplacements à faibles émissions dans nos communautés et entre elles grâce à un réseau étendu de bornes de recharge.

Notre cible : Dans les années 2020, les Canadiens connaîtront une qualité de vie supérieure grâce à un large éventail d'options abordables pour réduire leurs déchets, leur consommation d'énergie et leur empreinte écologique en général. Nous y parviendrons en facilitant l'achat d'énergie propre, l'installation d'appareils éco-performants et à faible débit, la vie dans des maisons saines, le transport peu polluant et l'achat de biens et de services durables à des prix concurrentiels.

CINQ GRANDES IDÉES POUR RÉALISER L'INTELLIPROSPÉRITÉ

Pour atteindre les objectifs énoncés ci-dessus, l'ensemble des acteurs concernés devront fournir des efforts sur un grand nombre de fronts. Des études provenant des quatre coins du globe et des expériences réelles font ressortir avec clarté les cinq actions les plus susceptibles de canaliser les forces du Canada et de dissocier le succès économique des dommages environnementaux.

ACTION N° 1

Promouvoir l'innovation et les technologies propres dans toute l'économie

L'innovation et les technologies propres représentent le cœur industriel de l'IntelliProsperité. Toutes deux peuvent être obtenues en appuyant l'éco-entrepreneuriat canadien par des politiques, des pratiques et des normes d'approvisionnement gouvernementales qui encouragent la R. et D. et les investissements écoresponsables.

Les gouvernements à tous les échelons peuvent aider le Canada à acquérir une plus grande part de ce nouveau marché en servant de catalyseurs. Ils peuvent financer de façon ciblée l'éducation et la R. et D. en phase préliminaire, et servir de bancs d'essai ou encore d'incubateurs pour des niches industrielles émergentes. Ils peuvent travailler avec des marchés et des partenaires du secteur privé pour orienter le financement et la recherche vers des secteurs d'innovation prometteurs sur le plan économique et guider la demande du marché dans la même direction. Par exemple, des investissements d'Ottawa et du gouvernement albertain ont aidé la pionnière montréalaise Enerkem à établir sa première usine de bioraffinage au centre de gestion des déchets d'Edmonton. Des initiatives comme celle-là permettront aux sociétés canadiennes des secteurs primaire et secondaire et des technologies propres de saisir les occasions d'affaires qui émergent au pays et dans le monde.

ACTION N° 2

Stimuler l'efficacité énergétique et environnementale

Le principe est simple : faire plus avec moins. Mais convertir tout un pays à une économie de haute performance qui minimise ses impacts écologiques demeure un projet titanesque, l'affaire d'une génération entière. Cela nécessitera des normes et des systèmes qui promeuvent les véhicules, les équipements et les bâtiments à haut

Dans les années 2020, les Canadiens connaîtront une qualité de vie supérieure grâce à un large éventail d'options abordables pour réduire leur empreinte écologique commune.



Tous les pays qui mènent dans le secteur des technologies vertes aujourd'hui — les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et la Corée du Sud, notamment — ont canalisé avec force l'investissement public vers ce secteur.

rendement, la réduction des déchets et davantage de recyclage. Les gouvernements à tous les échelons peuvent montrer la voie en concevant des politiques qui favoriseront ces améliorations et aideront les firmes privées à en absorber les coûts initiaux. Avec les incitatifs appropriés, les entreprises pourront élaborer des stratégies d'efficacité qui leur permettront de réduire leurs frais d'exploitation, de se prémunir contre les risques et d'améliorer leur performance environnementale.

Bien que le Canada se situe parmi les derniers de sa classe en ce qui concerne la productivité énergétique, l'expérience montre que nous sommes capables de grandes avancées. Notre productivité énergétique a augmenté de 23 pour cent entre 2000 et 2011 (un taux qui nous classe au quatrième rang parmi nos pairs) et l'amélioration de notre efficacité a permis des économies d'énergie de plus de 27 milliards de dollars depuis 1990^{XII, XIII}. Accélérer la cadence constituerait une opportunité formidable : l'amélioration des mesures d'efficacité environnementale pourrait à elle seule générer des économies de 2 900 milliards de dollars d'ici 2030^{XIV}.

ACTION N° 3

Tarifier la pollution et les déchets

Comme la recherche en économie l'a démontré depuis longtemps, mettre un prix sur la pollution est un mécanisme qui fonctionne. Quand on fait payer le prix véritable des dommages causés à l'air, à l'eau, aux sols et au climat, le marché récompense les choix plus responsables. Les revenus tirés de la tarification peuvent servir à réduire le coût fiscal du travail et le fardeau des entreprises, et à appuyer des solutions écologiques. Des instruments tels la taxe sur le carbone, les frais dissuasifs pour la congestion routière, la tarification de l'eau et la rémunération des services écologiques fournis par les propriétaires terriens pourraient amener le marché à récompenser les choix écoresponsables et l'investissement dans l'innovation propre partout au Canada.

Les mécanismes basés sur les signaux de prix ont déjà une feuille de route impressionnante à l'échelle du globe. Pour la moitié du coût d'une réglementation traditionnelle, les États-Unis ont eu recours à un mécanisme de plafonnement et d'échange des droits d'émission (cap and trade) et ainsi fait chuter les émissions responsables des pluies acides. La tarification du trafic automobile a réduit les embouteillages et stimulé les transports publics à Londres, à Stockholm, à Singapour et ailleurs. À Toronto, le fait de mettre un prix sur l'eau a diminué la consommation de 14 pour cent en moins d'une décennie^{XVI}.

ACTION N° 4

Investir dans les infrastructures et le savoir-faire de pointe

Les investissements en infrastructures que nous réalisons aujourd'hui détermineront la prospérité future du Canada. En faisant les bons choix maintenant, nous pouvons jeter les bases de systèmes énergétiques, hydrauliques et de transport à la fine pointe, et préparer les emplois et les formations de nouvelle génération. Les 6 000 milliards de dollars investis dans les infrastructures chaque année autour du globe sont aussi une occasion majeure de développer des marchés d'exportation pour l'expertise et les technologies nouvelles^{XVII}.

Les investissements de cette magnitude sont souvent lourds à soutenir pour un gouvernement ou une entreprise agissant seul. Pour cette raison, des partenariats public-privés innovateurs seront nécessaires au succès dans ce domaine. Les

Trois cent dix milliards de dollars : taille estimée du marché mondial des technologies, des produits et des services écoefficientes en 2012^{XI}.

Quarante pays et plus de vingt États fédérés, responsables ensemble de près du quart des émissions planétaires instaurent en ce moment des politiques de tarification du carbone^{XV}.

Six mille milliards de dollars de nouvelles infrastructures sont construites chaque année dans le monde^{XVIII}.

obligations vertes de l'Ontario, par exemple, ont attiré plus de deux milliards de dollars provenant d'investisseurs institutionnels du monde entier, sommes qui servent à financer des projets d'infrastructures vertes, comme un système léger sur rail à Toronto^{xix}.

Des investissements stratégiques dans la formation doivent aussi préparer la main-d'œuvre hautement qualifiée du Canada au changement. En ciblant les spécialisations d'avenir, nous pourrions créer des emplois intéressants et assurer une prospérité durable à la prochaine génération.

ACTION N° 5

Conserver et valoriser la nature

La conservation, aujourd'hui, c'est davantage que de préserver des paysages vierges. Cela signifie protéger les espèces et les espaces naturels sur lesquels reposent l'économie, la santé et la qualité de vie des Canadiens. On parle ici de nouvelles stratégies, comme des paiements incitatifs aux propriétaires terriens qui s'engagent dans la conservation, l'incorporation des traditions autochtones dans la gestion des terres et de nouveaux partenariats entre les communautés rurales, les ONG, les scientifiques, les gouvernements et l'industrie.

Le Canada a besoin de politiques dignes de son rôle de gardien d'une proportion énorme du capital naturel mondial. Des efforts conjoints de la société civile et du secteur privé doivent faire en sorte que les secteurs économiques tributaires des ressources naturelles demeurent viables pour les générations à venir. Le Canada a déjà recours à l'un des systèmes comptables les plus avancés en ce qui concerne le capital naturel; on sait ainsi que nos actifs en fait de matières premières commercialisables s'élèvent à 750 milliards de dollars^{xxi}. Le pays a promis de multiplier par cinq les aires marines protégées d'ici 2020 et s'engage dans le développement équilibré des ressources, comme la reprise lente de la pêche à la morue à Terre-Neuve. Ces initiatives vont dans la bonne direction.

CE N'EST QUE LE DÉBUT

Ce plan d'action vise à mettre le Canada sur la bonne voie, mais ce n'est que le début d'un effort plus large visant à montrer, calmement et chiffres à l'appui, ce qu'il est possible d'accomplir au pays. Nous mettrons ainsi à contribution nos valeurs canadiennes communes : l'inclusivité, l'innovation, la collaboration, le pragmatisme basé sur les faits et les solutions tournées vers l'avenir. Pour réussir, les Canadiens et Canadiennes d'un bout à l'autre du pays devront se sentir interpellés par cette transition et avides de participer à sa réalisation.

Nous sommes déterminés à donner l'exemple et à travailler ensemble à la promotion de politiques et de pratiques qui accéléreront la marche du Canada vers une économie plus forte et plus propre. Nous voulons mettre en commun les meilleures idées et les meilleures expériences de notre génération pour offrir du soutien et des conseils pratiques à tous les ordres de gouvernement, à l'industrie et aux organismes de la société civile. Notre ambition est d'être la bougie d'allumage d'un grand débat et de susciter des changements visionnaires afin d'édifier un meilleur avenir pour tous les Canadiens.

La route ne sera ni droite ni facile, mais elle sera jalonnée de belles occasions. La seule manière de les saisir, c'est tous ensemble, comme pays.



On estime que les aires protégées de la « ceinture verte » ontarienne rendent chaque année pour 2,6 milliards de dollars de services écosystémiques, comme la filtration de l'eau et la pollinisation^{xx}.

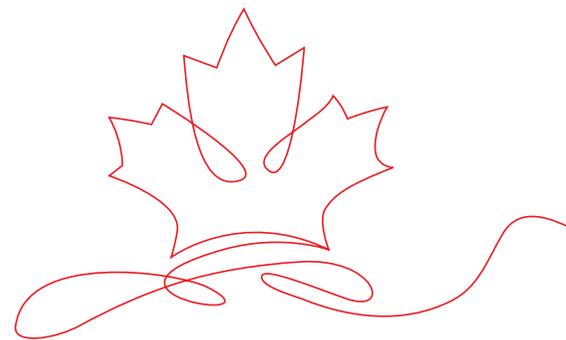
« Ce pays pourrait devenir un leader mondial dans l'élaboration de technologies pouvant aider les entreprises à relever les défis de l'efficacité environnementale et de la productivité des ressources. »

—Tony Van Bommel, associé et directeur principal, BDC Capital^{xxii}

Table des matières

L'engagement des chefs de file de l'IntelliProsperité	10
Le Canada de 2030	13
Section 1. Pourquoi l'intelliProsperité est nécessaire au Canada	17
• Parce que nous devons suivre la marche du monde	18
• Parce que notre succès économique et environnemental en dépend	21
• Parce que les politiques intelligentes fonctionnent	23
Section 2. Objectifs : Les retombées de l'intelliProsperité pour le Canada	27
• Objectif n° 1 : Des communautés saines, dynamiques et vertes	28
• Objectif n° 2 : Des entreprises concurrentielles et propres qui créent les emplois de demain	30
• Objectif n° 3 : Des politiques gouvernementales intelligentes qui stimulent le rendement économique et environnemental	31
• Objectif n° 4 : Des choix plus abordables favorisant des modes de vie durables	34
Section 3. Actions : Comment le Canada peut atteindre l'intelliProsperité	39
• Action n° 1 : Promouvoir l'innovation propre dans toute l'économie	40
• Action n° 2 : Accroître l'efficacité énergétique et environnementale	44
• Action n° 3 : Tarifier la pollution et les déchets	49
• Action n° 4 : Investir dans les infrastructures et les compétences de pointe	50
• Action n° 5 : Préserver et valoriser la nature.	53
Section 4. Comment l'intelliProsperité reflète les valeurs canadiennes	57
• Elle est inclusive.	58
• Elle est novatrice	60
• Elle est collaborative	60
• Elle est factuelle.	61
• Elle est tournée vers l'avenir.	62
La voie de l'intelliProsperité : prochaines étapes	63
Références	64

L'engagement des chefs de file de l'IntelliProspérité



Avoir du leadership signifie souvent mettre les gens au défi d'accepter le changement dans le but de bâtir un avenir meilleur. Alors que le monde lutte contre les changements climatiques et doit relever des défis environnementaux de plus en plus importants, l'économie mondiale se transforme. Avant longtemps, les économies les plus fortes au monde seront celles qui trouveront de nouvelles façons de générer de la richesse et des emplois qui auront un effet minimal sur l'environnement.

Imaginer que l'on doit choisir entre une économie florissante et une planète saine est un faux dilemme. Les preuves sont nombreuses : nous possédons le savoir-faire nécessaire pour concilier nos valeurs environnementales et économiques.

Nous sommes un groupe de chefs de file issus d'horizons variés : communauté des affaires, syndicats, peuples autochtones, jeunesse et organismes environnementaux, notamment. Nous nous réunissons afin d'inspirer les Canadiens à devenir maîtres de leur destinée, c'est-à-dire à prendre les mesures nécessaires pour bâtir une économie plus vigoureuse tout en réduisant l'empreinte écologique du pays.

Nous partageons la même vision : une économie plus forte et plus propre, qui promet un avenir meilleur à tous les Canadiens.

Le Canada auquel nous aspirons sera défini par :

- **des communautés saines, dynamiques et vertes;**
- **des entreprises concurrentielles et propres qui créent les emplois de demain;**
- **des politiques gouvernementales intelligentes qui stimulent le rendement économique et environnemental;**
- **des choix plus abordables favorisant des modes de vie durables.**

Nous pouvons bâtir ce Canada. Ensemble, nous pouvons saisir cette occasion en promouvant l'innovation propre dans tous les secteurs de notre économie, en améliorant l'efficacité énergétique et environnementale, en tarifiant la pollution et les déchets, en investissant dans les

infrastructures et les compétences de pointe, et en préservant et valorisant la nature.

Ces changements permettront au Canada d'améliorer son rendement économique et environnemental au cours de la prochaine décennie et d'ainsi être à la hauteur des grands joueurs mondiaux.

Nous croyons que les Canadiens sont prêts à passer de la polarisation à la collaboration, du risque à l'occasion, de la division à l'inclusion et de l'impossible au pensable. Si nous acceptons cette nouvelle réalité, nous pourrions créer les bons emplois de demain, attirer de nouveaux investissements, augmenter nos exportations de ressources et de technologies propres, respecter nos engagements climatiques, et permettre au Canada de prospérer dans une économie mondiale en pleine mutation.

Nous nous engageons à concrétiser l'intelliprospérité :

- **en donnant l'exemple, et en appliquant ses principes tant dans nos actions que dans celles de nos organisations;**
- **en invitant les chefs de file du milieu des affaires et de la société civile à collaborer à une croissance plus verte en cherchant ensemble des solutions novatrices;**
- **en fournissant conseils stratégiques et expertise pour le plan d'action de l'IntelliProspérité, basé sur l'analyse et les pratiques exemplaires;**
- **en invitant des représentants du gouvernement, du milieu des affaires et de la société civile à mettre l'intelliprospérité à leur ordre du jour, et en invitant l'ensemble du Canada à favoriser la transition vers une plus grande prospérité.**

Nous nous engageons à mettre de nouvelles idées au service de cette transition, pour que le Canada se dote d'une économie plus forte, propre et audacieuse au cours de la prochaine décennie. Notre ambition est de lancer une grande discussion collective qui mènera à des initiatives visionnaires... et à un meilleur avenir pour tous les Canadiens.

Nous ne pouvons pas y arriver seuls. Nous comptons sur vous!

Kathy Bardswick

Présidente et chef de la direction, The Co-operators

Dominic Barton

Directeur général mondial, McKinsey and Company

Ross Beaty

Président exécutif, Alterra Power Corp.
Président, Pan American Silver Corp.

Michael Crothers

Président, Shell Canada

Arlene Dickinson

Directrice générale, Venture Communications

Stewart Elgie

Professeur, Université d'Ottawa
Coprésident, IntelliProspérité

Darren Entwistle

Président et chef de la direction, Telus

Phil Fontaine

Conseiller spécial, Banque Royale du Canada
Ancien chef national, Assemblée des Premières Nations

Jean-François Huc

Président et chef de la direction, BioAmber

Greg Kiessling

Président exécutif, Bullfrog Power
Président, Up Capital Ltd.

Monique Leroux, C.M., O.Q., FCPA, FCA

Présidente du conseil d'administration, Présidente et
chef de la direction, Mouvement des caisses Desjardins

Jim Lopez

Président et chef de la direction, Tembec

John Lounds

Président et chef de la direction,
Conservation de la Nature Canada

David Miller

Président et chef de la direction, WWF Canada
Ancien maire de la ville de Toronto

Lorraine Mitchelmore

Ancienne présidente, Shell Canada
Coprésidente, IntelliProspérité

Alan Nymark

Ancien sous-ministre, ministère de l'Environnement
Président du conseil d'administration, Centre d'étude
des niveaux de vie

Ken Neumann

Directeur national pour le Canada, Syndicat des Métallos

Merrell-Ann Phare

Fondatrice et directrice générale,
Centre autochtone de ressources environnementales

Vicky Sharpe

Présidente-directrice générale fondateur,
Technologies du développement durable du Canada

Jean Simard

Président et chef de la direction,
Association de l'aluminium du Canada
Cofondateur et directeur, SWITCH

Rick Smith

Directeur général, Institut Broadbent

John Stackhouse

Premier vice-président, bureau du chef de la direction, RBC

Kali Taylor

Directrice générale fondateur, Student Energy

Annette Verschuren OC

Présidente du conseil et chef de la direction, NRstor
Ancienne présidente, Home Depot Canada
Coprésidente, IntelliProspérité

Galen G. Weston

Président, Président exécutif du conseil,
Compagnies Loblaw limitée

Ed Whittingham

Directeur général, Institut Pembina



Favoriser l'innovation propre dans l'ensemble de l'économie canadienne

Le secteur canadien des technologies propres emploie maintenant plus de 50 000 personnes et notre marché boursier regroupe plus d'entreprises de technologies propres que tout autre pays dans le monde. Les possibilités couvrent tout l'éventail des secteurs canadiens, du traitement des eaux usées à l'élaboration d'un réseau électrique intelligent en passant par les technologies qui réduisent l'utilisation de l'eau et de l'énergie dans l'exploitation des ressources naturelles.

Le Canada de 2030

Le Canada de 2030 est une nation profondément transformée, bien que facilement reconnaissable. Une familiarité subsiste dans les rues de ses villes et villages, mais les choses ont quand même bien évolué depuis une dizaine d'années.

Certains changements sont très visibles. Des panneaux solaires ornent des milliers de toits, et les trottoirs des artères principales des grandes villes sont parcourus de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Les rues sont toujours très animées, mais les piétons, les vélos et les trains légers côtoient harmonieusement des voitures de la prochaine génération – certaines consomment très peu de carburant, alors que d'autres fonctionnent à l'électricité ou à l'hydrogène comme combustible. On croise aussi un nombre croissant de véhicules autonomes à plusieurs passagers qui sont contrôlés par téléphone intelligent.

De vieilles et résistantes maisons unifamiliales bordent toujours de nombreuses rues secondaires, mais on y trouve des appareils de pointe, et elles sont isolées de façon telle qu'on y économise de l'énergie et y jouit d'un plus grand confort. D'ailleurs, les options résidentielles se sont multipliées. Maisons en rangées, immeubles à logements de hauteur moyenne, infrastructures conçues pour faciliter le travail ou la vieillesse à domicile : toutes ces demeures sont construites selon les codes du bâtiment des années 2020, qui maximisent l'efficacité. Les parcs publics abondent, et des enfants y jouent pendant que leurs parents s'occupent des jardins communautaires ou retournent une débroussailleuse empruntée au comptoir d'outils local. Mais le plus grand changement, presque invisible, est peut-être la façon dont les voitures électriques garées et les appareils énergivores du quartier communiquent ensemble par l'entremise du réseau. Les prix sont vérifiés de minute en minute, et on tient aussi bien compte de l'énergie emmagasinée pendant la nuit par les batteries des voitures

que du moment le moins coûteux pour démarrer la machine à laver remplie de vêtements.

Les communautés rurales et autochtones bénéficient également de cette vague d'innovations. Elles peuvent ainsi suivre le rythme des transformations dans le respect de leurs modes de vie comme de leurs valeurs, de leurs traditions et de leurs droits.

Partout au pays, les gens continuent de travailler dans les usines de fabrication, les mines, les entreprises de construction, les magasins de détail et les fermes familiales. Dans la plupart de ces secteurs, nous sommes désormais parmi les meilleurs pour réduire notre empreinte environnementale, grâce à notre ingéniosité et aux dernières technologies et pratiques. Aussi, de plus en plus de gens œuvrent dans le secteur en plein essor des technologies propres, qui recouvre des domaines à forte demande comme la technologie de l'eau, les composantes automobiles de pointe, et la conception de réseaux électriques intelligents.

Ils vivent et travaillent dans des villes, municipalités et communautés de partout au pays, et celui-ci se classe parmi l'élite mondiale en matière de durabilité et d'habitabilité. Au cours des années 2020, le Canada est devenu un acteur de premier plan de la mouvance mondiale vers l'intelliprosperité (un ensemble de politiques et de principes qui forment le noyau des économies plus fortes et plus propres, lesquelles se démarquent sur le nouveau marché international). Mais derrière cette nouvelle approche, on trouve toujours les valeurs solides, les communautés

dynamiques et le pragmatisme économique qui, depuis longtemps, ont permis au Canada de développer une économie industrielle prospère.

Qui vit dans ce Canada de 2030 a peut-être du mal à se rappeler les dichotomies d'antan. De la Colline du Parlement à la rue Main, et de la rue Bay au champ de pétrole, on ne considère plus que les quêtes d'un environnement sain et d'une économie prospère sont des objectifs incompatibles exigeant des compromis. En répondant au défi fondamental du 21^e siècle, soit de forger une nouvelle voie économique qui produira plus de dividendes tout en réduisant les coûts environnementaux, nous, les Canadiens, avons exploité nos atouts pour mieux répondre à nos besoins.

La transformation a commencé avec des politiques pionnières adoptées une décennie plus tôt : pensons à des mesures comme la taxe sur le carbone en Colombie-Britannique, les programmes d'élimination graduelle du charbon et d'obligations vertes de l'Ontario, le régime de gestion des déchets de la Nouvelle-Écosse, la tarification du carbone au Québec et en Alberta, et l'incubateur de technologies propres de Technologies du développement durable Canada. Des initiatives du genre ont déclenché une vague de nouvelles politiques et d'avancées, renforçant et stimulant le secteur des technologies propres à l'échelle nationale. Des entreprises canadiennes comme Enerkem, le pionnier de la valorisation énergétique des déchets, Morgan Solar, l'innovateur photovoltaïque, et Ecobee, le chef de file des maisons intelligentes, ont établi tôt les critères de référence dans leurs secteurs respectifs. Le Canada s'est rapidement surpassé sur un marché mondial des technologies propres en pleine croissance, lequel vaut désormais plus de cinq billions de dollars annuellement.

Il n'est plus surprenant de voir les principales entreprises des secteurs de l'énergie, de la fabrication et des ressources travailler couramment aux côtés des peuples

autochtones, des gouvernements et des groupes environnementaux. Des initiatives modèles telles que l'Entente sur la forêt boréale canadienne et l'Alliance canadienne pour l'innovation dans les sables bitumineux ont démontré comment pareils partenariats favorisent l'accroissement des parts de marché et l'exportation de produits plus propres dans le monde entier. Les villes canadiennes sont des modèles internationaux en matière d'innovation, que ce soit pour la conception écologique de leurs zones urbaines (Vancouver), leur gestion de pointe des déchets (Edmonton) ou leur souci des espaces verts urbains (Ottawa). Ainsi, d'un océan à l'autre, les Canadiens réalisent au quotidien qu'ils n'ont plus à trancher entre choix judicieux et solutions abordables.

L'année 2016 est à marquer d'une pierre blanche lorsqu'on parle d'intelligiprosperité. À l'époque, certains des acteurs économiques parmi les plus avancés du monde avaient déjà commencé à forger des économies plus propres et novatrices. L'historique Accord de Paris sur le climat, des pressions environnementales croissantes et un ralentissement économique provoqué par l'instabilité du prix des ressources menaient tous au même constat : le statu quo n'était plus une option, et le Canada risquait de prendre du retard. C'est pourquoi des Canadiens provenant de tous les secteurs d'activité, de tous les ordres de gouvernement et de tous les horizons se sont réunis pour relever le défi, établissant cinq actions qu'il nous fallait à tout prix poser pour y parvenir :

- **Appuyer l'ecoentrepreneuriat par des initiatives publiques et privées qui stimulent l'innovation et l'adoption de technologies propres dans tous les secteurs.**
- **Créer une économie à haut rendement et à faible empreinte environnementale en améliorant l'efficacité énergétique et la productivité des ressources.**

- **Récompenser les marchés qui choisissent de tarifier la pollution et les déchets.**
- **Asseoir les fondements d'une économie propre au moyen de judicieux investissements à long terme dans des infrastructures et des compétences de pointe.**
- **Protéger notre abondant capital naturel pour le bien des générations futures en renouvelant notre engagement à préserver et à valoriser la nature**

Il fut un temps où certains semblaient considérer que le Canada amorçait la course avec une longueur de retard : la dispersion territoriale de sa faible population, son climat froid et son économie axée sur les ressources étaient perçus comme des handicaps. Pourtant, cette situation s'est avérée un puissant incubateur de solutions. Non seulement les entreprises et les communautés canadiennes ont-elles découvert leur propre voie vers l'intelligiprosperité, mais elles ont en plus contribué à la création d'approches pratiques reprises ailleurs dans le monde. Nos entreprises ont découvert des débouchés internationaux, nos travailleurs ont déniché des emplois gratifiants qui mobilisent leur capacité à résoudre les problèmes environnementaux, et les peuples autochtones ont combiné leurs connaissances traditionnelles aux technologies et aux approches émergentes afin de mieux répondre à leurs besoins, contribuant du coup à bâtir une économie plus forte et durable.

À Calgary, la conjugaison d'un engagement municipal de longue date pour l'énergie renouvelable et d'une politique climatique provinciale ambitieuse a mené à la création d'un carrefour dynamique pour les entreprises de technologies propres, qui couvrent un spectre allant de l'énergie géothermique à la capture du carbone. Grâce au programme d'élimination graduelle du charbon de l'Ontario, la ville de Sault Ste. Marie a été reconnue comme étant un laboratoire mondial pour les réseaux

intelligents. Imaginea Energy, cette entreprise visionnaire des secteurs du pétrole et de l'essence, a quant à elle été l'une des premières à éliminer l'empreinte carbone de la production conventionnelle de pétrole, devenant un modèle pour l'industrie mondiale. Enfin, des entreprises bien établies comme Loblaw, le géant de l'alimentation, ont constaté qu'être un pionnier de la réduction des déchets et promouvoir les produits durables permettait d'accroître les profits et de créer des débouchés.

Dans l'ensemble du pays, les gouvernements, les entreprises et les communautés ont utilisé des mesures incitatives et des politiques intelligentes et ont tiré parti de nos forces économiques traditionnelles pour faire de la « marque canadienne » un synonyme de productivité et d'innovation environnementale à l'échelle mondiale.

Voilà à quoi ressemble le chemin vers l'intelligiprosperité. Il ne s'agit pas d'une utopie, mais plutôt de l'engagement ferme et irréversible d'une nation à casser le lien entre dommages environnementaux et croissance économique, et à se démarquer dans une ère où efficacité maximale et faible pollution vont de pair. Il s'agit du Canada dont nous avons besoin, et le présent rapport établit un plan d'action pratique pour réaliser cette vision. En misant sur des politiques et des processus plus judicieux ainsi que sur des infrastructures et des technologies de pointe, en gaspillant moins et en augmentant notre efficacité énergétique et la productivité de nos ressources, nous pouvons y arriver.

La transformation est déjà en cours. Dans les pages suivantes, on présente de nombreux exemples d'innovations canadiennes déjà en place qui jettent les bases de l'intelligiprosperité. Nous faisons de réels progrès, mais il faut en augmenter la portée et accélérer la cadence. Pour nous imposer dans cette nouvelle économie, il faut dès maintenant se mettre à la tâche.

Le Canada en est capable. Allons-y!



Stimuler l'efficacité énergétique et environnementale¹

D'ici 2030, 83 milliards de tonnes de matériaux, de métaux et de biomasse seront extraites de la terre. La rareté des ressources et la volatilité du prix des produits de base accroissent les préoccupations des entreprises. Les économies performantes à faible impact transformeront la ferraille d'aujourd'hui en infrastructure de demain et réaliseront des bénéfices importants.

SECTION 1.
Pourquoi
l'intelliprosperité est
nécessaire au Canada

PARCE QUE NOUS DEVONS SUIVRE LA MARCHÉ DU MONDE

Dites adieu au statu quo du siècle dernier : l'économie mondiale est en proie à des bouleversements rapides et importants. De plus en plus, les autorités économiques et commerciales les plus fiables s'entendent pour dire qu'elle se dirige vers un modèle peu polluant qui repose sur l'innovation propre. Cette transformation est inévitable et le Canada doit agir rapidement pour s'assurer un avenir prospère, aux côtés des principales économies mondiales qui se réinventent.

Le rythme effréné des changements technologiques et la croissance fulgurante des marchés émergents se conjuguent à la raréfaction des ressources et aux défis environnementaux pour créer des occasions et des risques inédits. Les frais occasionnés par la dégradation environnementale grimpent en flèche, et l'appel citoyen généralisé pour une réduction de la pollution a déjà commencé à transformer de nombreux secteurs traditionnels des ressources. Par ailleurs, la demande pour une production verte faible en carbone est à la hausse et le marché mondial des technologies propres devrait dépasser 2 000 milliards de dollars d'ici 2020, les investissements dans ce secteur ayant connu une croissance de 17 % pour la seule année 2015^{2,3}. La vieille conception selon laquelle nous devons choisir entre une économie forte et un environnement sain s'est révélée fautive. En fait, la plupart des pays à l'économie hautement concurrentielle se classent aussi parmi les meilleurs quant au rendement environnemental (tableau 1), y compris ceux qui, comme le Canada, misent en bonne partie sur le pétrole, l'industrie et les ressources.

« Le Canada doit à tout prix innover sur deux plans. D'abord, il doit aider ses industries traditionnelles à se réinventer afin qu'elles restent concurrentielles dans une économie à faibles émissions de carbone. Mais il doit aussi favoriser l'émergence des entrepreneurs qui misent sur les technologies propres, car ils seront bientôt nos dynamos économiques. »

— Annette Verschuren, chef de file de l'IntelliProspérité; PDG de NRStor; ancienne PDG de Home Depot Canada

Encadré 1. **Consensus chez les principaux experts économiques : le monde s'achemine vers une croissance propre**

« Le monde est à l'aube d'une révolution des ressources [...] qui permettra une forte croissance économique, à un coût environnemental beaucoup plus bas que par le passé, grâce à la mise en œuvre à grande échelle de technologies plus performantes et plus propres et à l'élaboration de modèles commerciaux plus appropriés. »

— McKinsey & Company

« Écologie et croissance doivent aller de pair [...] Les gouvernements doivent abandonner les politiques traditionnelles qui ne tiennent pas compte des coûts environnementaux, et mettre en œuvre des politiques de croissance verte. Les rendements économique et environnemental sont indissociables à long terme. »

— OCDE

« Une croissance plus verte est nécessaire, efficace et abordable. Clé du développement durable, elle repose principalement sur de bonnes politiques de croissance. »

— Banque mondiale

« Nous croyons que le Canada peut être une puissance en matière d'énergie et de ressources tout en élaborant des technologies et des systèmes qui favorisent ici la prospérité des entreprises et la création d'emplois mieux rémunérés, et à l'échelle mondiale l'amélioration de la situation environnementale. »

— Conseil canadien des chefs d'entreprise

« La transformation à venir laisse entrevoir une foule de possibilités dans un large éventail de secteurs d'activité puisque les défis mondiaux (croissance, urbanisation, pénurie, changements environnementaux) deviendront les principaux moteurs stratégiques des entreprises au cours de la prochaine décennie. »

— World Business Council on Sustainable Development

Prêt à rallier les grands acteurs de ce changement, le Canada possède une occasion en or de s'offrir une meilleure croissance économique tout en relevant ses propres défis environnementaux. Les sociétés de fabrication et d'exploitation des ressources qui répondent à la demande mondiale croissante pour une production propre faible en carbone s'imposeront sur le marché; les percées technologiques et des politiques audacieuses ont déjà commencé à opérer cette transformation ici. Les entreprises canadiennes qui travaillent sur des projets verts novateurs nous ont permis d'obtenir la septième position au Global Cleantech Innovation Index de 2014. De plus, les efforts avant-gardistes de réduction des émissions, comme l'élimination des centrales électriques au charbon en Ontario ainsi que le régime de tarification du carbone en Colombie-Britannique, en Alberta et au Québec figurent parmi les plus ambitieux en Amérique du Nord⁴.

Nous savons gérer les grands changements. Souvenez-vous des bouleversements économiques et environnementaux des années 1980, lorsque la montée de la mondialisation et l'émergence de problèmes planétaires, comme l'appauvrissement de la couche d'ozone et les pluies acides, nous ont obligés à agir. Au début des années 1990, grâce au libre-échange, à un plan audacieux de réduction de la dette et à un rôle de premier plan dans des actions environnementales internationales comme le Protocole de Montréal et le traité Canada-États Unis sur les pluies acides, le Canada s'est repositionné rapidement afin de prospérer dans une nouvelle ère économique. En cours de route, il a su gérer comme pas un l'innovation sociale, l'accueil des gens et l'intégration de traditions des quatre coins du monde en cette époque marquée par le multiculturalisme et la diversité.

Le temps est une fois de plus venu d'accélérer le rythme des changements. De grandes possibilités s'offrent à nous, et le Canada a déjà démontré qu'il dispose des outils nécessaires pour les saisir. Cependant, ce sont d'autres pays qui mènent le bal, et nous ne pouvons pas rester à la traîne. Les acteurs économiques les plus avancés mobilisent

Encadré 2.

Besoins environnementaux et potentiel des technologies propres en quelques chiffres

40 à 70 %

sous les niveaux de 2010 : réduction estimée des gaz à effet de serre nécessaire d'ici 2050 pour éviter des changements climatiques dangereux (GIEC, 2014)

25 à 40 % :

proportion de la population mondiale qui souffrira de pénuries d'eau, d'énergie ou de nourriture d'ici 2030 (Barton, 2014)

45 % :

proportion de la population mondiale qui vit déjà dans des régions faisant l'objet d'un stress hydrique élevé (Banque mondiale, 2012)

50 % :

proportion des pêches mondiales qui atteignent ou excèdent la capacité maximale (Roland, 2012)

2 000 milliards de dollars :

coût annuel approximatif de la déforestation à l'échelle mondiale (OCDE, 2012)

90 milliards de dollars :

montant estimé des investissements dans l'infrastructure mondiale de 2015 à 2030 (GCEC, 2014)

30 % :

croissance estimée du marché mondial des maisons et autres bâtiments intelligents d'ici 2020 (AMR, 2013)

76 % :

croissance estimée du marché mondial des véhicules automatisés et électriques de 2012 à 2014 (Ayre, 2015)

2016 :

année d'ici laquelle les investissements dans les projets d'énergie solaire et éolienne dépasseront les investissements dans tous les autres projets de production d'électricité (Liebreich, 2015)

Tableau 1. **Compétitivité économique et rendement environnemental vont de pair**

Pays	Classement selon l'indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial pour 2014 et 2015*	Classement en matière de rendement environnemental pour 2014 et 2015**
Suisse	1	1
Finlande	3	9
Allemagne	4	8
Pays-Bas	6	11
Suède	8	7
Norvège	9	3
Danemark	11	12
Canada	12	19

* En fonction des pays inclus dans l'indice mondial de compétitivité ajusté pour l'environnement.

** Calculé en fonction de la différence entre l'indice mondial de compétitivité et l'indice mondial de compétitivité ajusté pour l'environnement.

les investissements et les expertises afin d'être compétitifs dans un marché mondial en mutation qui récompense les pays qui génèrent des emplois et une nouvelle richesse tout en réduisant leur empreinte environnementale.

En Suède, la tarification du carbone et l'adoption d'autres politiques ont contribué à une réduction de 23 % des gaz à effet de serre depuis 1990, ce qui n'a pas empêché l'économie d'afficher une croissance de 58 %⁵. Dans le sud de l'Australie, qui est pourtant une zone exposée à la sécheresse, l'utilisation de l'eau à des fins agricoles a chuté de 65 %, sans pour autant que les exploitants terriens ne voient leurs revenus diminuer⁶. La Chine et les États-Unis, les deux titans de l'économie mondiale, sont également devenus des géants des technologies propres. La Chine a en effet été à l'origine de plus de 30 % des nouveaux investissements dans l'énergie renouvelable, alors que les États-Unis coiffent tous les pays de l'OCDE* dans la réalisation d'innovations vertes^{7,8}. De grandes multinationales, comme Royal Dutch Shell, sont devenues d'ardents défenseurs de la tarification du carbone pour lutter contre les changements climatiques. L'intelliprosperité engendre déjà des résultats probants partout dans le monde.

Les Canadiens sont impatients d'accélérer la transition du pays vers un meilleur rendement environnemental et sont prêts à saisir les occasions offertes dans ce nouveau marché. Selon un sondage réalisé par Abacus Data en 2014, la très grande majorité d'entre nous – plus de 85 % – dit vouloir d'un pays qui consolide sa réputation en matière de fabrication propre et qui apporte des changements majeurs à sa consommation d'énergie – notamment en réduisant le gaspillage⁹. Nul doute que les citoyens sont prêts pour l'intelliprosperité.

Encadré 3.

L'avant-garde de l'intelliprosperité en quelques chiffres

36 % :

augmentation de la productivité carbone de la Suède (PIB généré par tonne de CO₂ émise) de 2000 à 2010 (OCDE, 2014)

32 % :

proportion de l'électricité allemande provenant de sources éoliennes, solaires et de biomasse (Meyers, 2016)

40 % :

proportion du budget de recherche et développement de la Finlande allouée aux secteurs des technologies propres (WWF/CTG, 2014)

35 gigawatts :

capacité de production des nouvelles usines d'énergie renouvelable installées en Chine en 2014 – plus que le total combiné de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord (BNEF, 2015)

86 % :

proportion de l'eau usée qui est recyclée en Israël (ICV, 2015)

100 % :

proportion des principales entreprises forestières du Canada qui ont obtenu la certification en développement durable (APFC, 2015)

19 % :

diminution des émissions de gaz à effet de serre de l'Ontario depuis 2005, alors que le PIB a grimpé de 11 % (GC, 2015; Statistique Canada, 2015)

*OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

PARCE QUE NOTRE SUCCÈS ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTAL EN DÉPEND

Des techniques avancées de stockage d'énergie à la conception urbaine intelligente et de la tarification du carbone à la foresterie durable, le Canada a déjà commencé à adopter les principes d'une économie de prochaine génération. Sa capacité de production d'énergie provenant de sources éoliennes et solaires, de la biomasse et des petites centrales hydroélectriques a augmenté de 93 % au cours des cinq dernières années¹⁰. Ajoutons les grandes centrales, et nous sommes au quatrième rang, parmi les pays comparables, en ce qui a trait à la production d'électricité provenant de sources non polluantes¹¹. Notre secteur des technologies propres emploie maintenant plus de 50 000 personnes, et compte davantage d'entreprises cotées en bourse que tout autre pays dans le monde^{12,13}. Les sociétés qui exploitent nos sables bitumineux ont effectué des investissements majeurs dans la séquestration de carbone, et dans d'autres technologies ayant pour objectif de réduire leur empreinte écologique. Quant aux entreprises forestières canadiennes, elles obtiennent régulièrement la plus haute certification de durabilité accordée par l'industrie mondiale^{14,15}. Des villes canadiennes comme Vancouver, Toronto et Montréal figurent souvent parmi les endroits où il fait le mieux vivre. Par ailleurs, Edmonton, Calgary et Ottawa bâtissent leur réseau de transport en commun aussi vite que leur budget le permet.

Il s'agit d'un bon départ, mais le Canada doit accélérer la cadence s'il veut rester dans le peloton de tête et demeurer compétitif dans un monde qui évolue rapidement. L'examen de 14 pays comparables (PIB par habitant, densité de population ainsi que structure et croissance économique semblables)* nous indique clairement l'ampleur du

Encadré 4. Le rendement environnemental du Canada en quelques chiffres

La comparaison entre le rendement environnemental du Canada, mesuré par des indicateurs environnementaux et économiques clés, et celui de 14 pays comparables (les plus similaires en termes de revenus, de densité de population, ainsi que de structure et de croissance économique) montre que le Canada accuse un certain retard.

- **14^e sur 15** pour la productivité carbone (PIB par unité de CO₂ émise)
- **15^e sur 15** pour la productivité énergétique (PIB par unité d'énergie utilisée)
- **9^e sur 11** pour la productivité hydrique (PIB par unité d'eau utilisée)
- **11^e sur 15** : pour la productivité des matières consommées (PIB par unité de matière consommée)

Cependant, la **progression** récente est encourageante :

- **7^e sur 15** pour l'amélioration de la productivité carbone (de 2000 à 2010)
- **4^e sur 15** pour l'amélioration de la productivité énergétique (de 2000 à 2011)
- **4^e sur 11** pour l'amélioration de la productivité hydrique (de 2005 à 2011)
- **8^e sur 15** pour l'amélioration de la productivité des matières consommées (de 2000 à 2011)

Remarque : Les données sur l'eau sont limitées pour certains des pays étudiés. Ainsi, les données comparables pour la période allant de 2005 à 2011 ne sont disponibles que pour 11 des 15 pays.

Source : Indicateurs de l'OCDE sur la croissance verte (2014).

* Ces pays comparables sont l'Australie, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'Espagne, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis.

défi qui nous attend. Le Canada se situe en effet parmi les derniers de classe lorsqu'il est question de productivité du carbone, de l'énergie, des matières consommées et de l'eau – autant de mesures qui indiquent l'efficacité avec laquelle nous utilisons nos ressources naturelles¹⁶. Notre climat froid, notre vaste territoire et notre économie axée sur les matières premières expliquent en partie ces résultats. Cependant, nous pouvons et nous devons faire mieux, et nous avons déjà grandement amélioré nos résultats pour certains de ces indicateurs. Au cours des dernières années, le Canada a obtenu la quatrième meilleure amélioration pour ce qui est de la productivité hydrique et énergétique. En suivant l'exemple de nos meilleures villes et provinces, nous pourrions nous rapprocher du premier rang¹⁷.

Le plan d'action de l'IntelliProspérité est une réponse aux défis mondiaux. Le rôle du Canada sera fonction de nos priorités, et nous pourrions le remplir grâce à nos forces maintes fois démontrées. Les Canadiens sont instruits et détiennent une vaste expertise en matière de production d'énergie, de gestion des ressources, de fabrication de pointe et de technologies de l'information. Nous faisons également preuve d'un esprit de collaboration naturel, et nous sommes à l'aise de monopoliser divers secteurs et territoires de compétences dans l'élaboration de solutions créatives qui sont la clé du succès environnemental et économique. Le Canada compte déjà des milliers d'entreprises qui créent des produits et des technologies propres. Il alloue 12 % de son budget de recherche et développement à l'énergie et à l'environnement, ce qui représente l'un des pourcentages les plus importants parmi les pays comparables¹⁸. Des organisations comme Technologies du développement durable Canada et L'Alliance canadienne pour l'innovation dans les sables bitumineux investissent et collaborent déjà sur un mode multisectoriel pour trouver des solutions à nos problèmes environnementaux les plus urgents.

Ces solutions sont plus nécessaires que jamais. Le Canada détenant une grande partie des richesses naturelles du monde, c'est notre devoir de les préserver et de les gérer de façon responsable pour le bien des générations futures. Cependant, au cours des dernières années, le Canada a été perçu comme un retardataire en matière de gouvernance environnementale, ce qui a nui à certaines industries du secteur des ressources et à la prospérité du pays en général. Par exemple, notre incapacité à construire de nouveaux pipelines pour acheminer le gaz jusqu'aux côtes coûte 10 milliards de dollars par année au secteur de l'énergie de l'Alberta; l'opposition à ces pipelines est d'ailleurs due en grande partie aux inquiétudes que soulèvent notre bilan en matière de gouvernance environnementale et notre politique sur le climat¹⁹. Nous sommes meilleurs que notre réputation l'indique, mais il est vrai que nos progrès ont été inégaux. Nous avons le potentiel d'en faire davantage, comme par le passé – nous devons seulement accélérer la cadence et accroître nos efforts dans tous les secteurs d'activité.

C'est la voie à emprunter non seulement pour assurer notre succès économique, mais aussi pour nous montrer à la hauteur de nos propres attentes et incarner nos valeurs les plus profondes. Un Canada juste et inclusif est un pays où la santé économique rejaillit sur l'environnement, et sur le bien-être de tous les citoyens.

Encadré 5.

Le capital naturel canadien en quelques chiffres

1^{er} :

classement du Canada parmi toutes les nations pour la longueur du littoral (MoW, 2012)

2^e :

classement du Canada parmi toutes les nations pour la masse terrestre totale (CIA, 2015)

3^e :

classement du Canada parmi toutes les nations pour les réserves d'eau douce (TPI, 2010)

3^e :

classement du Canada parmi toutes les nations pour les réserves de pétrole connues (EIA, 2013)

4^e :

classement du Canada parmi toutes les nations pour les réserves d'uranium (WNA, 2014)

24 % :

pourcentage de la superficie forestière mondiale intacte dont dispose le Canada (Chung, 2014)

« Nous avons la capacité, nous avons les ressources et nous avons la volonté collective de créer quelque chose de plus attrayant, c'est-à-dire de devenir un modèle mondial lorsqu'il est question d'assurer la santé de notre planète, de renforcer l'économie et, au final, d'offrir à chacun une meilleure qualité de vie. »

— Kathy Bardswick, chef de file de l'IntelliProspérité; présidente et chef de la direction, Groupe Co-operators limitée

PARCE QUE LES POLITIQUES INTELLIGENTES FONCTIONNENT

Les politiques intelligentes* nous fournissent les outils dont nous avons besoin pour mieux protéger l'environnement et favoriser une économie propre et forte, en nous appuyant sur nos forces économiques actuelles. Au Canada comme ailleurs, les preuves abondent : l'énergie verte, le transport intelligent, la production propre, les immeubles écoénergétiques et les efforts de préservation ont des retombées positives sur l'environnement et les résultats financiers.

Pensons à la taxe pionnière sur le carbone de la Colombie-Britannique, qui a entraîné une importante diminution de la consommation de carburant sans nuire à l'économie²⁰. Notre industrie forestière a réduit sa pollution atmosphérique et hydrique de plus de 70 % en seulement 10 ans, se forgeant ainsi une forte réputation environnementale qui l'a aidée à faire face aux conditions difficiles du marché et à créer de nouveaux débouchés, par exemple la fabrication de granulés de bois pour la bioénergie²¹. Le récent programme d'élimination du charbon de l'Ontario (encadré 7), la plus grande initiative de lutte contre les changements climatiques lancée en Amérique du Nord jusqu'à maintenant, s'est également avéré un catalyseur puissant pour l'innovation propre, stimulant des investissements importants dans l'énergie renouvelable²².

Oui, les bons choix rejaillissent sur les résultats financiers. Cependant, nous devons prendre encore plus de mesures du genre – et nous le pouvons. Les succès fragmentaires que nous avons obtenus jusqu'ici indiquent la voie à suivre, mais le Canada doit se doter d'un plan exhaustif et à plus grande portée pour asseoir sa place dans la nouvelle économie, car les meneurs mondiaux, eux, continuent d'aller de l'avant. L'Allemagne, même si les espaces verts, les forts vents et le soleil y sont plus rares qu'au Canada, est devenue un chef de file mondial dans presque tous les domaines du secteur de l'énergie renouvelable; s'efforçant d'éliminer l'énergie nucléaire et au charbon, elle possédait 14 % du marché des technologies propres en 2013²³. La Suède compte quant à elle éliminer complètement les combustibles fossiles de son réseau de transport d'ici 2030²⁴. Pour leur part, la Chine et les États-Unis sont les deux pays qui investissent le plus dans l'énergie propre²⁵. Israël a intégré l'esprit entrepreneurial à son système d'éducation, et encouragé les entreprises à trouver des solutions aux contraintes d'eau locales – le pays utilise 176 millions de mètres cubes d'eau par habitant, comparativement à 1 025 millions de mètres cubes au Canada²⁶.

Les politiques intelligentes peuvent donc contribuer à accroître l'innovation et la productivité – toutes deux essentielles à l'avantage concurrentiel canadien – tout en réduisant les pertes et les coûts²⁷. Consommer moins d'énergie, c'est réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, permettre aux entreprises et aux consommateurs de réaliser des économies, et favoriser la création d'emplois. En Ontario, par exemple, chaque dollar consacré à l'efficacité énergétique au cours des dernières années a réduit de deux dollars les coûts en électricité²⁸. Les investissements dans la productivité des ressources réduisent aussi les coûts et nous protègent contre les risques de pénurie, tout en ouvrant sur de nouveaux marchés. Qui plus est, les politiques intelligentes peuvent augmenter la productivité des employés, améliorant du coup leur santé et leur satisfaction au travail. Les entreprises

Encadré 6.

La taxe carbone de la Colombie-Britannique se démarque

Le secrétaire général de l'OCDE a affirmé ceci : « La taxe carbone appliquée en Colombie-Britannique est celle dont la mise en œuvre est la plus exemplaire. Son introduction a eu lieu en 2008 et dans les cinq années suivantes la consommation d'essence par habitant a diminué de 16 % dans la province, alors que la croissance du PIB a continué au même rythme que dans le reste du Canada. Au début, la taxe était de 10 \$/tonne et elle est maintenant de 30 \$/tonne. Elle n'a aucune incidence sur les revenus, car tout l'argent généré est utilisé pour réduire d'autres taxes, notamment les impôts des entreprises et des particuliers, et offrir des réductions ciblées pour les ménages et les communautés les plus vulnérables. »

Sources : (Gurria, 2013; Elgie, 2015).

* Voir la page 35 pour une description de ces politiques intelligentes.

Encadré 7. **Élimination du charbon en Ontario**

En 2014, l'Ontario a réussi à éliminer pour de bon la production de l'électricité au charbon, ce qui s'est traduit par la plus importante réduction de la pollution carbonique et atmosphérique en Amérique du Nord.

- En 2007, le charbon représentait le quart de la production d'électricité en Ontario; source importante de pollution atmosphérique, il était responsable chaque année de 5 800 décès et représentait un coût total de plus de 7,8 milliards de dollars pour la province.
- En éliminant progressivement la production d'électricité au charbon au cours des sept années qui ont suivi, la province a réduit ses émissions totales de gaz à effet de serre de 19 %, mais son PIB, lui, a continué de croître, affichant une hausse de 11 % depuis 2005.
- Au même moment, le nombre de jours de smog en Ontario est passé de cinquante en 2005 à zéro en 2014 et 2015. (MEACCO, 2015)
- Misant sur ce succès, l'Ontario a annoncé la mise en œuvre prochaine d'un programme de plafonnement et d'échange mené de concert avec le Québec et la Californie (et bientôt avec le Manitoba) pour soutenir sa cible ambitieuse de 2030, qui consiste à réduire ses émissions de 37 % par rapport aux niveaux des années 1990.
- En 2015, l'Alberta a annoncé qu'elle éliminerait elle aussi l'utilisation de l'électricité au charbon.

Sources : MEACCO (2015a), MEACCO (2015b), OEO (2013) et ACO (2005).

Encadré 8. **L'hypothèse de Porter, ou les politiques environnementales intelligentes comme vecteurs d'innovation et de compétitivité**

En 1991, Michael Porter, professeur à l'École d'études commerciales de Harvard et expert de la compétitivité de renommée mondiale, a remis en question l'idée reçue selon laquelle la réglementation environnementale mine systématiquement la rentabilité des entreprises. Il a suggéré que des règlements bien conçus ne nuiraient pas à la compétitivité, mais pourraient au contraire la stimuler, particulièrement s'ils aidaient les entreprises à cerner les inefficacités écologiques, à cibler les occasions d'innovation ou à vaincre l'inertie organisationnelle. L'idée, maintenant appelée « hypothèse de Porter », a donné naissance à des centaines d'études au cours des 25 dernières années.

Les recherches démontrent que l'impact économique sur les entreprises dépend en fait grandement des types de politiques environnementales mises en place. Les réglementations souples basées sur le marché – comme les taxes sur les émissions et les crédits négociables – donnent de meilleurs résultats que les approches rigides fondées sur le commandement et le contrôle. Les politiques qui mettent de l'avant l'ingéniosité industrielle et l'amélioration continue plutôt que d'imposer l'adoption de certaines technologies sont également plus susceptibles de favoriser les innovations majeures et de réduire les coûts de conformité, voire d'accroître la productivité globale.

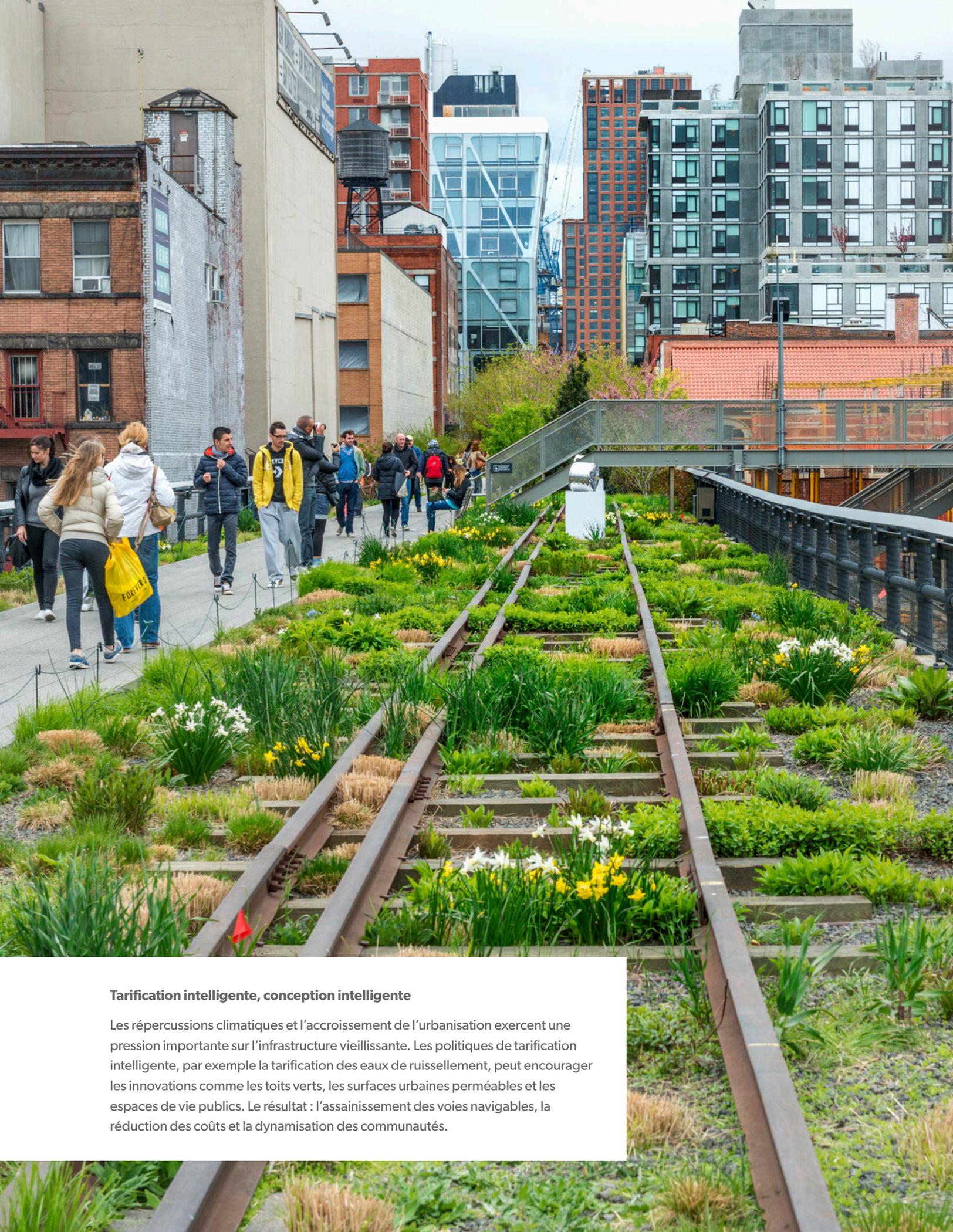
Le positionnement et la stratégie d'entreprise sont également importants. Les politiques environnementales intelligentes génèrent des gains de productivité plus notables au sein des entreprises qui sont technologiquement plus avancées et jouissent d'une plus grande présence internationale.

Sources : Ambec, S., M. Cohen, S. Elgie et P. Lanoie (2013); Albrizio, S, E. Botta, T. Kozluk, et V. Zipperer (2014).

qui se dotent de normes environnementales plus sévères affichent par ailleurs une productivité en moyenne 16 % plus importante que celle de leurs rivales²⁹. En contrepartie, les inefficacités que font perdurer le statu quo peuvent entraîner des coûts élevés. Par exemple, dans la seule région du Grand Toronto, la congestion routière coûte jusqu'à 11 milliards de dollars chaque année en entravant la circulation des travailleurs et des biens³⁰.

Élaborées adéquatement, les politiques intelligentes peuvent accélérer la transition économique du Canada et encourager les innovations propres dont les entreprises des secteurs traditionnels et émergents ont besoin pour créer de nouvelles sources de croissance, attirer des capitaux et accroître les débouchés commerciaux et les possibilités d'emploi. Les recherches démontrent que des solutions souples axées sur le marché, comme la tarification des émissions et l'adoption de normes de rendement, peuvent stimuler ce genre d'innovations.

Notre marche vers l'intelliprosperité est déjà en cours, mais sans un engagement beaucoup plus concret, nous pouvons facilement prendre du retard. Le temps est maintenant venu d'augmenter la cadence et d'adopter cette approche dans toutes les sphères de la société canadienne.



Tarification intelligente, conception intelligente

Les répercussions climatiques et l'accroissement de l'urbanisation exercent une pression importante sur l'infrastructure vieillissante. Les politiques de tarification intelligente, par exemple la tarification des eaux de ruissellement, peut encourager les innovations comme les toits verts, les surfaces urbaines perméables et les espaces de vie publics. Le résultat : l'assainissement des voies navigables, la réduction des coûts et la dynamisation des communautés.

SECTION 2.

Objectifs : Les retombées
de l'intelliprosperité pour
le Canada

OÙ NOUS EN SOMMES

Jusqu'à maintenant, au Canada, l'intelliprosperité affiche un bilan en dents de scie : on note de réels succès dans certains domaines, du retard dans d'autres, et un manque de volonté en général. Pourtant, notre capital naturel n'a rien à envier à celui des autres pays : pas étonnant qu'une telle abondance ait produit l'une des économies des ressources les plus prospères et diversifiées au monde, ainsi qu'une longue et impressionnante tradition de saine gouvernance et de préservation de l'environnement.

Riche en potentiel hydraulique, éolien et solaire, le Canada se classe parmi les meilleurs pour la production d'électricité sans émissions à partir de sources renouvelables; il occupe le quatrième rang parmi les pays comparables, 62 % de l'énergie qu'il génère provenant de telles sources³¹. Nos villes se situent généralement dans les échelons supérieurs des études d'habitabilité, et nous avons économisé des milliards de dollars au cours des dernières années en améliorant l'efficacité énergétique de nos maisons et entreprises^{32,33}. Des technologies de gestion des ressources hydriques à la capture du carbone et du recyclage municipal de pointe à la tarification du carbone, le Canada possède un luxe de ressources et une main d'œuvre hautement qualifiée qui lui ont déjà permis de démontrer un leadership admirable dans la course aux technologies propres. Mais nous accusons toujours du retard par rapport aux chefs de file mondiaux dans plusieurs domaines où nous devons nous démarquer si nous voulons demeurer concurrentiels dans la nouvelle économie mondiale. Il est donc impératif d'agir maintenant, et redoubler d'efforts dans tous les secteurs et toutes les régions du Canada.

Vu son climat froid et son vaste territoire, le Canada pourrait ne jamais posséder le réseau de trains à grande vitesse du Japon, et les rues de nos villes n'accueilleront sans doute jamais autant de cyclistes que celles de Copenhague. Mais nous pouvons tirer profit des meilleures pratiques à travers le monde et miser sur nos propres forces pour nous imposer comme modèle d'intelliprosperité. Nous possédons l'expertise technologique, la main-d'œuvre et les ressources. Nous pouvons y arriver.

Réaliser l'intelliprosperité signifie que d'ici les années 2020, la « marque canadienne » deviendra synonyme de productivité et d'innovation environnementale à l'échelle mondiale. Nous devons accélérer la cadence sur tous les plans : des industries écoconcurrentielles, une gouvernance intelligente et une meilleure durabilité urbaine amélioreront notre qualité de vie tout en réduisant notre empreinte écologique.

La section suivante détaille nos objectifs et la façon dont nous comptons évaluer nos progrès.

OBJECTIF N° 1

Des communautés saines, dynamiques et vertes

La clé du succès : la réalisation de progrès exemplaires qui concourent au développement de communautés modernes et durables où il fait bon vivre.

Le Canada est l'un des pays les plus urbanisés du monde, car plus de 80 % de la population vit dans les villes; notre réussite future dépendra en bonne partie des innovations qui y naîtront³⁴. Les six plus grandes régions métropolitaines du Canada (Toronto, Montréal, Vancouver, Calgary, Ottawa et Edmonton) génèrent près de la

Vision : Une économie plus forte et plus propre, qui promet un avenir meilleur à tous les Canadiens.

Résultat : Durant la prochaine décennie, le Canada se montre à la hauteur des leaders mondiaux en devenant plus concurrentiel, plus innovant et plus éco-responsable. Il sera un chef de file d'ici une génération.

Tableau 2. **Mesurer nos progrès**

Mesurer les progrès vers l'atteinte de l'objectif global (soit l'amélioration de la compétitivité et du rendement environnemental du Canada au même rythme que les grandes puissances) nécessitera le recours à de nombreux indicateurs. Bien que des données relativement fiables comparables à celles utilisées à l'international soient disponibles sur le plan national, les données pertinentes et à jour sont plus limitées à l'échelle des entreprises, des communautés et des individus. Au départ, les progrès du Canada seront donc mesurés d'un point de vue national à partir d'un ensemble d'indicateurs environnementaux et économiques utilisés sur la scène mondiale. Au cours des années à venir, davantage de travaux seront entrepris en partenariat avec d'autres organismes canadiens et internationaux afin d'améliorer ces indicateurs et d'en créer de nouveaux. Le rendement canadien sera comparé à celui de 14 pays comparables, qui se rapprochent du nôtre en raison de leur PIB par habitant, de leur densité de population et de leur structure et croissance économique. Le tableau ci-dessus présente certains des indicateurs initiaux, ainsi que le classement actuel du Canada au sein de ce groupe. **Au cours des 10 prochaines années, nous voulons faire meilleure figure par rapport à ces indicateurs et à d'autres, et afficher des progrès similaires à ceux des autres nations à l'étude.**

Mesure	Source des données	Rang du Canada
Compétitivité (ajusté pour l'environnement)	Indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial, 2015	12
Innovations liées aux technologies propres	WWF/Groupe Cleantech (Indice d'innovation Cleantech), 2014	6
Innovations environnementales	Statistiques OCDE : Environnement/Brevets, 2012	5
Productivité carbone	Indicateurs OCDE de la croissance verte, 2014	14
Exposition population PM10	Banque mondiale (Indicateurs du développement dans le monde), 2013	7
Productivité énergétique	Agence internationale de l'énergie (Statistiques sur l'énergie / Balances), 2013	15
Électricité renouvelable	Indicateurs OCDE de la croissance verte, 2014	4
Productivité hydrique	Banque mondiale (Productivité de l'eau), 2013	13
Productivité des matières consommées	Indicateurs OCDE de la croissance verte, 2014	11
Recyclage et compostage	Statistiques OCDE : Environnement/Déchets, 2012	11
% espèces menacées (oiseaux et plantes)	Statistiques OCDE : Environnement/Biodiversité, 2013	1
% espèces menacées (mammifères)	Statistiques OCDE : Environnement/Biodiversité, 2013	9
Zones protégées (km ²)	UICN, Données planète protégée, 2014-2015	4
Indice de santé de l'océan	Indice de santé de l'océan, 2015	7

Remarque : Les 14 pays comparables sont l'Australie, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Nouvelle Zélande, Norvège, Espagne, Suède, Suisse, le Royaume-Uni et aux les États-Unis

moitié de notre PIB³⁵. Ce que nous construisons dans nos villes, les moyens utilisés pour nous déplacer à l'intérieur de celles-ci ou de l'une à l'autre, l'eau que nous consommons, les déchets que nous générons : tout cela jouera un rôle majeur dans notre définition de l'intelliprosperité.

Parallèlement, un Canadien sur cinq vit dans les communautés rurales, et ces gens joueront aussi un rôle crucial. Ils produisent de la nourriture, gèrent les ressources naturelles, et préservent notre faune abondante, nos milieux humides, nos champs et nos forêts. La réalisation des objectifs de l'intelliprosperité dépendra donc grandement de leur gouvernance experte et des solutions originales qu'ils apporteront aux problèmes environnementaux émergents.

D'ici les années 2020, les communautés rurales et urbaines du Canada, parce qu'elles tireront profit de leurs forces actuelles, se classeront parmi les plus améliorées du monde selon des indicateurs de durabilité et de d'habitabilité.

Comment y arriver :

- **Déployer un urbanisme intelligent misant sur des quartiers plus compacts et des écoservices améliorés (p. ex. transport en commun et pistes cyclables).**
- **Renforcer les normes d'efficacité énergétique pour les nouveaux bâtiments, et mettre en place des mesures incitatives favorisant les projets de rénovation.**
- **Augmenter le nombre d'espaces verts, et mettre en place des mesures incitatives favorisant la saine gouvernance des terres rurales.**
- **Dynamiser les programmes de réutilisation et de recyclage des déchets.**

Les métropoles canadiennes se classent déjà parmi l'élite nord-américaine dans des domaines clés : Vancouver pour ses immeubles écologiques et son habitabilité en général; Calgary pour l'utilisation de l'eau; Edmonton et Toronto pour le réacheminement des déchets destinés aux sites d'enfouissement; Ottawa pour ses espaces verts; et Montréal pour son infrastructure cyclable³⁶. En nous basant sur ces succès et le partage des pratiques exemplaires, nous contribuerons à attirer dans nos villes les meilleurs talents au monde, à favoriser le déplacement des gens et l'acheminement des biens, à améliorer notre résilience devant les changements climatiques et à stimuler l'innovation propre.

OBJECTIF N° 2 Des entreprises concurrentielles et propres qui créent les emplois de demain

La clé du succès : au cours de la prochaine décennie, chaque secteur affiche un bilan environnemental figurant parmi les meilleurs de sa catégorie à l'échelle mondiale, tout en accroissant son avantage concurrentiel et en créant de bons emplois.

Technologies propres, industries axées sur les ressources, agriculture, fabrication de pointe : dans tous les secteurs, des entreprises plus vertes, plus intelligentes et plus concurrentielles vont créer l'économie à haut rendement des années 2020. Nous sommes bien partis. D'un océan à l'autre, des entreprises canadiennes se comparent avantageusement à leurs concurrentes selon plusieurs indicateurs de compétitivité. Beaucoup ont fait des investissements importants dans l'innovation propre.

Encadré 9.

Habitabilité urbaine et durabilité au Canada en quelques chiffres

4 :

nombre de villes canadiennes classées parmi les 25 meilleures au monde (sur 221) selon l'indice de qualité de vie Mercer (Vancouver, Toronto, Ottawa, Montréal)

25 % :

pourcentage de réduction des émissions de gaz à effet de serre par Toronto de 1990 à 2012

1^{er} :

rang de Vancouver pour les émissions de CO₂ par habitant parmi les grandes villes nord-américaines

2^e :

rang de Montréal sur l'indice Copenhagénise des villes nord-américaines adaptées au cyclisme

19 % :

proportion de cyclistes canadiens qui décrivent leurs déplacements comme étant « le moment le plus plaisant de la journée »

2 % :

proportion d'automobilistes canadiens qui décrivent leurs déplacements comme étant « le moment le plus plaisant de la journée »

3^e :

rang d'Ottawa pour la plus faible utilisation d'eau par habitant parmi les grandes villes nord-américaines

1^{er}, 2^e et 3^e :

rangs respectifs d'Edmonton, Winnipeg, et Ottawa-Gatineau pour les espaces verts parmi les grandes villes nord-américaines

Sources : Mercer (2015); TAF (2013); EIU (2015); Copenhagénise (2015); et StatCan (2011).

D'ici les années 2020, tous les secteurs de l'économie canadienne figureront parmi les meilleurs au monde en fait d'efficacité et de rendement environnemental, tout en affichant des taux de compétitivité améliorés et en créant des emplois de haute qualité.

Comment y arriver :

- **Investir dans les innovations technologiques favorisant l'efficacité énergétique et la productivité des ressources, et réduire les déchets.**
- **Renforcer la durabilité de la chaîne d'approvisionnement à l'aide du pouvoir d'achat.**
- **Mettre sur pied des initiatives de durabilité avec des partenaires publics et privés.**
- **Intégrer le rendement environnemental aux stratégies d'affaires, aux plans de financement et autres.**

Collectivement, nos entreprises feront de la « marque canadienne » un synonyme de productivité et d'innovation environnementale à l'échelle mondiale.

De nombreuses entreprises canadiennes sont déjà des pionnières de l'intelliprosperité. En voici quelques-unes :

- L'entreprise CarbonCure Technologies d'Halifax permet aux entreprises utilisant son nouveau procédé de réduire de jusqu'à 15 % les émissions provenant de la production de béton. Ce procédé consiste à réinjecter dans le béton même les émissions de dioxyde de carbone produites au cours du processus de fabrication³⁷.
- L'usine d'assemblage de GM à Ingersoll, en Ontario, qui emploie 3 000 travailleurs, n'a envoyé aucun déchet vers les sites d'enfouissement depuis 2014³⁸.
- La firme de design industriel DIRTT de Calgary vend partout dans le monde ses mobiliers de bureau modulaires hautement efficaces et facilement réutilisables, ce qui lui a valu plusieurs prix d'innovation internationaux³⁹.
- Chez les Premières nations de Montana, dans le centre de l'Alberta, la Green Arrow Renewable Energy Corp., première entreprise canadienne produisant de l'énergie renouvelable à être la propriété exclusive d'autochtones, a récemment terminé son premier projet commercial. Il s'agit d'un panneau solaire destiné au toit du bureau administratif de la bande⁴⁰.

L'avantage concurrentiel canadien tiendra à des investissements accrus dans des innovations comme celles-ci. C'est ainsi que nous pourrions être à la hauteur des principaux acteurs économiques mondiaux.

OBJECTIF N° 3

Des politiques gouvernementales intelligentes qui stimulent le rendement économique et environnemental

La clé du succès : des politiques de calibre mondial qui stimulent les initiatives et l'afflux de capitaux du secteur privé afin d'accroître l'efficacité et l'innovation.

L'initiative et l'investissement privés continueront d'être les moteurs de l'économie à haut rendement et à faible pollution du Canada dans les années 2020, mais pour faciliter la transition souhaitée, tous les ordres de gouvernement devront mettre en place de meilleures politiques. Celles qui existent déjà devront être renforcées, en particulier dans des domaines clés comme

Encadré 10. **Les technologies propres de gestion de l'eau en Ontario**

L'Ontario est devenu un chef de file mondial des technologies propres de gestion de l'eau grâce à des mesures législatives progressistes, des efforts de pointe en recherche et développement et une remarquable ingéniosité entrepreneuriale. Environ 900 entreprises établies ainsi que 300 nouvelles entreprises s'y consacrent aux technologies de l'eau, et bon nombre d'entre elles font des affaires dans le monde entier. La technologie de désinfection UV développée par Trojan Technologies (maintenant propriété de Danaher) a été installée dans 7 800 installations municipales réparties dans plus de 80 pays. Cette industrie provinciale de l'eau emploie plus de 22 000 travailleurs. Le Centre Walkerton pour l'assainissement de l'eau (fondé dans la foulée de la contamination de l'eau potable par la bactérie E. coli en 2000) a joué un rôle clé dans les activités de formation et de recherche liées à l'eau et dans la démonstration des technologies appliquées.

Sources : TechEAU (2015); nouvelles de la CBC (2010).

Encadré 11. **L'agriculture verte ouvre les marchés d'exportation**

Thomas Canning, un producteur de tomates en conserve exploitant une ferme familiale près de Windsor, en Ontario, a pénétré le marché chinois en misant sur la « marque canadienne ». Aux yeux des acheteurs chinois, le symbole canadien est synonyme de propreté de l'air et de l'eau, de qualité élevée et de sécurité alimentaire. Quant aux consommateurs, ils sont prêts à payer le prix fort pour profiter des bienfaits pour la santé et l'environnement qu'on associe aux produits organiques récoltés de manière durable par cette entreprise. Canning, avec le soutien financier du gouvernement ontarien, étend maintenant ses activités au Nigeria, où les capacités de transformation des tomates sont rares.

Source : Trillium Network for Advanced Manufacturing (2015).

Encadré 12. **Le capital des énergies de remplacement en Amérique du Nord? Rendez-vous à Sault Ste. Marie**

Depuis que l'Ontario a entrepris d'éliminer progressivement le charbon en 2006, l'énergie renouvelable a sans cesse gagné en importance dans le nouveau système de production d'électricité de la province. Nulle part ailleurs ce changement n'a-t-il été mieux accueilli qu'au nouveau centre des technologies propres de Sault Ste. Marie. Après des années à voir décliner ses industries conventionnelles axées sur l'acier et les pâtes et papiers, la ville a décidé de miser sur le développement de l'énergie propre, la considérant comme une occasion d'affaires des plus fécondes. Grâce à un mélange de parcs éoliens et solaires, de cogénération à partir de la chaleur résiduelle, et d'usines transformant les déchets en énergie, Sault Ste. Marie est ainsi devenue une exportatrice d'énergie nette et un banc d'essai pour la technologie des réseaux intelligents de nouvelle génération. Le plus récent joyau de la région est un parc éolien de 58 mégawatts construit de concert avec l'entreprise BluEarth Renewables de Calgary, et la Première Nation des Batchewanas.

Sources : SSM EDC, (2015); BER, (2014).

la conservation de nos richesses naturelles et le maintien de la qualité de l'air, de l'eau et de la terre. Mais de nouvelles politiques seront également indispensables : elles devront proposer des mesures pour convaincre les marchés que les choix écologiques sont les plus abordables, et pour stimuler les investissements dans des occasions d'affaires « vertes ».

D'ici les années 2020, le Canada sera un modèle mondial de croissance économique arrimée à une saine gouvernance environnementale grâce à une nouvelle génération de politiques intelligentes qui encouragent le rendement vert.

Comment y arriver :

- **Mettre en place des mécanismes de tarification de la pollution.**
- **Mettre en place des stratégies d'approvisionnement propre.**
- **Renforcer les normes et les mesures incitatives pour améliorer l'efficacité énergétique.**
- **Élaborer des politiques de réduction des déchets qui accroissent la responsabilité des producteurs à l'égard de leurs produits.**
- **Investir de manière stratégique dans des projets de démonstration et des activités de recherche et développement qui attirent des capitaux privés vers les technologies propres.**
- **Collaborer de plus près avec les Premières Nations pour renforcer la capacité à prospérer dans la nouvelle économie et favoriser le développement durable.**

Dans toutes les sphères de la société, ces politiques audacieuses renforceront les efforts de préservation de la nature tout en protégeant mieux la santé des Canadiens. Elles serviront également à attirer les capitaux privés qui nous donneront accès à l'innovation, à l'écoefficacité et aux infrastructures de pointe nécessaires à cette nouvelle économie. Ceci favorisera à la fois la croissance dans le secteur émergent des technologies propres, et dans ceux, bien établis, des ressources et de la fabrication.

Grâce à bon nombre de politiques intelligentes, le Canada a déjà fait d'importants progrès sur certains fronts. Mentionnons la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique, qui récompense l'innovation énergétique écoefficace; les lois très strictes de l'Ontario sur la protection de l'eau, qui ont favorisé la croissance d'un secteur dynamique des technologies de l'eau comptant maintenant plus de 1 000 entreprises; le plan d'action de Vancouver, qui aspire à devenir la ville la plus verte et encourage pour ce faire les investissements propres et la réduction de la pollution; ainsi que le fonds de capital de risque (BDC) du gouvernement fédéral, lancé en 2012, qui a donné le coup d'envoi à des entreprises innovantes comme Encycle, de Toronto, spécialisée dans l'efficacité énergétique^{41,42}. Dans tous les ordres de gouvernement, nous avons besoin de plus de politiques visionnaires comme celles-ci, et nous devons en augmenter la portée si nous voulons une économie guidée par l'innovation et l'écoefficacité.

OBJECTIF N° 4

Des choix plus abordables favorisant des modes de vie durables

La clé du succès : l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens, qui deviennent au cours de la prochaine décennie des leaders mondiaux en matière de préservation de la nature et de réduction de l'empreinte écologique.

Les Canadiens saisissent qu'ils doivent protéger de manière rigoureuse les ressources naturelles incomparables dont jouit le pays. Nous voulons faire les bons choix. Le Canada possède l'une des proportions les plus élevées au monde de « consommateurs sensibilisés » : 40 % d'entre nous disent avoir à la cause à cœur, et vouloir consommer des produits qui améliorent le mieux-être et encouragent la durabilité⁴³. Mais notre empreinte environnementale moyenne se classe parmi les plus importantes au monde, en partie en raison des exigences énergétiques élevées de notre climat froid, de la dispersion de la population, et de décennies d'urbanisme centré sur l'automobile⁴⁴.

Encadré 13. **Des politiques intelligentes pionnières au Canada**

- L'initiative de plafonnement et d'échange du Québec a permis de cofonder avec la Californie le plus grand marché du carbone en Amérique du Nord (l'Ontario et le Manitoba y adhèrent maintenant). (MDDELCC, 2014)
- Avec sa politique de lutte contre les changements climatiques, l'Alberta a instauré une taxe initiale sur le carbone de 30 \$/tonne, et imposé un plafond pour les émissions de GES des sables bitumineux (Gouvernement de l'Alberta, 2015)
- L'Accord sur la qualité de l'air Canada-États-Unis a mené à l'adoption de règlements fédéraux et provinciaux. Entre 1990 et 2013, ceux-ci ont permis de réduire de plus de 60 % les principaux polluants causant les pluies acides (les oxydes NOX/SOX), pendant que le PIB connaissait une solide croissance. (CMI, 2014)
- Les règlements sur l'efficacité énergétique de la Nouvelle-Écosse ont mené à une économie annuelle de 165 gigawattheures. (Efficiency One, 2015)
- Les règlements fédéraux sur les véhicules à passagers réduiront de 174 millions de tonnes les émissions de gaz à effet de serre, et généreront des économies en carburant de 50 milliards de dollars. (Environnement Canada, 2014)

Encadré 14. **La Finlande, reine des activités de recherche et développement axées sur les technologies propres**

La Finlande consacre environ 40 % de son budget de recherche et développement aux technologies propres. Il s'agit de la plus grande proportion au monde. Elle a toujours été forcée de faire plus avec moins, surtout vu son peu de ressources énergétiques conventionnelles. Plus de 50 % de ses entreprises de technologies propres se vouent à l'efficacité énergétique, et elle dépasse maintenant largement les attentes : en 2014, sa part mondiale sur le marché des technologies propres correspondait au double de sa part du PIB mondial.

Sources : Tweed (2014); WWF/LDTC (2014).

D'ici les années 2020, les Canadiens jouiront d'une meilleure qualité de vie grâce à un large éventail d'options abordables qui contribueront à diminuer leur production de déchets, leur consommation d'énergie et d'eau, et leur incidence sur l'environnement en général.

Comment y arriver :

C'est maintenant que les quatre objectifs de l'IntelliProspérité se conjuguent. Grâce à des politiques plus intelligentes, à des entreprises au meilleur rendement environnemental et à un urbanisme plus vert, davantage de Canadiens pourront :

- **Acheter de l'énergie auprès d'un fournisseur propre et abordable.**
- **Installer des appareils écoefficaces et à faible débit pour économiser énergie, eau et argent.**
- **Vivre dans des maisons saines.**
- **Choisir des transports peu polluants (marche, vélo, transport en commun, covoiturage).**
- **Acheter davantage de biens et services durables à des prix concurrentiels.**

Encadré 15. **Qu'est-ce qu'une politique intelligente?**

Les politiques intelligentes sont conçues pour appuyer les objectifs économiques et environnementaux.

Ce sont des politiques environnementales, économiques ou autres qui :

- **réduisent les coûts**, en limitant les répercussions économiques et environnementales;
- **optimisent les débouchés**, en promouvant l'innovation, l'investissement et les avantages connexes;
- **encouragent les solutions créatives** qui facilitent l'atteinte des objectifs sociaux et environnementaux.

Voici quelques exemples de politiques intelligentes :

- **Les politiques écofiscales**, comme la tarification de la pollution et de la congestion routière, et les systèmes de plafonnement et d'échange. Ces politiques offrent des récompenses économiques à qui réduit son empreinte environnementale, encouragent une réduction de la pollution à moindre coût, attirent les investissements vers des produits et des technologies propres, et génèrent des revenus qui peuvent être affectés à l'atteinte des objectifs économiques et environnementaux.
- **Les politiques d'efficacité énergétique**, comme les normes sur le rendement du carburant des véhicules, qui réduisent les émissions de carbone et la pollution atmosphérique tout en générant des économies qui renforcent la compétitivité et la résilience devant les fluctuations des prix de l'énergie.
- **Les politiques d'approvisionnement durable** permettant aux gouvernements (qui comptent parmi les plus gros acheteurs au Canada) de donner l'exemple en misant sur les produits et technologies propres.
- **Les politiques d'innovation propre**, comme la mise sur pied de fonds d'investissement publics indépendants. Ces fonds tirent parti de capitaux privés pour aider les ecoentrepreneurs canadiens à générer de nouvelles procédures et technologies propres, lesquelles améliorent les résultats environnementaux, réduisent les coûts et créent sur le marché des initiatives qui génèrent des emplois.

Les Canadiens ont prouvé qu'ils sont prêts à faire de meilleurs choix si on leur offre des solutions abordables et pratiques, plutôt que des solutions de rechange coûteuses et complexes. Montréal est rapidement devenue l'une des principales villes cyclables d'Amérique du Nord lorsqu'elle a pu compter sur des pistes sécuritaires et sur un vaste système de partage de vélos⁴⁵. Sitôt qu'on leur a clairement présenté les choix qui s'offraient à eux, les Néo Écossais ont poussé leur gouvernement provincial à fixer des objectifs de recyclage plus ambitieux que ceux prévus à l'origine⁴⁶. Et à l'échelle du pays, près de 60 % des citoyens achètent maintenant régulièrement des aliments biologiques; des prix plus bas, une plus grande disponibilité et l'adoption d'une norme nationale ont eu pour effet de tripler les ventes entre 2006 à 2012⁴⁷.

NOTRE RÔLE DANS L'INTELLIPROSPÉRITÉ

Ce sont des objectifs visionnaires. Aucun groupe ne peut les réaliser seul. Mais en unissant nos efforts, nous pouvons faire des pas de géant, à condition d'être sur la même longueur d'onde quant au sens que revêt l'idée de progrès et aux façons de le mesurer. Les représentants de l'IntelliProsperité collaboreront avec les villes, les entreprises et les gouvernements de partout au Canada afin d'élaborer une vision cohérente de la réussite et de développer des indicateurs fiables pour chacun des objectifs à atteindre. Nous nous appuyons sur des recherches d'experts et des points de référence mondiaux afin d'être crédibles et efficaces. Enfin, nous rendrons compte régulièrement des progrès réalisés afin d'inciter tout le monde à poursuivre sur cette lancée.

Ces objectifs précisent la destination (à quoi ressemblera l'intelliprosperité) et les jalons du parcours. Pour parvenir à bon port, les Canadiens devront faire preuve de créativité dans tous les secteurs et toutes les communautés, et ils se devront aussi d'exploiter leurs forces individuelles afin de relever les défis économiques et environnementaux d'un monde en mutation. La prochaine section du présent rapport se concentre d'ailleurs sur des gestes concrets que nous pouvons poser dès aujourd'hui.

Encadré 16.

Boom cycliste à Calgary

Au printemps 2015, la Ville de Calgary a dévoilé un des plus impressionnants programmes de pistes cyclables au Canada : 5.8 millions de dollars investis dans un réseau de pistes sécuritaires et séparées totalisant six kilomètres au centre-ville. En six mois seulement, le projet pilote a engendré une hausse de 95 % de l'achalandage cycliste.

Source : Ville de Calgary (2015).

Encadré 17. Les 10 meilleures innovations urbaines dans le monde

En 2015, le Conseil de l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le 21^e siècle a dressé une liste des dix solutions les plus originales apportées par des villes pour résoudre une panoplie de problèmes.

1. **Espace reprogrammable numériquement.** Comme les populations urbaines augmentent dans des espaces limités, plusieurs villes se tournent vers l'utilisation multifonctionnelle des infrastructures, afin de faire plus avec moins.
2. **Waternet : un réseau de tuyaux.** Des pertes coûteuses (de 25 % à 30 % de l'eau) causées par des tuyaux qui fuient ont poussé certaines municipalités à se tourner vers les réseaux « en nuage »; elles peuvent ainsi exercer une surveillance virtuelle des systèmes grâce à l'Internet des objets.
3. **Adopter un arbre par l'entremise des réseaux sociaux.** Les arbres constituent un excellent moyen de faire participer les citoyens aux efforts environnementaux, en plus de faciliter la gestion du climat, de la qualité de l'air et des eaux de ruissellement.
4. **Homme augmenté : la nouvelle génération de mobilité.** Les villes sont de plus en plus conscientes du fait qu'encourager les déplacements à vélo ou à pied contribue à réduire la congestion et la pollution.
5. **Co-Co-Co : cogénération, cochauffage et corefroidissement.** De la cogénération (électricité + chaleur), on passe peu à peu vers des systèmes à trois ou quatre composantes qui exploitent le refroidissement et le CO₂ capturé.
6. **La ville qui partage : exploiter les espaces libres.** Le partage de maisons (p. ex. Airbnb), de voitures (p. ex. Zipcar) et d'autres produits (p. ex. Streetbank) gagne en popularité, et les villes se tournent vers les installations communautaires et les services groupés afin de faire plus avec moins.
7. **Mobilité sur demande.** L'information numérique, les technologies de communication et les véhicules autonomes facilitent la gestion de la circulation tout en réduisant la congestion et la pollution.
8. **Medellin réinventée : l'infrastructure au service de l'intégration sociale.** La ville de Medellin, en Colombie, démontre que l'infrastructure et l'urbanisme sont de puissants vecteurs de développement social.
9. **Réseau intelligent : des lampadaires comme outils de détection urbaine.** La conversion attendue de quatre milliards de lampadaires en feux à DEL plus écoénergétiques offre l'occasion d'y intégrer des technologies de détection qui recueillent des données sur la météo, la pollution, la circulation et le stationnement.
10. **Agriculture urbaine : des légumes verticaux.** Une façon de réduire le gaspillage alimentaire est de cultiver les aliments à même les maisons des consommateurs, à l'aide de systèmes hydroponiques empilables hors-sol installés sur les toits, les murs et dans les stationnements.

Source : Conseil de l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le 21^e siècle (2015).



Valoriser la nature⁴⁸

L'accord pour la protection de la forêt pluviale du Grand Ours, signé en février 2016, est un modèle de calibre mondial en matière d'édification d'une économie axée sur la conservation, qui est le fruit d'une collaboration entre les gouvernements, les Premières Nations, l'industrie et les ONGE. Cet accord assure la protection permanente de 85 % du territoire forestier de la région sauvage nordique de la Colombie-Britannique, tout en soutenant un secteur forestier durable dans la région.



SECTION 3.

Actions : Comment le
Canada peut atteindre
l'intelliprosperité

ACTIONS : COMMENT LE CANADA PEUT ATTEINDRE L'INTELLI Prosperité

La transition est déjà bien amorcée. Nos progrès nous rapprochent de l'intelligospérité. Cependant, il faut accélérer la cadence et intensifier les efforts dans tous les secteurs d'activité. Au cours des années à venir, nous devons être prêts à saisir les nouvelles occasions économiques et environnementales, à attirer les investissements et à nous adapter prestement aux changements technologiques et écologiques.

Toutes les parties prenantes devront répondre à l'appel, et ce, sur plus d'un front. Toutefois, il y a cinq champs d'action dont il faut à tout prix tenir compte si nous voulons réaliser l'intelligospérité :

1. **Promouvoir l'innovation propre dans toute l'économie**
2. **Accroître l'efficacité énergétique et environnementale**
3. **Tarifier la pollution et les déchets**
4. **Investir dans les infrastructures et les compétences de pointe**
5. **Préserver et valoriser la nature**

Des études internationales nous le démontrent, et l'expérience le confirme : ces champs d'action sont les plus susceptibles de canaliser les forces du Canada, et d'ainsi lui permettre de casser le lien entre succès économique et dommages environnementaux.

Examinons plus en détail chacun de ces piliers.

ACTION N° 1

Promouvoir l'innovation propre dans toute l'économie

Les innovations et les technologies propres représentent le cœur industriel de l'intelligospérité, sa dynamo. Le déploiement à grande échelle de technologies propres audacieuses est essentiel à l'amélioration de notre rendement économique et environnemental dans tous les secteurs. Les politiques, les pratiques et les stratégies d'affaires intelligentes peuvent stimuler l'écoentrepreneuriat dans l'ensemble du pays, en faisant apparaître de nouvelles occasions d'exportation et en attirant de nouveaux investissements dans nos entreprises.

Comme le montrent les exemples qui émaillent le présent rapport, notre économie fait déjà place aux innovations propres – le Canada se situe au 7^e rang de l'indice mondial des innovations liées aux technologies propres⁴⁹. Cependant, notre part du marché mondial a diminué de 41 % depuis 2008, des pays plus avant-gardistes ayant réalisé des progrès fulgurants sur ce marché en plein essor⁵⁰.

Nous devons donc presser le pas pour saisir notre juste part de cette manne mondiale et nous attaquer sérieusement aux défis environnementaux qui sont les nôtres. Le Canada détient les connaissances, les aptitudes et les assises économiques nécessaires pour être parmi les chefs de file. Nous devons maintenant cibler nos efforts, en accroître la portée et mieux coordonner nos actions pour réaliser notre plein potentiel.

Encadré 18.

Deux expressions « propres »

On désigne par **innovations propres** des produits, technologies et pratiques commerciales qui améliorent le rendement environnemental dans n'importe quel secteur de l'économie.

On désigne par **technologies propres** un secteur de l'économie qui se concentre exclusivement sur l'élaboration d'innovations vertes de prochaine génération, comme la production et le stockage d'énergie, les substances biochimiques et les batteries de voitures électriques.

Encadré 19. **L'investissement historique du gouvernement américain dans l'énergie propre**

The Advanced Research Projects Agency – Energy (ARPA-E) a été créée en 2009 au sein du département de l'énergie des États-Unis. Sa mission consiste à améliorer la compétitivité et la sécurité énergétique du pays et à favoriser la réduction des gaz à effet de serre en finançant des technologies énergétiques prometteuses et à forte portée qui en sont à un stade de développement trop précoce pour attirer des investissements privés.

L'agence a été créée sous le signe de l'intelligence et de la souplesse. Misant sur une petite équipe, elle n'est pas assujettie aux procédures gouvernementales habituelles, et ses directeurs jouissent d'un pouvoir discrétionnaire dans la sélection et la poursuite des projets. La culture de l'ARPA-E encourage la prise de risques et permet les échecs. Son équipe de conseillers spécialisés dans la mise en marché des technologies aide à mettre les concepteurs de technologies en contact avec des investisseurs du secteur privé et des partenaires d'affaires. L'ARPA-E est basée sur le modèle « île-pont », qui lui permet d'opérer de façon indépendante tout en restant liée au gouvernement et à ses programmes de diffusion de la technologie par l'entremise du département de l'énergie.

Depuis 2009, l'agence a financé plus de 400 projets de technologie énergétique potentiellement transformationnels, dont beaucoup ont ensuite obtenu des millions de dollars en financement du secteur privé. De nombreux bénéficiaires de l'ARPA-E ont aussi formé de jeunes entreprises, ou noué des partenariats avec le gouvernement ou l'industrie pour faire progresser leurs technologies.

Source : ARPA-E (2016).

Encadré 20. **Cycle Capital Management, moteur de l'écosystème canadien des technologies propres**

Cycle Capital Management, une entreprise dont le siège social est situé à Montréal, arrive bonne première au classement des sociétés privées de capital risque les plus actives dans le secteur des technologies propres en 2015 au Canada. Depuis 2009, en collaboration avec des partenaires industriels, elle a investi 95 millions de dollars et a en a attiré 1 milliard supplémentaire pour soutenir les nouvelles entreprises des technologies propres partout au Canada, dans une variété de domaines : agriculture, exploitation minière écologique, efficacité énergétique, biocarburants et chimie verte.

Cycle Capital a également joué un rôle de pionnier dans l'écosystème des technologies propres du Québec en mettant en place Écotech, une grappe d'entreprises, en créant Ecofuel (qui offre un capital de départ aux entreprises en démarrage) et en cofondant SWITCH, un groupe de réflexion sur l'économie verte réunissant des chefs de file commerciaux, environnementaux, municipaux et technologiques. Véritable catalyseur, SWITCH veut faire du Québec une société plus innovante, concurrentielle et résiliente. Plusieurs de ses recommandations en matière d'écofiscalité, de marchés publics, d'emplois verts, de transition énergétique et de marchés du carbone ont été intégrées aux priorités du gouvernement du Québec.

Source : Cycle Capital Management, 2016.

Tous les ordres de gouvernement peuvent aider le Canada à gagner une plus grande part de ce nouveau marché en servant de catalyseurs. Ils peuvent jouer un rôle essentiel en stimulant l'investissement dans les projets naissants, que le secteur privé tend à sous-financer. On remarque d'ailleurs que presque toutes les innovations technologiques majeures du siècle dernier, de la découverte du potentiel des sables bitumineux à la création d'Internet, ont nécessité d'importants investissements publics en cours de route. Et cet appui gouvernemental est d'autant plus important lorsqu'un projet sert le bien public, comme la réduction de la pollution, qui découle elle-même d'un échec du marché.

Encadré 21. **La croissance du secteur mondial des technologies propres ouvre des portes à l'industrie minière canadienne**

Les véhicules hybrides, les batteries rechargeables, les turbines éoliennes, les sources d'éclairage écoénergétiques et d'autres technologies dépendent des métaux du groupe des terres rares : un groupe de 17 métaux dotés de propriétés similaires et qui se retrouvent dans une large mesure dans les mêmes gisements. Même si ces métaux sont relativement abondants, leurs concentrations ne garantissent généralement pas la viabilité financière des projets miniers.

Au cours des 10 à 15 dernières années, la consommation mondiale des métaux du groupe des terres rares a augmenté de 8 à 12 % annuellement, et cette croissance devrait se poursuivre. En l'absence de meilleurs efforts de recyclage, on prévoit même que la demande industrielle pour certains d'entre eux pourrait augmenter de 2 600 % d'ici 2025.

À l'extérieur de la Chine, qui compte pour 95 % de la production mondiale, on estime que le Canada possède de 40 à 50 % des réserves mondiales connues de métaux du groupe des terres rares. Cependant, il doit lutter avec l'Australie, les États-Unis et d'autres pays pour saisir les occasions économiques qui se présentent. Être un modèle de rendement environnemental pourrait conférer un avantage concurrentiel aux entreprises canadiennes; notre industrie pourrait par exemple se distinguer en élaborant des pratiques exemplaires de gestion des concentrations radioactives dans les gisements de minéraux, et en mettant à profit l'expérience minière du Canada en matière d'uranium. Les peuples autochtones joueront également un rôle important dans l'exploitation des métaux du groupe des terres rares, puisque beaucoup de ces gisements se retrouvent sur leurs terres ancestrales.

Sources : Comité permanent des ressources naturelles (2014); Coulomb, R. et al. (2015).

Encadré 22. **Le projet Quest de Shell : la capture et le stockage du carbone produit par les sables bitumineux ouvrent de nouvelles avenues**

L'Agence internationale de l'énergie estime que le captage et le stockage de carbone (CSC) est l'une des technologies essentielles à la création d'un avenir faible en carbone. Cependant, davantage de projets sont nécessaires pour que cette technologie devienne accessible et abordable à l'échelle mondiale. Le projet Quest de captage et de stockage du carbone de Shell, soutenu par d'importants investissements du gouvernement fédéral et de l'Alberta, est le premier projet de CSC du Canada axé sur les sables bitumineux. Il permet de capter plus d'un million de tonnes de CO₂ chaque année – ce qui équivaut aux émissions d'environ 250 000 véhicules.

Source : Shell Canada (2015).

Il n'est donc pas surprenant que le leadership mondial en matière de technologies propres soit principalement l'affaire des États-Unis, et de plusieurs pays européens dotés de programmes favorisant les investissements publics majeurs dans ce secteur. Le Canada peut suivre leur exemple et miser sur ses forces pour stimuler une nouvelle vague d'innovations dans les secteurs existants et émergents de son économie.

Le rôle principal du gouvernement est d'offrir un soutien stratégique dans ces domaines où le Canada possède un avantage comparatif, où il a le potentiel d'être parmi les chefs de file mondiaux et où les améliorations du rendement environnemental sont essentielles au maintien de l'avantage concurrentiel. La réalisation de ces avancées nécessitera une nouvelle ouverture au risque, tant dans les programmes que dans les modes d'approvisionnement, ainsi que l'adoption de fortes politiques environnementales qui augmentent la demande pour les innovations propres. Il faudra également investir de façon ciblée, mettre l'accent sur la commercialisation et créer des débouchés sur les marchés mondiaux pour accélérer le progrès et accroître le rayonnement des petites entreprises.

L'objectif est de travailler avec des partenaires du secteur privé et les marchés financiers afin d'orienter le financement, la recherche et la demande du marché vers des secteurs d'innovation. Le gouvernement doit entre autres miser sur le financement ciblé de l'éducation afin de générer de nouvelles idées et de favoriser l'émergence des entrepreneurs; accroître le financement du capital de risque offert aux entrepreneurs du secteur des technologies propres; déployer des initiatives d'approvisionnement qui mettent en vedette les technologies et les produits émergents; créer des programmes de financement pour les projets naissants de recherche et développement; et servir de banc d'essai aux nouvelles technologies, qu'il doit être l'un des premiers à adopter. Les administrations municipales peuvent également contribuer en soutenant les créneaux industriels émergents, en adoptant des pratiques opérationnelles exemplaires, et en améliorant la qualité de vie pour attirer et retenir les meilleurs talents.

Encouragé par des mesures qui l'incitent à agir, le secteur privé peut à son tour intervenir pour stimuler les innovations propres et en accroître la portée. Le milieu des affaires possède les aptitudes, les connaissances et le capital financier nécessaires pour commercialiser ces innovations, faire mousser la demande et trouver de nouveaux marchés au pays comme à l'étranger.

Le marché des technologies propres poursuit son essor fulgurant partout dans le monde, ce qui le rend très attrayant pour les entreprises canadiennes qui, du traitement des eaux usées au développement de réseaux électriques intelligents, sont déjà engagées dans l'aventure environnementale. Cependant, des avancées sont aussi nécessaires dans les secteurs des ressources et de la fabrication, afin que ceux-ci restent compétitifs dans un marché en évolution : nous avons autant besoin de technologies qui réduisent la consommation d'eau et d'énergie dans l'exploitation des sables bitumineux que de bioproduits de prochaine génération qui stimulent la croissance dans les secteurs forestiers et agricoles. La nécessité d'innover – et la manne potentielle qu'elle recèle – est visible dans toutes les sphères de l'économie canadienne. Nous n'avons qu'à agir.

« L'avenir appartient à ceux qui sauront développer leurs ressources et faire croître leur économie tout en réduisant leur empreinte carbone. Je pense que les Canadiens sont prêts à relever ce défi, et même à s'imposer comme modèles. »

— Lorraine Mitchelmore, chef de file de l'IntelliProsperité; ancienne présidente de Shell Canada

ACTION N° 2

Accroître l'efficacité énergétique et environnementale

Le principe est simple : faire plus avec moins. Mais convertir tout un pays à une économie à rendement élevé qui réduit son empreinte environnementale demeure un projet titanesque, l'affaire d'une génération entière. Pour y arriver, il faudra mettre en place des normes, des technologies et des processus de première classe qui promeuvent l'efficacité, la réutilisation et le recyclage.

Encadré 23. Construire des voitures plus légères

Martinera, un fabricant canadien de pièces d'auto qui possède plus de 40 sites de fabrication dans huit pays, a tiré profit du resserrement des normes sur le carburant pour les véhicules. Cela prouve que les gros véhicules peuvent être allégés et consommer moins d'essence sans que leur sécurité soit compromise : il suffit d'utiliser des méthodes de conception et de fabrication novatrices. Par exemple, Martinera a élaboré un faux cadre arrière en aluminium pour le nouveau Range Rover ultraléger.

Source : Boothe et al. (2015).

Faire appel à des processus intelligents et à des technologies de pointe pour produire plus tout en utilisant moins de carburant et d'eau et en générant moins de déchets, c'est faire le bon choix environnemental et financier. Les entreprises et les consommateurs canadiens pourront ainsi économiser de l'argent. Si nous mettons en place de bonnes politiques de soutien, nos entreprises seront plus concurrentielles, la qualité de vie s'améliorera, et nous arriverons à réduire notre production de déchets, à préserver nos ressources et à diminuer la pollution.

La consommation d'énergie – dans nos maisons, nos véhicules et nos entreprises – est notre plus grande source de pollution. Plus du tiers des émissions de gaz à effet de serre au pays provient de l'utilisation d'énergie dans les bâtiments (excluant l'électricité) et des transports⁵¹. Le Canada a déjà fait de grands pas, améliorant sa productivité énergétique de 23 % entre 2000 et 2011, le quatrième meilleur taux parmi les 15 pays comparables⁵². De plus, depuis 1990, cette hausse de l'efficacité a généré des économies de plus de 27 milliards de dollars partout au Canada⁵³.

Cependant, nous traînons de la patte. Le Canada est encore bon dernier parmi ce groupe de 15 pays quant à sa productivité énergétique globale⁵⁴, et ce retard à rattraper cache d'extraordinaires possibilités économiques. On estime que les États Unis pourraient réaliser des économies d'énergie équivalentes à 130 milliards de dollars; un potentiel similaire dort chez nous⁵⁵. Notre économie axée sur les ressources, notre climat froid et notre vaste territoire posent des défis particuliers, mais nos réussites en matière d'efficacité démontrent que ceux-ci ne sont pas insurmontables.

L'utilisation de l'eau est un autre problème grandissant, particulièrement dans les régions sèches et les villes aux prises avec des infrastructures hydrauliques de plus en plus désuètes. Le Canada a augmenté sa productivité hydrique au cours de la dernière décennie, mais n'occupe encore que le 13e rang⁵⁶. L'agriculture est la plus importante source de consommation d'eau au pays; suivent la production d'électricité, l'industrie minière et l'industrie forestière⁵⁷. Confronté à la rareté de l'eau, aux changements climatiques et à l'augmentation du prix des aliments, le secteur agricole adopte des

Encadré 24.

Le marché mondial de l'efficacité en quelques chiffres

310 milliards de dollars :

valeur estimée du marché mondial des technologies, des produits et des services écoénergétiques en 2012

80 milliards de dollars :

valeur estimée du marché des véhicules écoénergétiques d'ici 2020

30 % :

croissance estimée du marché des maisons et des édifices intelligents d'ici 2020

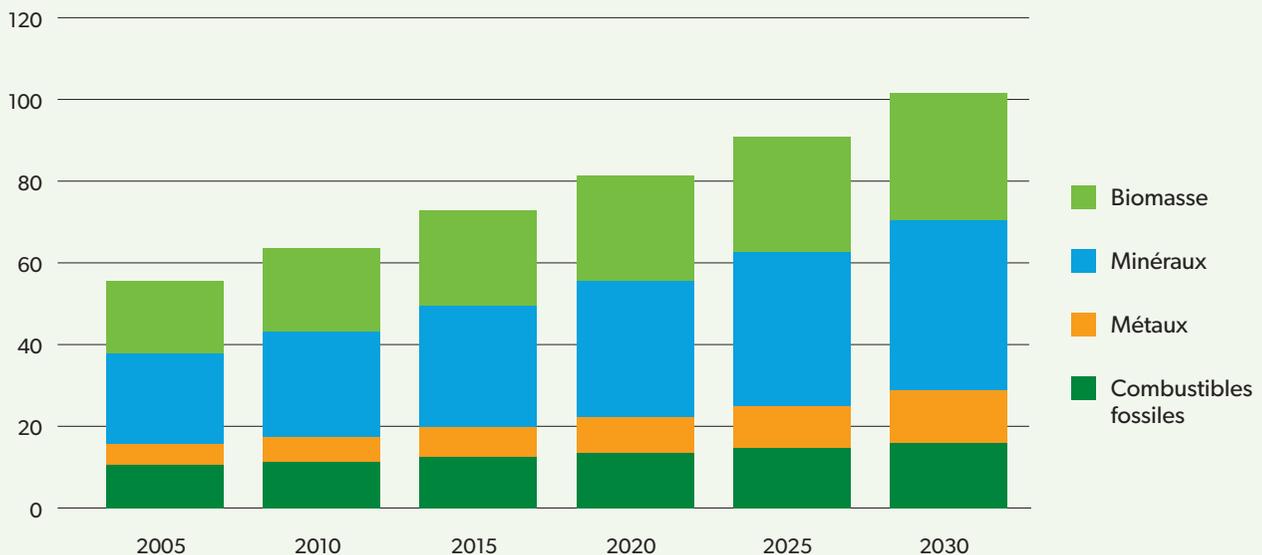
Sources : AIE (2014); Allied Market Research (2014).

Graphique 1. **Économie circulaire : l'efficacité environnementale peut diminuer les coûts et accroître les débouchés économiques**

D'ici 2030, on procèdera à l'extraction annuelle de 83 milliards de tonnes de matériaux, de métaux et de biomasse de la terre – 55 % de plus qu'en 2010. Cela constitue une occasion pour le Canada d'améliorer la manière dont il produit et utilise les ressources. Le Canada a réduit sa quantité de matériaux utilisés par unité de PIB, mais moins rapidement que les États-Unis et d'autres pays européens comparables.

Prévisions pour l'extraction des ressources à l'échelle mondiale d'ici 2030

En milliards de tonnes métriques



La rareté des ressources et la volatilité du prix des produits de base constituent des préoccupations croissantes pour les entreprises; l'approvisionnement pour plus d'une dizaine de minéraux différents étant hautement compromis. Les pays et les entreprises qui élaborent des processus et des technologies écoefficaces seront en position d'assurer la sécurité des ressources et de contribuer à la stabilité des prix, et pourront tirer profit d'un marché mondial des solutions d'efficacité environnementale en plein essor.

D'ici 2025, le monde pourrait réaliser des économies financières annuelles estimées à 1 000 milliards de dollars américains en optant pour une économie circulaire qui accroît les taux de recyclage, de réutilisation et de remise à neuf dans les chaînes d'approvisionnement. Ainsi, une étude danoise a révélé que l'adoption des principes de l'économie circulaire dans les secteurs de la construction et de l'immobilier, de la machinerie, des emballages plastiques et des hôpitaux pourrait :

- Augmenter le PIB de 0,8 à 1,4 %
- Diminuer la consommation des ressources de 50 %
- Créer de 7 000 à 130 000 emplois
- Accroître les exportations nettes de 3 à 6 %
- Diminuer l'empreinte carbone de 3 à 7 %

Sources : KPMG (2012); OCDE (2014); Ellen MacArthur Foundation (2014); Coulomb et al. (2015).

solutions de haute technologie, comme l'irrigation au goutte-à-goutte, la culture assistée par GPS et l'introduction de variétés de plantes résilientes. Tout ceci permet d'espérer que nous pourrions nourrir une population mondiale grandissante même si les ressources diminuent⁵⁸.

Améliorer l'efficacité de nos ressources, c'est donc exploiter un potentiel énorme qui ne se limite pas aux secteurs hydrauliques et énergétiques. Selon une étude réalisée par McKinsey en 2011, une meilleure exploitation des ressources – p. ex. la réduction du gaspillage de matières et d'eau dans les processus de production ainsi que le transport plus efficace des biens – pourrait générer des économies mondiales de 2 900 milliards de dollars américains d'ici 2030⁵⁹.

Encadré 25. **Enerkem et Edmonton créent une pionnière de la transformation des déchets en énergie propre**

La bioraffinerie Enerkem d'Edmonton est la première collaboration mondiale d'importance entre une grande ville et une entreprise transformant les déchets en biocarburants. Ensemble, Enerkem et Edmonton ont décidé de s'attaquer aux défis que pose l'élimination des déchets : les déchets municipaux solides sont transformés en carburants propres et en produits chimiques renouvelables. Depuis plus de dix ans, le centre de gestion des déchets de la ville d'Edmonton est un chef de file mondial, qui intègre les toutes dernières innovations en matière de recyclage et de technologies propres. Enerkem Alberta Biofuels y a pignon, et participe du coup à une initiative municipale complète de transformation des déchets en biocarburants. Cette initiative est réalisée conjointement avec la Ville d'Edmonton et Alberta Innovates – Energy and Environment Solutions, et repose sur une technologie principalement élaborée et fabriquée au Québec. Il s'agit de loin d'un des plus importants développements à ce jour dans les secteurs des déchets et de la bioraffinerie; Enerkem est l'une des premières bioraffineries commerciales de pointe dans le monde. Cette installation aidera à accroître le taux de réacheminement des déchets de la ville d'Edmonton de 50 à 90 %, et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 60 % par rapport à l'essence courante.

Selon une analyse indépendante, l'installation d'Enerkem a créé plus de 610 emplois au Canada pendant sa construction, et ses opérations généreront 150 emplois directs et indirects. Enerkem développe d'autres bioraffineries en Amérique du Nord et dans le monde, tout en contribuant à résoudre certains des problèmes environnementaux les plus urgents de notre époque.

Source : Enerkem (2016).

Encadré 26. **Victoriaville : une petite ville, mais une géante de la gestion des déchets**

La ville de Victoriaville, au Québec, n'a beau compter que 42 000 habitants, elle figure parmi les plus efficaces en Amérique du Nord lorsqu'il s'agit de détourner les déchets des sites d'enfouissement. Son taux de détournement est déjà de 64 %, et elle compte atteindre 85 % d'ici 2018. Sa principale entreprise de récupération des matériaux, Gaudreau Environnement, embauche 250 personnes dans la région et détourne 56 000 tonnes de matériaux chaque année. Victoriaville a également regroupé ses objectifs sociaux et environnementaux en offrant de la formation aux jeunes, et en mettant sur pied des centres de récupération qui embauchent des jeunes en difficulté.

En plus de recueillir trois types de déchets, Victoriaville procède à une collecte mensuelle des déchets volumineux, comme les tapis et les meubles. De plus, un écocentre récolte les téléphones cellulaires, les petits électroménagers et d'autres articles usagés qui se retrouveraient autrement dans un site d'enfouissement.

Source : Ghazal (2010).

Certaines entreprises canadiennes profitent déjà de ces occasions. Par exemple, en Alberta, Titanium Corporation a trouvé un moyen de récupérer et de vendre le bitume ainsi que les minéraux et les solvants de grande valeur contenus dans les résidus générés par les sables bitumineux, ce qui pourrait générer 1 milliard de dollars par année tout en réduisant les émissions de GES⁶⁰. En Ontario, en Colombie-Britannique et ailleurs, des entreprises canadiennes de traitement des eaux à la fine pointe sont prêtes à saisir une part du marché international à croissance rapide des nouvelles technologies de l'eau, de grandes régions du monde devant composer avec des ressources hydriques de plus en plus rares⁶¹. Par ailleurs, des études démontrent qu'une réduction de seulement 30 % du taux d'élimination des déchets solides permettrait aux villes canadiennes d'injecter 10 milliards de dollars dans l'économie grâce à la récupération du papier, du métal et du plastique⁶². Enfin, selon une étude du Conference Board du Canada réalisée en 2014, l'Ontario pourrait à lui seul créer 13 000 emplois et augmenter son PIB de 1,5 milliard de dollars en réacheminant 60 % de ses déchets⁶³.

Lorsqu'il est question d'efficacité énergétique et de productivité des ressources, les gouvernements peuvent donner l'exemple en élaborant des politiques destinées à stimuler les améliorations et à aider les entreprises du secteur privé à surmonter l'obstacle des coûts initiaux. Il existe un large éventail d'outils pour inciter les gens à faire plus avec moins : pensons à des codes du bâtiment plus stricts; aux allègements fiscaux pour les investissements dans l'amélioration du rendement énergétique; aux mesures favorisant le traitement des eaux usées et le recyclage de l'eau; aux investissements dans l'infrastructure verte; et aux mesures invitant au recyclage et à la réutilisation des ressources, par exemple, le bois et l'acier.

Si elles comptent sur des mesures incitatives efficaces, les entreprises peuvent élaborer des stratégies d'efficacité qui réduiront leurs coûts opérationnels, protégeront leurs actifs importants contre les risques, amélioreront leur rendement environnemental et réduiront leur production de déchets. En d'autres mots, les entreprises tireraient profit de politiques solides. Dans une étude réalisée par l'Alliance de l'efficacité énergétique du Canada, 73 % des entreprises affirment que l'efficacité énergétique est au sommet de leurs priorités, mais seulement 27 % d'entre elles estiment qu'elles font tout ce qu'elles peuvent pour l'améliorer⁶⁴.

Les communautés et les citoyens ont également un rôle essentiel à jouer dans cette quête d'efficacité. Comme l'ont découvert des municipalités aux quatre coins du Canada, les systèmes de gestion des déchets qui simplifient le recyclage et le compostage peuvent grandement modifier les comportements individuels. De plus en plus de villes et de villages ne se contentent pas des efforts de base : ils s'assurent plutôt que les produits retrouvent une vie utile ou sont éliminés de façon sécuritaire. La municipalité régionale d'Halifax, par exemple, détourne maintenant 68 % de ses déchets résidentiels des sites d'enfouissement, une augmentation de 5 % par rapport à 1995, grâce à l'ambitieux plan de récupération des déchets de la Nouvelle-Écosse⁶⁵. L'essor de l'économie du partage dans tous les domaines, des outils domestiques aux automobiles, est une avenue prometteuse pour réduire la consommation individuelle ainsi que la production de déchets à l'échelle communautaire. Elle améliore aussi la qualité de vie.

« Je crois que le Canada dispose d'une occasion incroyable de se réinventer et de devenir plus compétitif. Il ne s'agit pas d'abandonner une partie de ce que nous faisons, mais bien d'y intégrer de la valeur et de l'optimiser pour mieux asseoir notre place dans la chaîne mondiale. »

— Vicky Sharpe, chef de file de l'IntelliProspérité; présidente fondatrice et directrice générale, Technologies du développement durable Canada

Encadré 27. **Une révolution des ressources est en cours pour satisfaire à la demande d'énergie, de matériaux, de nourriture et d'eau**

L'ajout anticipé de trois milliards de consommateurs de classe moyenne au cours des 15 à 20 prochaines années et les défis croissants qu'entraînent la découverte et l'extraction de nouvelles ressources accroissent les risques de pénuries et de volatilité des prix. Les changements climatiques et la détérioration de l'environnement (p. ex. l'érosion du sol, le déclin des stocks de poissons et l'assèchement des eaux souterraines) exerceront en outre une pression encore plus grande sur les sources de nourriture et d'eau, et complexifieront la production et l'extraction de l'énergie et des minéraux.

Dans un rapport publié en 2011, McKinsey met en évidence les occasions économiques découlant de ces conditions mondiales changeantes. On y estime qu'il serait possible de réaliser des économies mondiales de 2 900 milliards de dollars américains d'ici 2030 grâce aux actions centrées sur l'efficacité environnementale. Selon McKinsey, 70 % de ces actions génèrent un taux de rentabilité interne supérieur à 10 % (et ce, même en l'absence de politiques gouvernementales). Le rapport répertorie 15 champs d'action à explorer, ceux-ci comptant pour environ 75 % des économies anticipées.

1. L'efficacité énergétique des bâtiments
2. L'amélioration du rendement agricole
3. La réduction du gaspillage alimentaire
4. La réduction des fuites d'eau municipales
5. La densification urbaine
6. L'amélioration de l'efficacité énergétique des industries du fer et de l'acier
7. L'amélioration du rendement des petites exploitations agricoles
8. L'amélioration du rendement du carburant utilisé pour le transport
9. L'amélioration du taux de pénétration des véhicules électriques et hybrides
10. La réduction de la dégradation des terres
11. L'amélioration de l'efficacité de l'acier dans les utilisations finales
12. La récupération accrue du gaz et du charbon
13. L'amélioration des techniques d'irrigation
14. Le transfert du transport de marchandises des routes aux chemins de fer et aux cours d'eau
15. L'amélioration de l'efficacité des centrales électriques

Source : McKinsey & Company (2011).

ACTION N° 3

Tarifier la pollution et les déchets

Le secret pour réduire la pollution? La rendre plus dispendieuse. Même si les recherches économiques ont depuis longtemps validé ce précepte simple, la plupart des gouvernements ont plutôt décidé de s'attaquer aux problèmes environnementaux au moyen de coûteuses réglementations axées sur le commandement et le contrôle. Au cours des dernières années, des législateurs de partout dans le monde ont heureusement élaboré tout un éventail d'outils de tarification afin de décourager la production de déchets et de pollution et de favoriser l'atteinte des résultats désirés, notamment l'innovation accrue et l'efficacité. Ont ainsi vu le jour des instruments tels que la tarification du carbone et des embouteillages, les frais d'utilisation de l'eau, et les mesures visant à inciter les propriétaires fonciers à fournir des services écologiques comme les puits de carbone. Ces mécanismes poussent le marché à privilégier les actions durables, et à investir dans l'innovation propre.

D'ailleurs, les chefs de file de l'industrie, les économistes, les représentants du gouvernement et les militants écologistes font de plus en plus consensus : la tarification de la pollution doit être au cœur des politiques qui faciliteront la transition vers une économie plus propre et efficace⁶⁶. Quand on leur fait payer le prix véritable des dommages causés à l'air, à l'eau, aux sols et au climat, les marchés s'ouvrent aux choix plus responsables. Les revenus tirés de la tarification peuvent servir à réduire les impôts, ainsi qu'à financer des solutions écologiques. C'est aussi une façon d'attirer les investissements privés et de stimuler la demande pour des technologies, des produits et des services propres.

Les mécanismes basés sur les signaux de prix ont déjà porté leurs fruits à l'échelle mondiale. Afin de réduire les émissions responsables des pluies acides, les États-Unis ont mis en place le premier système mondial de plafonnement et d'échange à grande échelle; pour environ la moitié du coût des règlements traditionnels, ils économisent maintenant des milliards de dollars chaque année⁶⁷. La tarification de la congestion routière a permis de diminuer les embouteillages et d'augmenter l'utilisation des transports en commun dans des villes comme Londres, Stockholm et Singapour⁶⁸. Ce sont aujourd'hui 40 nations et plus de 20 États, provinces et villes, comptant pour près du quart des émissions mondiales, qui ont recours à une taxe sur le carbone⁶⁹. Partout dans le monde, des approches de tarification similaires sont de plus en plus souvent utilisées, de concert avec des mesures favorisant l'innovation et l'efficacité, pour lutter contre d'autres problèmes environnementaux, comme la pollution de l'eau, la production de déchets et les produits chimiques toxiques.

Le Canada accuse un retard par rapport à la plupart des nations développées quant à l'utilisation globale de la tarification environnementale; le problème a été relevé par l'OCDE dans ses revues économiques du pays⁷⁰. Cependant, cette tendance est en train de changer, un nombre grandissant de provinces et de villes ayant commencé à utiliser des instruments de tarification pour lutter contre les changements climatiques et d'autres problèmes environnementaux.

Voilà un excellent début, mais nous devons en faire beaucoup plus. La transition vers l'intelligibilité ne battra vraiment son plein que lorsque le coût réel de chaque dommage environnemental, de la pollution atmosphérique à l'utilisation de l'eau en passant par la dégradation de l'habitat et la congestion routière, fera partie des coûts d'exploitation. Les revenus créés par la tarification peuvent être utilisés pour accroître la compétitivité, atténuer les répercussions sur les populations vulnérables, faciliter la transition économique du Canada et stimuler davantage les innovations propres.

Encadré 28.

À Toronto, la tarification de l'eau donne des résultats

Pas de doute : les signaux de prix fonctionnent. En augmentant les tarifs de l'eau de 6 à 10 % par année entre 2005 et 2012, la ville de Toronto a diminué la consommation globale d'eau de 14 %, et ce, même si la population de la ville a augmenté de 4,5 % (l'utilisation d'eau par habitant a diminué de 24 %). Ces réductions permettront de réduire la demande pour des infrastructures hydrauliques municipales coûteuses.

Source : Bennett (2013).

« Je crois que nous devons léguer aux Canadiens de demain une économie qui est entièrement en harmonie avec l'environnement, et non pas une économie qui prospère à ses dépens. »

— Greg Kiessling, chef de file de l'IntelliProspérité; président exécutif, Bullfrog Power; président, Up Capital Ltd.

ACTION N° 4

Investir dans les infrastructures et les compétences de pointe

Réseaux électriques intelligents et bornes de recharge pour véhicules électriques, transport en commun efficace et pistes cyclables, immeubles verts et nouvelles usines de traitement des eaux : l'infrastructure de nouvelle génération nous permettra d'intégrer l'intelligiprosperité à toutes les grandes artères du pays. Les choix que nous faisons aujourd'hui sont particulièrement importants, puisque l'infrastructure que nous bâtissons nous rendra dépendants, sur plusieurs décennies, d'un certain type de système d'énergie, de transport et d'eau. Ainsi, nous devons investir judicieusement dans cette nouvelle infrastructure et dans la formation si nous voulons assurer notre prospérité collective dans la conjoncture économique qui se dessine. Alors que ce sont en moyenne 6 000 milliards de dollars qui seront injectés chaque année d'ici 2030 dans l'infrastructure mondiale, il s'agit aussi d'une occasion majeure de créer des débouchés pour l'exportation de technologies et d'expertises nouvelles⁷¹.

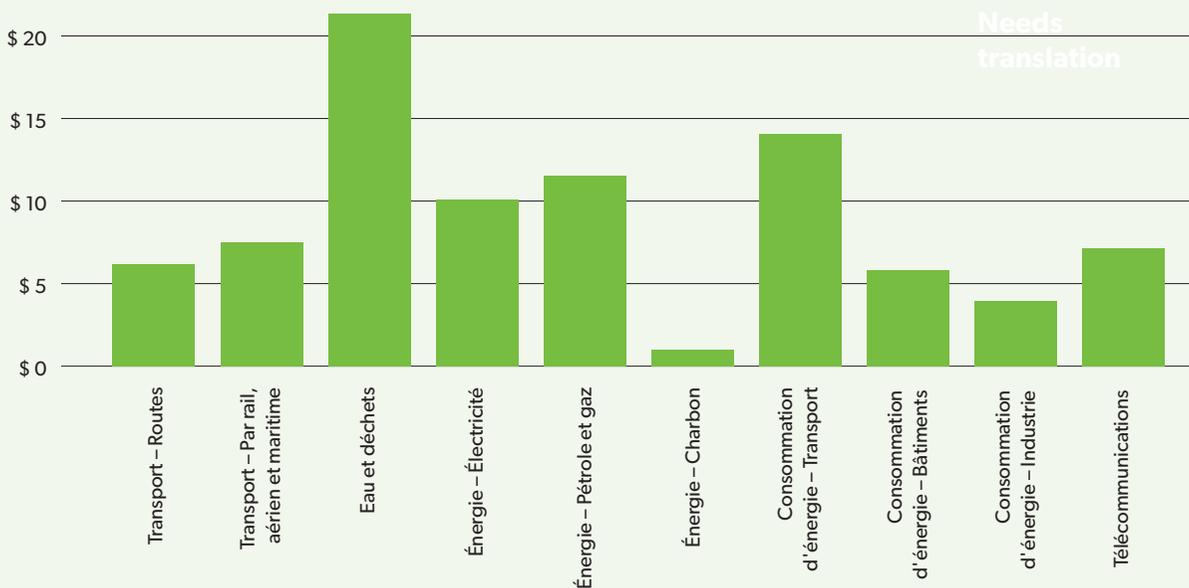
Les économistes et les dirigeants d'entreprises affirment que l'infrastructure est essentielle au succès économique et environnemental à long terme. Le type et la qualité de notre infrastructure influent sur la quantité d'énergie que nous consommons, de pollution que nous créons et de déchets que

Graphique 2. **Des opportunités considérables en matière d'infrastructures vertes**

Entre 2015 et 2030, environ 90 milliards de dollars américains devront être dépensés à l'échelle mondiale pour revoir l'infrastructure vieillissante des pays développés et gérer l'expansion rapide des pays en voie de développement. De plus en plus, les pays et les entreprises qui réaliseront ces investissements chercheront à s'assurer que leurs constructions jettent les bases d'un avenir à faible teneur en carbone, sont capables de résister aux changements climatiques et sont à l'abri des risques liés aux ressources. Ces investissements offriront des débouchés économiques substantiels aux entreprises canadiennes. Bon nombre d'entre elles figurent déjà parmi les chefs de file en matière de technologies énergétiques, d'infrastructure hydraulique et de transport vert.

Estimations des investissements en infrastructures, 2015-2030

En milliards de dollars US



Source : Commission mondiale sur l'économie et le climat (2014).

nous produisons, trois facteurs qui déterminent de plus en plus notre compétitivité économique sur la scène internationale. Voilà pourquoi tous les ordres de gouvernement du pays, en collaboration avec leurs partenaires du secteur privé, ont commencé à investir massivement dans l'énergie renouvelable, le transport en commun et l'infrastructure hydraulique. Cependant, il faudra redoubler d'ardeur pour atteindre nos objectifs climatiques ambitieux, construire les villes de l'avenir, assurer le déplacement efficace des biens et des gens, et moderniser les réseaux d'aqueduc et d'égout.

Puisque les investissements de cette magnitude peuvent rarement reposer sur les seules épaules d'un gouvernement ou d'une entreprise, il faudra compter sur des partenariats public privé audacieux. Dès que les gouvernements auront établi des mécanismes fondés sur les signaux de prix et mis en place des instruments d'investissement novateurs comme les obligations vertes, d'importantes possibilités de partenariat verront le jour, notamment avec des investisseurs privés, des exploitants des secteurs de l'énergie et du transport, et l'industrie de la construction.

Les institutions financières canadiennes, comme les compagnies d'assurance et les banques, joueront un rôle critique. Elles peuvent permettre le transfert des risques, élaborer de nouveaux produits et services (comme l'assurance contre les inondations pour les propriétaires canadiens, lancée en 2015) et utiliser leurs actifs considérables (plus de 5 000 milliards de dollars) afin d'investir massivement dans la revitalisation de l'infrastructure, le transport à haute efficacité, l'énergie renouvelable et d'autres solutions de résilience^{72,73}.

Les administrations municipales peuvent elles aussi faciliter la transition vers une économie propre, que ce soit en modifiant les règlements sur les permis et le zonage de manière à favoriser l'infrastructure intelligente, ou en se dotant d'outils écofiscaux, comme la tarification de la congestion routière, les frais d'utilisation de l'eau et les droits d'aménagement complets. Dans les deux cas, elles font la promotion de la durabilité et génèrent une partie des revenus nécessaires pour investir dans l'infrastructure.

« Je crois en une croissance différente qui décarbonise l'économie, à une croissance plus équitable axée sur la satisfaction des besoins actuels et futurs des gens et des communautés. »

— Monique Leroux, chef de file de l'IntelliProspérité; présidente et chef de la direction, Mouvement des caisses Desjardins

Encadré 29. **Les obligations vertes de l'Ontario favorisent la construction d'une infrastructure intelligente**

Le programme d'obligations vertes de l'Ontario est un modèle novateur de financement de l'infrastructure, qui permet d'attirer des capitaux d'investissement provenant de partout au pays et d'ailleurs pour bâtir une infrastructure visant à éliminer les gaz à effet de serre. Lancé en 2014 avec une émission initiale d'obligations se chiffrant à 500 millions de dollars, le programme offre un rendement intéressant aux investisseurs tout en finançant le développement propre.

La demande pour les premières obligations émises a dépassé l'offre de près de 500 %, des compagnies d'assurance, des régimes de retraite, des sociétés d'investissement, des banques et d'autres institutions du Canada, des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie en commandant pour 2,4 milliards de dollars. La ligne du train léger sur rail Eglinton Crosstown, le premier projet de l'Ontario à être financé par les obligations vertes et dont les coûts s'élèvent à 5,3 milliards de dollars, promet de transporter les gens jusqu'à 60 % plus rapidement que le service d'autobus actuel, tout en réduisant la dépendance à l'automobile et en élargissant le système de transport par rail sans émission de Toronto. Les autres projets admissibles à recevoir de l'argent engendré par les obligations vertes touchent au transport vert, à l'efficacité énergétique, aux technologies et à l'énergie propre, à la foresterie, à l'agriculture, ainsi qu'à l'adaptation et à la résilience aux changements climatiques.

Source : Ministère des Finances de l'Ontario.

Il sera aussi essentiel de fournir aux travailleurs des emplois prometteurs si nous voulons compter parmi les chefs de file d'une économie mondiale de plus en plus verte. La main-d'œuvre hautement qualifiée du Canada a pendant longtemps été un puissant atout grâce à son haut niveau d'éducation et à la force des secteurs de la fabrication et des services. Notre secteur des technologies propres emploie plus de 50 000 personnes, et la Conférence internationale du Travail estime que la croissance verte pourrait générer un gain net de 60 millions d'emplois à l'échelle mondiale^{74,75}. Les compétences liées à l'environnement sont également de plus en plus recherchées dans les secteurs des ressources et de la fabrication.

Afin de prospérer dans ce marché, nous devons investir dans la formation et le développement de compétences; nous éviterons ainsi que des goulots d'étranglement ne freinent nos progrès, et le développement de cette main-d'œuvre qualifiée contribuera en outre à attirer les investissements. De plus, des investissements intelligents dans la formation axée sur les compétences vertes créeront des débouchés pour les jeunes et pour les populations marginalisées dans le système actuel, dont les peuples autochtones. Enfin, des programmes de recyclage professionnel aideront les travailleurs forcés à se réorienter dans cette économie en mutation à développer les compétences nécessaires pour décrocher de nouveaux emplois.

En axant la formation sur des domaines d'avenir, nous pouvons créer des emplois valorisants dans le développement, l'installation et la maintenance des nouvelles technologies, et assurer la prospérité à long terme de la prochaine génération. En plus, une économie plus propre entraînera une restructuration du marché du travail. La demande migrera en effet vers d'autres industries, et celles-ci exigeront des compétences en gestion du changement et de l'écoefficacité.

En investissant aujourd'hui dans les compétences et les infrastructures de pointe, nous nous donnons les moyens de prospérer dans l'économie de demain.

Encadré 30. **Créer des emplois durables pour les peuples autochtones**

Deux partenariats très différents entre les gouvernements et les peuples autochtones illustrent la gamme de possibilités qu'offre une nouvelle économie verte à ces derniers :

- Dans les Maritimes, l'Initiative de diversification des pêches commerciales de l'Atlantique, créée par le fédéral, a travaillé avec des dizaines de collectivités des Premières Nations pour diversifier leurs entreprises de pêche commerciale. Elle a notamment aidé une Première Nation micmaque du Nouveau Brunswick à délaissier une pêche sauvage de moins en moins viable au profit d'une ferme ostréicole.
- Au même moment, dans le secteur pétrolier albertain, l'organisation gouvernementale Alberta Innovates a mis sur pied l'Aboriginal Environmental Services Network afin de coordonner les efforts de recrutement de travailleurs qualifiés des Premières Nations. Ceux-ci effectueront une vaste gamme de travaux environnementaux sur le terrain, de la surveillance à la collecte de données, et de l'échantillonnage de l'eau et du sol à la réhabilitation et à la gestion de la vie sauvage.

Sources : Affaires autochtones et du Nord Canada (2015); Alberta Innovates (2015).

ACTION NO. 5

Préserver et valoriser la nature

Au 21^e siècle, préserver signifie beaucoup plus que protéger des paysages indomptés. Il faut déployer de nouvelles stratégies, comme des paiements incitatifs aux propriétaires terriens qui veillent sur les terres humides et les habitats fauniques, l'intégration des droits et des traditions autochtones à la gestion des terres et des eaux, et des partenariats entre les communautés rurales, les peuples autochtones, les ONG, les scientifiques, les gouvernements et l'industrie. Les richesses naturelles vastes et diversifiées du Canada représentent notre bien national le plus précieux. La protection et la saine gouvernance des milieux et des espèces naturels qui influent sur notre économie, notre santé et notre qualité de vie est donc au cœur de chacune des actions devant nous mener à l'intelligibilité.

Les Canadiens doivent être exemplaires à ce chapitre, puisque nous sommes responsables d'une remarquable proportion du capital naturel mondial. Nous possédons notamment la troisième plus grande réserve d'eau douce, le deuxième plus grand territoire, la plus grande superficie de forêt intacte et le plus long littoral^{76,77,78}. La préservation et la valorisation de la nature font donc partie de notre ADN.

Partout dans le monde, les nations commencent à traiter la mesure et la valorisation du capital naturel comme un élément nécessaire à la prise de décisions économiques. Des chefs de file européens comme l'Allemagne et le Royaume-Uni, de même que la Chine et l'Australie, intègrent ainsi le capital naturel à leur comptabilité économique nationale. Statistique Canada est par ailleurs reconnu comme étant l'un des organismes les plus avancés dans ce domaine; en 2003, il a estimé la valeur des actifs en ressources naturelles commercialisables du Canada (p. ex. énergie, minéraux et bois d'œuvre) à près de 750 milliards de dollars^{79,80}.

C'est certes un chiffre impressionnant, mais il ne s'agit que d'une facette de l'énorme valeur totale que la nature offre aux Canadiens. En effet, il ne tient même pas compte des services écosystémiques, comme l'atténuation des inondations et l'absorption de carbone, de la biodiversité, des activités récréatives et du simple plaisir esthétique. Il n'est évidemment pas facile de calculer la valeur d'un environnement naturel sain ainsi que des nombreux biens et services qu'il offre. Mais nous nous améliorons. La ceinture de verdure de l'Ontario, par exemple, fournit environ 2,6 milliards de dollars annuellement en services écosystémiques critiques, comme la filtration de l'eau et la pollinisation. En Colombie-Britannique, la valeur de la vallée du bas Fraser, attribuable en grande partie à sa réserve de terres agricoles, est estimée à 5,4 milliards de dollars par année^{81,82}. Ajoutons qu'environ 89 % des Canadiens participent à des activités en plein air, dépensant dans la foulée un montant approximatif annuel de 41 milliards de dollars – une autre façon de mesurer la valeur inhérente au capital naturel⁸³.

Or, la restauration et la préservation de cette valeur passeront par les investissements et l'innovation. Les gouvernements canadiens, le secteur privé et les propriétaires terriens collaborent afin de créer des approches de préservation axées sur le marché. Par exemple, le Canada a joué un rôle clé dans la création du Forest Stewardship Council, un organisme international de foresterie durable, et les entreprises de notre secteur forestier ont été parmi les premières au monde à obtenir une certification sous cette bannière⁸⁴. En Saskatchewan, Canards illimités a réalisé une « enchère inversée », façon originale de payer les propriétaires terriens afin qu'ils puissent restaurer les terres humides dans leurs champs et pâturages; l'objectif est de 56 000 hectares en 20 ans⁸⁵. Dans le cadre du Programme

d'intendance de l'habitat pour les espèces en péril de l'Ontario, les propriétaires de terres privées peuvent être payés afin de conserver l'habitat des plantes et des espèces en danger⁸⁶. Au Manitoba, le gouvernement provincial souhaite prévenir l'érosion du sol et améliorer la qualité de l'eau en offrant un crédit d'impôt aux agriculteurs qui acceptent de mieux gérer les rives et les berges qui se trouvent sur leurs terres⁸⁷. En renforçant ces politiques et initiatives conjointes et en étendant leur portée, le Canada peut assurer la durabilité de son environnement naturel et de ses secteurs dépendant des ressources pour les générations à venir, tout en développant des compétences de plus en plus rentables sur le marché mondial.

Ces outils financiers peuvent être puissants, mais la préservation demeure le fondement d'une saine gouvernance – et les gouvernements canadiens font également de grands progrès dans ce domaine. Les parcs et les zones protégées occupent maintenant 10 % du territoire, soit deux fois plus qu'il y a à peine vingt ans (même si nous nous classons encore au milieu du peloton mondial)^{88,89,90}. Moins de 2 % du territoire océanique de notre pays est protégé, mais le gouvernement fédéral s'est engagé à atteindre 10 % d'ici 2020, une cible qui s'appuie sur la Convention des Nations unies sur la diversité biologique, qui reconnaît que les habitats marins sont une source d'approvisionnement alimentaire mondial critique ainsi qu'un pôle industriel important, qui englobe aussi bien le secteur de la pêche que celui du tourisme^{91,92}. L'atteinte de nos objectifs de préservation, qu'ils soient fondés sur la science ou

Encadré 31. **Une renaissance de la pêche durable à Terre-Neuve**

Depuis sa création au début des années 1600, le village de Cupids, à Terre-Neuve – la deuxième colonie anglaise en Amérique du Nord – était dépendant des nombreuses morues pêchées dans les cours d'eau avoisinants. L'effondrement de la pêche à la morue au début des années 1990 a donc eu un effet dévastateur sur le petit village, le personnel de l'usine locale de transformation dégringolant de 80 à 6 employés.

Alors que la population de morue commence à se rétablir, la communauté est déterminée à bien faire les choses cette fois-ci. Elle voit ainsi dans le nouveau partenariat entre le WWF-Canada et l'Union des pêcheurs de Terre-Neuve l'occasion de bâtir un nouveau modèle de pêche durable. Les projets d'amélioration de la pêche sont des initiatives comprenant de multiples étapes et intervenants. Elles visent à améliorer les pratiques et la gestion afin de favoriser la reconstruction de l'industrie de la pêche à la morue du Nord, et à faire en sorte que cette industrie atteigne ou dépasse les exigences de certification du Marine Stewardship Council (MSC) pour des pêches durables. La pêche à la morue dans la sous division 3Ps au large du sud de Terre-Neuve, fruit d'un partenariat entre Iceswater Seafoods et le WWF-Canada, en est maintenant aux dernières étapes de l'évaluation menant à la certification du MSC. Le ministère des Pêches et de l'Aquaculture de Terre-Neuve-et-Labrador et Pêches et Océans Canada sont les principaux partenaires de ce projet, et les fonds proviennent de multiples intervenants, dont Loblaw et High Liner.

Source : WWF-Canada (2015).

Encadré 32. **Tembec, modèle de gestion durable des forêts**

En 2001, Tembec est devenue la première grande entreprise canadienne de produits forestiers publics à s'engager à obtenir une certification de durabilité du Forest Stewardship Council (FSC), dont les normes sont internationalement reconnues, pour toutes ses opérations de gestion forestière. Elle a remporté en 2007 le prix Winds of Change du FSC pour ses efforts de préservation exemplaires, puis en 2008, elle a confirmé que toutes les terres forestières publiques sous son contrôle étaient gérées de façon durable.

Source : Tembec (2016).

sur d'autres impératifs, aura d'immenses retombées sur notre économie et notre qualité de vie, maintenant et pour les générations à venir.

Chacun de ces cinq champs d'action – innovation, écoefficacité, infrastructure, mesures incitatives et préservation – est très important en soi. Cependant, nos gestes auront une bien plus grande portée s'ils sont posés de façon coordonnée, dans le cadre d'une stratégie globale qui les rend complémentaires et en amplifie les retombées : le tout est plus grand que la somme de ses parties. Et comme la responsabilité de ces diverses parties repose sur différents acteurs, il est essentiel de nous doter d'une stratégie nationale sollicitant tous les joueurs clés. Le gouvernement fédéral, les provinces, les administrations municipales, les peuples autochtones, les entreprises et les groupes communautaires doivent collaborer et tendre vers un but commun.

Ce n'est pas une tâche facile. Mais c'est possible : par le passé, nous avons su nous mobiliser en présence d'importants enjeux nationaux. Si nous voulons être à l'avant-garde des nations, alors même que plusieurs d'entre elles se réorganisent pour relever les défis environnementaux et saisir les occasions économiques d'un monde en mutation, nous devons encore une fois faire front commun.

NOTRE RÔLE DANS L'INTELLIPROSPÉRITÉ

Ces cinq champs d'action nous permettront de déployer l'ingéniosité écologique et l'esprit d'entrepreneuriat nécessaires pour bâtir un avenir économique propre et fort. Les représentants de l'IntelliProspérité collaboreront avec les gouvernements, les entreprises et les communautés afin d'orienter les efforts et d'insuffler au pays le dynamisme requis pour passer à l'action.

Concrètement, nous effectuerons des recherches avant-gardistes, en nous appuyant sur les meilleurs exemples et en mobilisant les plus éminents penseurs à l'échelle canadienne et mondiale. Ces recherches alimenteront une série de rapports : certains s'attarderont à ce qui est nécessaire dans chacun des cinq champs d'action; d'autres approfondiront les occasions de croissance propre par secteur, province ou ville.

Nous réunirons des gens de différents secteurs et régions de partout au pays, ainsi que des experts, afin d'explorer nos options et des moyens de renouveler nos approches. Nous lancerons un dialogue pancanadien – en personne et en ligne – sur les occasions et les défis à venir, et sur la façon dont nous pouvons construire ensemble un avenir intelligent et prospère.

Les chefs de file de l'IntelliProspérité joueront un rôle clé. Ils travailleront au sein de leurs cercles et partout au Canada pour promouvoir la nécessité de poser des actions efficaces au bon moment – des gestes qui peuvent stimuler l'innovation propre et la croissance et générer des emplois de prochaine génération tout en préservant notre héritage naturel inestimable. Plus que tout, ils donneront l'exemple, dans leur vie personnelle et professionnelle, pour montrer qu'il est possible de bâtir de meilleures entreprises et communautés tout en réduisant notre empreinte environnementale.

Dans tout ce que nous faisons, l'initiative de l'IntelliProspérité et ses chefs de file généreront de nouvelles idées et proposeront des solutions concrètes permettant d'élaborer de meilleures politiques et pratiques capables de stimuler le progrès environnemental et économique aux quatre coins du Canada.

« D'ici une dizaine d'années, nous pourrions voir le Canada parmi les chefs de file mondiaux d'une économie novatrice qui se soucie d'abord des gens et bâtit des communautés inclusives en harmonie avec la nature. »

—David Miller, chef de file de l'IntelliProspérité; président et chef de la direction, WWF Canada; ancien maire de la Ville de Toronto



Nous avons déjà commencé

C'est le défi de notre époque. Les Canadiens sont prêts.
Et maintenant, allons-y!

SECTION 4.
Comment l'intelliprosperité
reflète les valeurs
canadiennes

COMMENT L'INTELLIPROSPÉRITÉ REFLÈTE LES VALEURS CANADIENNES

Les innovations technologiques et les initiatives politiques sont essentielles à l'intelliprosperité, mais la façon dont nous travaillons ensemble importe tout autant. Voici les valeurs qui guideront la transition du Canada. Si elles vous semblent familières, c'est parce que nous les avons toujours portées.

ELLE EST INCLUSIVE

Elle profite à tous les secteurs de la société, en particulier aux peuples autochtones et aux populations vulnérables.

Pour porter des fruits durables, l'intelliprosperité doit mobiliser l'ensemble de la société canadienne, et profiter à tous. Il doit s'agir d'un processus juste, ouvert et égalitaire, ce qui exigera d'identifier et de gérer ses effets potentiels, positifs et négatifs, sur les Canadiens les plus vulnérables.

Il nous est possible de créer un environnement plus propre tout en aidant les familles à faible revenu. La tarification du carbone peut être combinée à des investissements visant à améliorer l'efficacité des transports en commun et le rendement énergétique des logements abordables, de manière à rendre les solutions peu polluantes à la portée de tous les budgets. Des allègements fiscaux ciblés peuvent aussi alléger le fardeau des personnes plus vulnérables à la hausse des coûts énergétiques. Des programmes de formation axés sur les compétences qu'exige cette nouvelle économie rendront également l'intelliprosperité plus inclusive; les travailleurs dont les emplois sont touchés doivent avoir la possibilité de se recycler.

Les peuples autochtones doivent évidemment bénéficier de cette économie en mutation. Pour en réaliser tout le potentiel, il faudra compter sur la participation active des communautés affectées. En d'autres mots, plus de 600 projets centrés sur les ressources naturelles sont prévus à travers le Canada, et tous doivent respecter les pratiques exemplaires en matière de collaboration, de dialogue et de consultation; les communautés autochtones susceptibles d'être touchées doivent entrer dans la danse. Les partenariats, les emplois et les avantages durables doivent être à l'ordre du jour, et il faut tenir compte des connaissances traditionnelles pour que ces projets soient viables à long terme. En outre, les technologies et les innovations qu'il faut déployer pour aider les communautés nordiques et autochtones à s'adapter aux changements climatiques peuvent faire du Canada un chef de file mondial en la matière. Par exemple, la meilleure solution à la pénurie tenace de logements dans les communautés autochtones passe par la construction de maisons écoénergétiques abordables, conçues selon des modèles architecturaux durables pouvant être exportés.

Encadré 33. **L'éco-innovation chez le plus grand détaillant canadien**

Loblaws, le plus grand détaillant et employeur privé du Canada, a fait du respect de l'environnement un principe d'affaires fondamental. Le géant de l'épicerie investit en continu dans de nouvelles façons d'intégrer la durabilité à ses produits et à ses opérations. L'entreprise a réduit l'emballage et l'utilisation de sacs de plastique, augmenté l'efficacité énergétique de son éclairage et de ses véhicules, et créé le premier programme national de recyclage pour jardiniers en récupérant les vieux pots et bacs de plastique. Loblaws offre aussi de plus en plus de produits écologiques, dont des poissons et fruits de mer provenant de la pêche durable : on compte maintenant sur ses tablettes 138 produits certifiés par le Aquaculture Stewardship Council ou le Marine Stewardship Council.

Source : Loblaws (2014).

Encadré 34. **Un accord historique pour la foresterie durable**

L'Entente sur la forêt boréale canadienne, signée en 2010, marque une collaboration industrielle et écologique sans précédent. Elle rassemble 19 sociétés de produits forestiers et 7 organisations environnementales de premier plan, qui ont choisi de trouver des solutions communes plutôt que de s'affronter.

Ces partenaires collaborent donc pour que l'industrie soit plus concurrentielle et la forêt boréale, mieux protégée et gérée de façon plus durable. Les groupes environnementaux se sont engagés à cesser le boycottage des entreprises forestières. En retour, celles-ci ont cessé d'exploiter près de 29 millions d'hectares. Et ensemble, ils ont déjà mis sur pied divers programmes, dont un plan d'action pour la sauvegarde du caribou des bois.

Source : L'Entente sur la forêt boréale canadienne (2015).

Encadré 35. **Les premiers ministres unissent leurs efforts pour l'énergie propre**

En juillet 2015, les premiers ministres provinciaux et les chefs territoriaux du Canada ont forgé ensemble une stratégie nationale de l'énergie, qui met de l'avant des intérêts communs ainsi qu'un développement écologique et socialement responsable. Ils ont fixé des objectifs clairs et ont précisé les mesures à prendre dans chaque domaine, de la conservation à la distribution de l'énergie. Ils ont convenu de promouvoir l'efficacité énergétique et la conservation; de passer à une économie à faible émission de carbone; d'améliorer l'information et la sensibilisation; d'accélérer la recherche et le développement des technologies; de faciliter le déploiement de sources d'énergie plus propres; et de construire et d'améliorer l'infrastructure nécessaire à la mise sur pied de réseaux de distribution modernes, efficaces, fiables et verts.

Source : Les premiers ministres du Canada (2015).

ELLE EST NOVATRICE

Elle accueille les idées audacieuses et ose des approches inédites.

L'innovation est au cœur même de l'intelliprosperité : la transition qu'impose la fin du statu quo réclame une approche avant gardiste. Cela ne concerne pas seulement les percées technologiques : nous aurons besoin d'idées, de processus, de liens et d'approches qui rompent avec les conceptions traditionnelles.

Imaginez par exemple le concept de l'*intrapreneuriat*, qui encourage les employés d'une entreprise établie à penser comme des entrepreneurs, c'est-à-dire à faire preuve de souplesse et d'ouverture d'esprit, et à prendre des risques. De telles stratégies sont fondamentales dans l'élaboration de solutions intelliprosières, et nous devons pareillement encourager l'écoentrepreneuriat, soit la recherche d'approches audacieuses et flexibles conjuguant succès économique et réduction de l'empreinte environnementale.

ELLE EST COLLABORATIVE

Elle élimine les vases clos, cherche des solutions intégrées, favorise le partage des responsabilités, et bâtit la confiance en monopolisant un large éventail de secteurs.

Vu l'ampleur et la complexité des défis à relever et compte tenu de l'urgence de les résoudre, l'IntelliProspérité requiert la participation d'intervenants provenant de diverses sphères de la société canadienne, qui travailleront ensemble à l'élaboration de solutions intégrées. Par exemple, la transition vers des systèmes énergétiques plus propres nous imposera de changer la façon dont nous produisons, distribuons, stockons, consommons et préservons l'électricité. Cela signifie que les entreprises établies comme naissantes, tous les ordres de gouvernement, les travailleurs et les consommateurs doivent faire partie du changement. Cela signifie aussi qu'il nous faudra passer outre les divergences de longue date, et ériger de nouveaux ponts pour que les gens d'horizons divers rétablissent les liens de confiance et acceptent de partager les responsabilités.

Le plan d'action de l'IntelliProspérité, qui réunit des chefs de file canadiens provenant de divers horizons (communauté des affaires, organismes environnementaux, peuples autochtones, jeunes et syndicats, notamment), a d'ailleurs été pensé d'entrée de jeu en fonction de cette nécessaire collaboration.

Mais ce n'est qu'un début. Si nous voulons permettre au Canada de tirer son épingle du jeu dans ce monde en mutation, d'en relever les défis environnementaux et d'en saisir les possibilités économiques, nous devons tous travailler ensemble, au-delà des frontières régionales, sectorielles, générationnelles et gouvernementales, comme tant de Canadiens l'ont fait avant nous en présence de grands changements.

ELLE EST FACTUELLE

Elle se base sur la recherche et l'analyse approfondies, s'inspire d'exemples concrets, et prône la circulation transparente de l'information.

La collaboration, l'innovation, et l'inclusion sont basées sur la confiance, et celle-ci se reflètera dans les décisions prises grâce aux meilleures données disponibles, partagées ouvertement et en toute transparence. Des données scientifiques et économiques crédibles et à jour nous assureront de faire les bons choix, et permettront à chaque acteur de l'IntelliProspérité de comprendre la façon dont les décisions ont été prises, ainsi que leurs buts et leurs répercussions sur le quotidien des Canadiens. Communiquer clairement et sans tarder s'avère crucial, car tous les participants doivent disposer des mêmes renseignements essentiels.

Décider à partir de données probantes, ce sera aussi identifier les points forts et les avantages comparatifs du Canada, et bien évaluer notre rendement par rapport à nos pairs. Des analyses économiques et commerciales sont nécessaires, mais au final, des données scientifiques fiables et à jour doivent avoir préséance. Les solutions gagnantes

Encadré 36. **Une collaboration novatrice pour des sables bitumineux canadiens plus propres**

L'industrie canadienne des sables bitumineux est née de l'innovation; un partenariat public-privé a financé les recherches ayant mené au développement des technologies qui ont permis, pendant plusieurs décennies, d'exploiter le pétrole difficile d'accès. Par contre, l'exploitation des sables bitumineux a souvent été critiquée à l'échelle locale et mondiale pour son empreinte environnementale trop lourde. Les producteurs ont certes fait d'importants progrès pour réduire leur consommation d'eau et leurs émissions de gaz à effet de serre par baril, mais la nature et la taille des gisements pétroliers n'en créent pas moins des défis environnementaux bien réels.

L'Alliance canadienne pour l'innovation dans les sables bitumineux (COSIA) a été créée en 2012 pour tenter de mieux répondre à ces défis. COSIA regroupe 13 grandes sociétés pétrolières et 30 membres associés; elle a pour but d'élaborer et de partager des approches de capture du CO₂ innovantes qui améliorent le rendement environnemental. À ce jour, les entreprises membres de COSIA ont mis en commun 814 technologies et innovations d'une valeur de près de 1,3 milliard de dollars. Et COSIA a récemment conclu un partenariat avec la Fondation XPrize pour offrir un prix de 20 millions de dollars américains aux équipes capables de capturer et de convertir le CO₂ en produits, tels que du ciment ou des combustibles liquides de pointe.

Les entreprises membres de COSIA se sont engagées à abaisser leur niveau de pollution par baril au point d'avoir une incidence environnementale moindre que toute autre source de pétrole dans le monde. Atteindre cet objectif ambitieux ne sera pas de tout repos : il y a encore un long chemin à parcourir. Par contre, même certaines des critiques les plus sévères saluent les efforts accrus de l'industrie pour améliorer le rendement environnemental en stimulant l'innovation.

Le 22 novembre 2015, les PDG de quatre grandes entreprises de sables bitumineux et les dirigeants de quatre des principaux groupes environnementaux du Canada se sont présentés ensemble sur scène avec la première ministre de l'Alberta Rachel Notley, alors qu'elle annonçait l'adoption de nouveaux règlements visant à lutter contre les changements climatiques. Ceux-ci incluent une importante taxe sur le carbone ainsi qu'un plafond pour les émissions de gaz à effet de serre provenant des sables bitumineux de la province. Parmi les grands producteurs pétroliers au monde, l'Alberta fait donc figure de pionnière.

Source : COSIA (2016), Gouvernement de l'Alberta (2015).

et intelligentes reposent sur des analyses objectives, et tiennent compte des politiques alternatives, des stratégies d'affaires, et d'un examen attentif des répercussions potentielles sur les entreprises et les personnes vulnérables. Le but est hors d'atteinte sans données précises et communication transparente.

ELLE EST TOURNÉE VERS L'AVENIR

Il faut imaginer le Canada que nous voulons d'ici 10 à 15 ans : ce sera le phare qui guidera nos propositions.

Pour l'essentiel, les Canadiens partagent une même vision de l'avenir. Ils désirent une économie plus forte et plus propre ainsi qu'un système économique stable et prospère qui offre une meilleure qualité de vie et des débouchés intéressants dans toutes les sphères de la société, tout cela en limitant autant que possible les dommages à l'environnement.

Si nous voulons suivre le rythme d'un monde en mutation, nous devons toutefois nous empresser de construire la prochaine génération de villes, d'infrastructures et d'entreprises canadiennes; il peut donc être difficile de résoudre les conflits sur les conséquences immédiates et à court terme de nos actions. Dans ce contexte, les divergences peuvent s'aggraver, chacun refusant de céder un pouce de terrain. C'est souvent ce qui arrive quand les résultats attendus ne sont pas spontanés : on fait l'erreur de considérer chaque changement comme une fin en soi, plutôt que comme un pas de plus vers la réalisation d'une vision commune. Les individus et les entreprises, par exemple, peuvent devoir investir massivement dans l'innovation et l'efficacité, même s'ils ne profiteront que dans plusieurs années des avantages liés à l'économie de carburant ou aux nouvelles technologies et procédures.

Voici pourquoi il faut insister : l'intelliprosperité est tournée vers l'avenir. Afin d'atteindre nos objectifs, nous devons imaginer notre société à long terme, en gardant le cap sur le Canada que nous voulons pour la prochaine génération. Nous réaliserons notre vision grâce à un cadre politique qui corrige les carences du marché et récompense les actions qui, dans l'immédiat ou à long terme, améliorent la qualité de vie des Canadiens. En sachant quel pays nous voulons, nous collaborerons plus facilement. Notre démarche se précisera pour chaque étape du parcours, et nous serons en mesure de surmonter les divergences qui ralentissent la transition.

Il s'agit d'objectifs ambitieux, qui réclament des mesures audacieuses. Pour les atteindre, nous avons besoin de définir clairement cet avenir meilleur dont nous rêvons – un avenir enraciné dans des valeurs canadiennes qui ont fait leurs preuves.

LA VOIE DE L'INTELLIPROSPERITÉ : PROCHAINES ÉTAPES

Un Canada meilleur est possible. Nous pouvons créer un endroit où ce qui nous importe le plus est non seulement préservé, mais bonifié, même si nous utilisons moins de ressources et générons moins de déchets. Un Canada plus prospère et concurrentiel, plus vert et efficace, qui compte parmi les meneurs de la nouvelle économie mondiale, et tire fierté de sa « marque », devenue synonyme de rendement environnemental et d'innovation propre.

Parmi les objectifs de l'IntelliProspérité : la création de villes et de communautés plus dynamiques où des entreprises, appuyées par des gouvernements qui rendent les choix écologiques plus abordables pour l'industrie et les citoyens, offrent des emplois avant-gardistes. En découle une qualité de vie enviable et durable pour tous les Canadiens.

Mais pour y arriver, nous devons favoriser sans attendre le développement des technologies et innovations propres, et ce, dans tous les secteurs de notre économie. Nous devons améliorer considérablement la productivité de nos ressources et notre efficacité énergétique en investissant massivement dans les infrastructures et les compétences de pointe. Enfin, nous devons tarifier la pollution et les déchets pour encourager les choix propres, et accroître nos efforts de préservation et de valorisation de la nature.

Ce plan d'action place le Canada sur la bonne voie, et compte sur un éventail de chefs de file bien résolus à le concrétiser. Mais il ne s'agit que du premier pas, et la suite des choses est loin d'être nette. L'équipe de l'IntelliProspérité poursuivra son travail en approfondissant et en intensifiant ses recherches et ses analyses; en élaborant de meilleurs indicateurs de réussite; en explorant de fond en comble des secteurs précis et les cinq grands champs d'action présentés ici; en encourageant le dialogue; en recueillant les exemples de réussite; et en faisant la promotion de solutions concrètes. Surtout, comme de plus en plus de Canadiens, nous allons montrer l'exemple, dans notre vie personnelle et professionnelle, en déployant des moyens pratiques d'améliorer notre rendement environnemental et économique.

Dans les communautés et les entreprises de partout au pays, le changement est déjà en cours. Maintenant, nous devons élever notre jeu d'un cran, intensifier les efforts. Nous tiendrons l'an prochain un sommet de l'IntelliProspérité, mais d'ici là, nous allons inviter les gens à explorer ensemble de nouvelles idées et de nouvelles solutions, en ligne comme en personne. Nous devons entendre plus d'histoires de réussite, élaborer de meilleures stratégies, explorer toutes les options, et exploiter les nombreuses ressources disponibles à travers le pays afin de forger une économie plus forte et plus propre, qui créera un avenir meilleur pour tous les Canadiens.

Tel est le défi de notre époque. Les Canadiens sont prêts. La marche est déjà amorcée. Maintenant, pressons le pas.

Références

Résumé

- I Commission Mondiale sur l'Économie et le Climat (2015), *New Climate Economy (NCE) Core Slide Deck: Seizing the Global Opportunity: Partnerships for Better Growth and a Better Climate*
- II PNUE (2013), *L'économie verte et le commerce – tendances, défis et opportunités*, extrait de : www.unep.org
- III CMEC, Commission mondiale sur l'économie et le climat (2014), *New Climate Economy Technical Note: Infrastructure Investment Needs of a Low-Carbon Scenario*, novembre 2014, extrait de : <http://2014.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2015/01/Infrastructure-investment-needs-of-a-low-carbon-scenario.pdf>
- IV MEAMCC (2015), *Tour d'horizon de la Stratégie du gouvernement de l'Ontario en matière de changement climatique 2014*, extrait de : <https://dr6j45jk9xcmk.cloudfront.net/documents/3618/climate-change-report-2014.pdf>
- V Analytica Advisors (2015), *Canadian Clean Technology Industry Report*, extrait de : [http://www.analytica-advisors.com/assets/file/2015 Report Synopsis Final_wcovers.pdf](http://www.analytica-advisors.com/assets/file/2015%20Report%20Synopsis%20Final_wcovers.pdf)
- VI TMX (2014), *La TSX et TDDC présentent la Journée des investisseurs des technologies propres pour promouvoir ce secteur dynamique*, 18 septembre 2014, extrait de : <http://www.tmx.com/newsroom/newsfeed?id=219&year=2014>
- VII Abacus Data (2014), *Sustainability & Prosperity Polling Fall 2014*, présenté par Bruce Anderson, février 2015.
- VIII Australian Department of Environment (2011), *Australian State of the Environment 2011: Australia's Water Resources and Use*, Canberra: DWEWPaC, 2011, extrait de : <http://www.environment.gov.au/science/soe/2011-report/4-inland-water/1-introduction/1-2-resources-and-use>
- IX Elgie Stewart et Richard Lipsey (2015), *B.C.'s Carbon Tax Shift Works*, collaboration spéciale dans le *Financial Post*, le 22 janvier 2015, extrait de : <http://business.financialpost.com/fp-comment/b-c-s-carbon-tax-shift-works>
- X Abacus Data (2014), *Sustainability & Prosperity Polling Fall 2014*, présenté par Bruce Anderson, février 2015.
- XI AIE (2014), *Rapport sur le marché de l'efficacité énergétique*, Agence internationale de l'énergie, extrait de : <https://www.iea.org/Textbase/npsum/EEMR2014SUM.pdf>
- XII OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, extrait de : <http://dx.doi.org/10.1787/888932925160>
- XIII RNCAN (2013), *Améliorer le rendement énergétique au Canada – Rapport au Parlement en vertu de la Loi sur l'efficacité énergétique pour l'année financière 2011-2012*, extrait de : <http://oe.e.nrcan.gc.ca/publications/statistics/parliament11-12/parliament11-12.pdf>
- XIV McKinsey & Company (2011), *Resource Revolution: Meeting the world's energy, materials, food and water needs*. McKinsey Global Institute, McKinsey Sustainability & resource productivity Practice, novembre 2011, extrait de : http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/mobilizing_for_a_resource_revolution
- XV Groupe de la Banque mondiale (2015), *State and Trends of Carbon Pricing*, Washington DC, septembre 2015, extrait de : http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2015/09/21/090224b0830f0f31/2_0/Rendered/PDF/StateandTrendsOfCarbonPricingQ2015.pdf
- XVI Bennett, Jeff (2013), *Price Works: Seasonality and Determinants of Toronto's Amazing Decline in Water Demand*, extrait de : <http://www.sustainableprosperity.ca/sites/default/files/publications/files/Price%20Works%20Seasonality%20and%20Determinants%20of%20Toronto%27s%20Amazing%20Decline%20in%20Water%20Demand.pdf>
- XVII CMEC, Commission mondiale sur l'économie et le climat (2014), *New Climate Economy Technical Note: Infrastructure Investment Needs of a Low-Carbon Scenario*, novembre 2014, extrait de : <http://2014.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2015/01/Infrastructure-investment-needs-of-a-low-carbon-scenario.pdf>
- XVIII CMEC, Commission mondiale sur l'économie et le climat (2014), *New Climate Economy Technical Note: Infrastructure Investment Needs of a Low-Carbon Scenario*, novembre 2014, extrait de : <http://2014.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2015/01/Infrastructure-investment-needs-of-a-low-carbon-scenario.pdf>
- XIX Ministère des Finances de l'Ontario (2014), *Forte demande à l'égard des obligations vertes de l'Ontario*, 9 octobre 2014, extrait de : <https://news.ontario.ca/mof/en/2014/10/strong-demand-for-ontarios-first-green-bond.html>
- XX Wilson, S. J. 2008, *Ontario's Wealth, Canada's Future: Appreciating the Value of the Greenbelt's Eco-Services*, préparé pour la Fondation David Suzuki, extrait de : www.davidsuzuki.org/publications/reports/2008/ontarios-wealthcanadas-future-appreciating-the-value-of-the-greenbelts-eco-serv
- XXI Statistique Canada (2015), *Patrimoine en ressources naturelles du Canada*, 2013, extrait de : <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?lang=eng&retrLang=eng&id=3780005&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=31&tabMode=dataTable&csid=>
- XXII McCarthy, Shawn (2013), *BDC to Pump \$106 million into clean-tech Venture Fund*, Globe and Mail, 20 juin 2013, extrait de : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/bdc-to-pump-106-million-into-clean-tech-venture-fund/article12692751>

Références

1. Coulomb, R., S. Dietz, M. Godunova, and T. Bligaard Nielsoen (2015), *Critical Minerals Today and in 2030: An Analysis for OECD Countries*, OECD Environment Working Papers, No. 91 OECD Publishing, Paris, voir : http://www.oecd-ilibrary.org/environment/critical-minerals-today-and-in-2030_5jrtknwm5hr5-en?crawler=true
2. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2013), *Green Economy and Trade: Trends, Challenges and Opportunities*, voir : www.unep.org.
3. Bloomberg New Energy Finance (BNEF) (2016), *Clean Energy Defies Fossil Fuel Price Crash to Attract Record \$329bn Global Investment in 2015*, voir : www.bnef.com.
4. WWF/Cleantech Group (2014), *Global Cleantech Innovation Index 2014*, voir : <http://info.cleantech.com/CleantechIndex2014.html>.
5. Commission mondiale sur l'économie et le climat (2015), *New Climate Economy (NCE) Core Slide Deck: Seizing the Global Opportunity: Partnerships for Better Growth and a Better Climate*.
6. Australian Department of Environment (2011), *Australian State of the Environment 2011: Australia's Water Resources and Use*, DSEWPac, Canberra, 2011, voir : <http://www.environment.gov.au/science/soe/2011-report/4-inland-water/1-introduction/1-2-resources-and-use>.
7. Bloomberg New Energy Finance (2015), *Climate Scope 2015 Data View*, voir : <https://www.bnef.com/dataview/climatescope-2015/index.html>.
8. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014, Études de l'OCDE sur la croissance verte*, Éditions OCDE, Paris, voir : http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environment/etudes-de-l-ocde-sur-la-croissance-verte_2222954x.
9. Abacus Data (2014), *Sustainability & Prosperity Polling Fall 2014*, présenté par Bruce Anderson, février 2015.
10. Clean Energy Canada (2014), *Tracking the Energy Revolution: Canadian Edition 2014*, voir : <http://cleanenergycanada.org/resources/reports/>.
11. OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, op. cit.
12. Analytica Advisors (2015), *Canadian Clean Technology Industry Report*, voir : [http://www.analytica-advisors.com/assets/file/2015 Report Synopsis Final_wcovers.pdf](http://www.analytica-advisors.com/assets/file/2015%20Report%20Synopsis%20Final_wcovers.pdf).
13. TMX (2014), « La TSX et TDDC présentent la Journée des investisseurs des technologies propres pour promouvoir ce secteur dynamique », 18 septembre 2014, voir : <http://www.tmx.com/newsroom/newsfeed?id=219&year=2014&lang=fr>.
14. Ressources naturelles Canada (RNC) (2013), « Le captage et le stockage du carbone : le leadership du Canada en matière de démonstration technologique », voir : <http://www.rncan.gc.ca/energie/publications/16228>.
15. Association des produits forestiers du Canada (APFC) (2015), « Aménagement forestier durable », voir : <http://www.fpac.ca/fr/foresterie-durable/initiative/>.
16. OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, op. cit.
17. *Ibid.*
18. *Ibid.*
19. Adam Waterous (2015), « Don't Worry About Alberta's NDP – Worry About Energy Market Access », *The Globe and Mail*, 15 juillet 2015, voir : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-commentary/dont-worry-about-albertas-ndp-worry-about-energy-market-access/article25502629/>.
20. Commission de l'écofiscalité du Canada (2014), *Une vision intelligente, concrète, réaliste. Des choix canadiens pour une plus grande prospérité économique et environnementale*, voir : <http://ecofiscal.ca/wp-content/uploads/2014/11/Commission-de-lecofiscalite-Rapport-novembre-2014.pdf>.
21. APFC (2015), « Progrès environnementaux », voir : <http://www.fpac.ca/fr/foresterie-durable/environnement/>.
22. Melissa Harris, Marisa Beck et Ivetta Gerasimchuk (2015), *The End of Coal: Ontario's Coal Phase-Out*, IISD Report, voir : <https://www.iisd.org/sites/default/files/publications/end-of-coal-ontario-coal-phase-out.pdf>.
23. German Ministry for the Environment, Nature Conservation, Building and Nuclear Safety (2014), *Greentech, Made in Germany: Environmental Technology Atlas for Germany*, voir : <http://www.greentech-made-in-germany.de/en/executive-summary/>.
24. Climate Policy Observer (2015), « Country Profiles. Sweden », voir : <http://climateobserver.org/country-profiles/sweden/>.
25. BNEF (2015), *Clean Energy Investment by the Numbers, End of Year 2015*, voir : <https://www.bnef.com/dataview/clean-energy-investment/index.html>.
26. OCDE (2013), *Statistiques : Environnement/Eau/Ressources en eau douce*, voir <http://stats.oecd.org/>.
27. La Chambre de commerce du Canada (2016), *Les 10 principaux obstacles à la compétitivité*, voir : <http://www.chamber.ca/fr/medias/blogue/130211-les-10-principaux-obstacles-a-la-competitivite/>.

28. Gouvernement de l'Ontario (2014), « Priorité à la conservation de l'énergie : Vision renouvelée de la conservation de l'énergie en Ontario », voir : <http://www.energy.gov.on.ca/fr/conservation-first/>.
29. Magali A. Delmas et Sanja Pekovic (2013), « Environmental Standards and Labor Productivity: Understanding the Mechanisms That Sustain Sustainability », *Journal of Organizational Behavior: Special Issue on Greening Organizational Behavior*, février 2013, volume 34, n° 2, p. 230-252.
30. Benjamin Dachis (2013), *Cars, Congestion and Costs: A New Approach to Evaluating Government Infrastructure Investment*, Institut C.D. Howe, voir : <http://www.cdhowe.org/cars-congestion-and-costs-a-new-approach-to-evaluating-government-infrastructure-investment/22210>.
31. Environnement Canada (2014), « Tendances en matière d'émissions au Canada, 2014 », août 2015, voir : <https://ec.gc.ca>.
32. Economist Intelligence Unit (2015), *A Summary of the Liveability Ranking and Overview*, août 2015, voir : <http://www.vancouvereconomic.com/wp-content/uploads/2015/08/EIU-Liveability-Ranking-Aug-2015.pdf>.
33. RNCAN (2013), *Improving Energy Performance in Canada: Report to Parliament under the Energy Efficiency Act for Fiscal Year 2011-2012*, voir : <http://publications.gc.ca/site/fra/9.515647/publication.html>.
34. Statistique Canada (2011), « Population urbaine et rurale, par province et territoire (Canada) », voir : <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/102/cst01/demo62a-fra.htm>.
35. Statistique Canada (2015), « Produit intérieur brut métropolitain : estimations expérimentales, 2001 à 2009 », voir : <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-626-x/11-626-x2014042-eng.htm>.
36. Economic Intelligence Unit (EIU) (2011), *US and Canada Green City Index*, Siemens AG, voir : <http://www.siemens.com/press/pool/de/events/2011/corporate/2011-06-northamerican/northamerican-gci-report-e.pdf>.
37. Paul Withers (2015), « Halifax firm injects CO₂ into concrete and reduces carbon footprint », CBC News, 30 novembre 2015, voir : <http://carboncure.com/news/halifax-firm-injects-co2-into-concrete-and-reduces-carbon-footprint/>.
38. Clean 50 (2015), « General Motors of Canada Limited: CAMI Assembly Plant – Zero Waste to Landfill », voir : <http://clean50.com/project/general-motors-of-canada-limited-cami-assembly-plant-zero-waste-to-landfill/>.
39. Otto (2013), « DIRTT Awarded 2013 Excellence in Sustainability », voir : <http://media.designerpages.com>.
40. Brandi Morin (2015), « Alberta First Nation Communities Jumping on “Solar Revolution” », APTN, 9 juin 2015, voir : <http://aptn.ca/news/2015/06/09/alberta-first-nation-communities-jumping-solar-revolution/>.
41. Gouvernement du Canada, « Le PM annonce un plan pour renforcer l'investissement de capital de risque au Canada », communiqué, 14 janvier 2013, voir : http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=714869&_ga=1.212906769.48.
42. Shawn McCarthy (2013), « BDC to pump \$106-million into clean-tech venture fund », *The Globe and Mail*, 20 juin 2013, voir : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/bdc-to-pump-106-million-into-clean-tech-venture-fund/article12692751/>.
43. BBMG et GlobeScan (2015), *Five Human Aspirations and the Future of Brands*, voir : <http://bbmg.com/news/new-report-five-human-aspirations-and-the-future-of-brands/>.
44. Global Footprint Network (2011), « Ecological Footprint Per Capita », voir : http://www.footprintnetwork.org/ecological_footprint_nations/ecological_per_capita.html.
45. Copenhagenize Design Company (2015), *The 2015 Copenhagenize Index: Bicycle Friendly Cities*, voir : <http://copenhagenize.eu/index/>.
46. Ministère de l'environnement de la Nouvelle-Écosse (2009), *Renewal of Nova Scotia's Solid Waste Resource Management Strategy: Consultation Summary Report 2009*, voir : <https://www.novascotia.ca/nse/waste/docs/SolidWasteStrategy.2009.Renewal.pdf>.
47. Cultivons Biologique Canada (2014), *Organic Advantage, Transition to Higher Profits*, voir : <http://www.cog.ca/uploads/OVCRT-Grains-Brochure-2014.pdf>.
48. Morrow, F. (2016), *Great Bear Rainforest agreement creates 'a gift to the world'*, CBC News, February 1 2016, voir : <http://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/great-bear-rainforest-bc-agreement-1.3426034>
49. WWF/Cleantech Group (2014), *The Global Cleantech Innovation Index 2014*, voir : http://www.cleantech.com/wp-content/uploads/2014/08/Global_Cleantech_Innov_Index_2014.pdf
50. Analytica Advisors (2015), *Canadian Clean Technology Industry Report: Synopsis*, voir : http://www.analytica-advisors.com/assets/file/2015%20Report%20Synopsis%20Final_wcovers.pdf
51. Environnement Canada (2015), *Rapport d'inventaire national 1990-2013: Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada*, voir : <https://www.ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=Fr&n=5B59470C-1>.
52. OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, op. cit.
53. RNCAN (2013), *Improving Energy Performance in Canada*, op. cit.
54. Agence internationale de l'énergie (AIE) (2013), *IEA World Energy Statistics and Balances*, voir : http://www.oecd-ilibrary.org/fr/energy/data/iea-world-energy-statistics-and-balances_enstats-data-en. Remarque : renvoie à des pays comparables, tel qu'expliqué plus tôt.
55. Hannah Choi Granade, Jon Creys, Anton Derkach et al. (2009), *Unlocking Energy Efficiency in the U.S. Economy*, McKinsey & Company, juillet 2009, voir : http://www.mckinsey.com/client_service/electric_power_and_natural_gas/latest_thinking/unlocking_energy_efficiency_in_the_us_economy.
56. La Banque mondiale (2013), « Productivité de l'eau, total (PIB en dollars US constants 2005 par mètre cube du total des prélèvements d'eau douce) », voir : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ER.GDP.FWTL.M3.KD>.

57. Statistique Canada (2013), *L'activité humaine et l'environnement – Section 3 : La demande d'eau au Canada*, voir : <http://www.statcan.gc.ca/pub/16-201-x/2010000/part-partie3-fra.htm>.
58. Heather Clancy (2014), « 11 Innovations to Fight Food and Water Scarcity », GreenBiz, 25 février 2014, voir : <http://www.greenbiz.com/blog/2014/02/25/new-report-emerging-agriculture-technology>.
59. Richard Dobbs, Jeremy Oppenheim et Fraser Thompson (2012), « Mobilizing for a Resource Revolution », *McKinsey Quarterly*, janvier 2012, voir : http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/mobilizing_for_a_resource_revolution.
60. Titanium Corporation (2016) *Creating Value from Waste*, voir: <http://www.titaniumcorporation.com/s/Home.asp>
61. ONU (2015), *Rapport mondial 2015 de l'ONU sur la mise en valeur des ressources en eau, L'eau pour un monde durable*, voir: <http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/environment/water/wwap/wwdr/2015-water-for-a-sustainable-world/>.
62. Le Conseil canadien des ministres de l'environnement (2009), *Plan d'action pancanadien pour la responsabilité élargie des producteurs*, octobre 2009.
63. Conference Board of Canada (2014), *Opportunities for Ontario's Waste: Economic Impacts of Waste Diversion in North America*, voir : <http://www.conferenceboard.ca/e-library/abstract.aspx?did=6233>.
64. L'Alliance de l'efficacité énergétique du Canada (AEEC) (2014), *CEEA 2014 Survey: Canadian Business Attitudes on Energy Efficiency*, voir : <http://energyefficiency.org/wp-content/uploads/2014/05/CEEA-Survey-2014-Final.pdf>.
65. Fédération canadienne des municipalités (2009), *Getting to 50% and Beyond: Waste Diversion Success Stories From Canadian Municipalities*, voir : https://www.fcm.ca/Documents/tools/GMF/Getting_to_50_percent_en.pdf.
66. Carbon Pricing Leadership (2016), « Leadership Coalition », voir : <http://www.carbonpricingleadership.org/leadership-coalition>.
67. United States Environmental Protection Agency (2016), *Clean Air Markets: Acid Rain Program*, voir : <http://www.epa.gov/airmarkets/acid-rain-program>.
68. Commission de l'écofiscalité du Canada (2015), *Circulation fluide en vue... Tarifier la congestion routière pour mieux la combattre*, novembre 2015, <http://ecofiscal.ca/wp-content/uploads/2015/10/Commission-Ecofiscalite-Tarifier-Congestion-Routiere-Rapport-novembre-2015.pdf>.
69. La Banque mondiale (2015), *State and Trends of Carbon Pricing*, Washington, septembre 2015, voir : <http://documents.banquemondiale.org/curated/fr/2015/09/25053834/state-trends-carbon-pricing-2015>.
70. OECD (2014), *Green Growth Indicators 2014*, OECD Green Growth Studies, OECD Publishing, Paris, voir: http://www.oecd-ilibrary.org/environment/green-growth-indicators-2013_9789264202030-en
71. Commission mondiale sur l'économie et le climat (2014), *The New Climate Economy. Technical Note. Infrastructure Investment Needs of a Low-Carbon Scenario*, novembre 2014, voir : <http://2014.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2015/01/Infrastructure-investment-needs-of-a-low-carbon-scenario.pdf>.
72. Gouvernement du Canada (2015), « Données financières des banques », Bureau du surintendant des institutions financières, voir : <http://www.osfi-bsif.gc.ca/fra/wt-ow/Pages/FINDAT.aspx>.
73. Jacqueline Nelson (2015), *Severe flooding prompts new insurance offering*, *The Globe and Mail*, 20 février 2015, voir : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/severe-flooding-prompts-new-insurance-offering/article23134088/>.
74. Analytica Advisors (2015), *Canadian Clean Technology Industry Report: Synopsis*, voir : http://www.analytica-advisors.com/assets/file/2015%20Report%20Synopsis%20Final_wcovers.pdf.
75. Conférence internationale du Travail (2013), *Rapport V. Développement durable, travail décent et emplois verts*, Bureau international du Travail, Genève, voir : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_norm/--relconf/documents/meetingdocument/wcms_210492.pdf.
76. Statistique Canada (2015), « Richesse en capital naturel de certains pays », voir : <http://www.statcan.gc.ca/pub/16-201-x/2011000/t233-fra.htm>.
77. L'Institut des ressources mondiales (WRI) (2012), *Coastal and Marine Ecosystems: Marine Jurisdictions – Coastline Length*.
78. Peter Potapov, Aleksey Yaroshenko, Svetlana Turubanova et al. (2008), « Mapping the World's Intact Forest Landscapes by Remote Sensing », *Ecology and Society*, vol. 13 n° 2, voir : <http://www.ecologyandsociety.org/vol13/iss2/art51/>.
79. Lyn Brown et Julie Desjardins (2015), « Canada's Natural-Resource Wealth Must Be Included on Balance Sheets », *The Globe and Mail*, 18 août 2015, voir : <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/rob-commentary/canadas-natural-resource-wealth-must-be-included-on-balance-sheets/article25991726/>.
80. Statistique Canada (2015), « Actifs en ressources naturelles du Canada, 2013 », voir : <http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26?id=3780005&pattern=&p2=31&stByVal=1&p1=1&tabMode=dataTable&csid=&retrLang=fra&lang=fra>.
81. Sara J. Wilson, (2008), *Ontario's Wealth, Canada's Future: Appreciating the Value of the Greenbelt's Eco-Services*, préparé pour la Fondation David Suzuki, voir : <http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/2008/DSF-Greenbelt-web.pdf>.
82. Sara J. Wilson (2010), *Natural Capital in BC's Lower Mainland: Valuing the Benefits From Nature*, préparé par Sara Wilson et la Fondation David Suzuki pour la Fondation Pacific Parklands, voir : http://www.davidsuzuki.org/publications/downloads/2010/DSF_lower_mainland_natural_capital.pdf.
83. Gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada (2014), *2012 Canadian Nature Survey: Awareness, Participation, and Expenditures in Nature-Based Recreation, Conservation, and Subsistence Activities*, Canadian Councils of Resource Ministers, Ottawa, voir : [http://biodivcanada.ca/2A0569A9-77BE-4E16-B2A4-C0A64C2B9843/2012_Canadian_Nature_Survey_Report\(accessible_pdf\).pdf](http://biodivcanada.ca/2A0569A9-77BE-4E16-B2A4-C0A64C2B9843/2012_Canadian_Nature_Survey_Report(accessible_pdf).pdf).

84. Forest Stewardship Council (FSC) (2016), « À propos de nous », voir : <https://ca.fsc.org/en-ca/about-us/>.
85. Environnement Canada (2014), *Cinquième rapport national du Canada à la Convention sur la diversité biologique*, voir : <https://www.cbd.int/doc/world/ca/ca-nr-05-fr.pdf>.
86. Gouvernement de l'Ontario (2015), « Subventions en vue de protéger les espèces en péril », voir : <https://www.ontario.ca/fr/page/subventions-en-vue-de-protoger-les-especes-en-peril>.
87. Gouvernement du Manitoba (2016), « Programme de crédit d'impôt sur les biens-fonds riverains », voir : <https://www.gov.mb.ca/finance/tao/riparian.fr.html>.
88. Conseil canadien des parcs (2011), *Système de rapport et de suivi pour les aires de conservation (SRSAC)*, voir : <http://www.parks-parcs.ca/french/links/carts.php>.
89. Environnement et Changement climatique Canada (2014), « Aires protégées au Canada », voir : <https://www.ec.gc.ca/indicateurs-indicators/default.asp?lang=Fr&n=478A1D3D-1>.
90. La Banque mondiale (2012), « Zones protégées à l'échelle nationale (% du territoire total) », voir : <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ER.LND.PTLD.ZS>.
91. WWFCanada (2015), *High Quality Protected Areas Key to Canada's Ocean Future*, voir : <http://www.wwf.ca/fr/>.
92. Convention sur la diversité biologique (2010), *COP 10 Décision X/2*, voir : <https://www.cbd.int/decision/cop/?id=12268>.

Encadrés et tableaux :

Encadré 1. Consensus chez les principaux experts économiques : le monde s'achemine vers une croissance propre

- Conseil canadien des chefs d'entreprise (2010), *Clean Growth 2.0. How Canada Can Be a Leader in Energy and Environmental Innovation*, voir : http://www.ceocouncil.ca/wp-content/uploads/archives/Clean_Growth_2_0_November_8_2010_with_cover_page.pdf.
- Sara Hastings-Simon, Dickon Pinner et Martin Stuchtey, (2014), « Myths and Realities of Clean Technologies », McKinsey & Company, voir : http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/myths_and_realities_of_clean_technologies.
- OCDE (2015), *Vers une croissance verte? Suivi des progrès*, voir : <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/vers-une-croissance-verte-9789264235663-fr.htm>.
- La Banque mondiale (2012), *Inclusive Green Growth, The Pathway to Sustainable Development*, voir : http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf.
- World Business Council on Sustainable Development (2010), *Vision 2050*, voir : <http://www.wbcsd.org/vision2050.aspx>.

Tableau 1. Compétitivité économique et rendement environnemental vont de pair

- Forum économique mondial (2014), *Global Competitiveness Report 2014-2015*, voir : <http://www.weforum.org/reports/global-competitiveness-report-2014-2015>.

Encadré 2. Besoins environnementaux et potentiel des technologies propres en quelques chiffres

- Allied Market Research (AMR) (2013), *World Smart Homes, Buildings (Energy efficient, Automated Market – Opportunities and Forecasts, 2013-2020)*, voir : <https://www.alliedmarketresearch.com/smart-home-automated-building-market>.
- James Ayre (2015), « Electric Car Demand Growing, Global Market Hits 740,000 Units », *Clean Technica*, 28 mars 2015, voir : <http://cleantechnica.com/2015/03/28/ev-demand-growing-global-market-hits-740000-units/>.
- D. Barton (2014), *Developing a Sustainable Global Economy: Where We Are, and Where We Need to Go*, McKinsey & Company, 1^{er} octobre 2014.
- Jacques Bughin, Susan Lund et James Manyika (2015), *Harnessing the Power of Shifting Global Flows*, *McKinsey Quarterly*, février 2015, voir : <http://www.mckinsey.com/business-functions/business-technology/our-insights/harnessing-the-power-of-shifting-global-flows>.
- Commission mondiale sur l'économie et le climat (GCEC) (2014), *The New Climate Economy. Technical Note. Infrastructure Investment Needs of a Low-Carbon Scenario*, novembre 2014, voir : <http://2014.newclimateeconomy.report/wp-content/uploads/2015/01/Infrastructure-investment-needs-of-a-low-carbon-scenario.pdf>.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (GIEC) (2014), *Climate Change 2014 Mitigation of Climate Change. Contribution of Working Group III to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Cambridge University Press, Cambridge et New York, voir : <http://mitigation2014.org/report/publication/>.
- Michael Liebreich (2015), *State of the Industry Keynote*, présenté lors du Bloomberg New Energy Finance Annual Summit, New York, 14 avril (inclus dans le *New Climate Economy Core Slide Deck 2015*).
- Denise Roland (2012), « World Fish Stocks Declining Faster than Feared », *Financial Times*, 28 septembre 2012, voir : <http://www.ft.com/cms/s/2/73d14032-088e-11e2-b37e-00144feabd00.html#axzz3wlnxHCZB>.
- OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, voir : <http://www.oecd.org/fr/environnement/perspectivesdelenvironnementdelocdealhorizon2050lesconsequencesdelinaction.htm>.

- OCDE (2014), *Le coût de la pollution de l'air : Impacts sanitaires du transport routier*, Éditions OCDE, Paris, voir : <http://www.oecd.org/fr/environnement/le-cout-de-la-pollution-de-l-air-9789264220522-fr.htm>.
- La Banque mondiale (2012), *Inclusive Green Growth*, op. cit.

Encadré 3. L'avant-garde de l'intelliProsperité en quelques chiffres

- Bloomberg New Energy Finance (BNEF) (2015), *Climatescope 2015*, voir : <https://www.bnef.com/dataview/climatescope-2015/index.html>.
- APFC (2016), « Statistiques », voir : <http://www.certificationcanada.org/fr/statistiques/>.
- Glenn Meyers (2016), « Almost 33% of German Electricity Came from Renewables in 2015 », *Clean Technica*, voir : <http://cleantechnica.com/2016/01/13/almost-33-german-electricity-came-renewables-2015/>.
- Gouvernement du Canada (2015), « Tableaux des émissions de gaz à effet de serre pour le Canada et par province/territoire, 1990-2012 », voir : <http://ouvert.canada.ca/data/fr/dataset/779c7bcf-4982-47eb-af1b-a33618a05e5b>.
- ICV (2015), « Israel-Calif Green-Tech Partnership Launches at Google », 25 octobre 2015, voir : <http://icv.vc/news-and-press/israel-calif-green-tech-partnership-launches-at-google/>.
- OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, Éditions OCDE, Paris, voir : http://www.oecd-ilibrary.org/environnement/etudes-de-l-ocde-sur-la-croissance-verte_2222954x.
- Statistique Canada (StatCan) (2015), « Produit intérieur brut en termes de dépenses, par province et territoire », voir : <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/102/cst01/econ15-fra.htm>.
- WWF/Clean Tech Group (CTG) (2014), *Global Cleantech Innovation Index 2014*, voir : <http://info.cleantech.com/CleantechIndex2014.html>.

Citation d'Annette Verschuren

- Correspondance personnelle, 2016.

Encadré 4. Le rendement environnemental du Canada en quelques chiffres

- OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, op. cit.

Encadré 5. Le capital naturel canadien en quelques chiffres

- CIA (2015), « Land Area by Country », *The World Factbook*, voir : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2147rank.html>.
- Emily Chung, (2014), « Canada's Degradation of Pristine, Intact Forests Leads World », CBC News, 5 septembre 2014 (article basé sur la recherche de Peter Potapov, professeur agrégé de sciences géographiques à l'Université du Maryland), voir : <http://www.cbc.ca/news/technology/canada-s-degradation-of-pristine-intact-forests-leads-world-1.2757138>.
- EIA (2013), *2013 World Proved Reserves by Country*, voir : <http://www.eia.gov/countries/index.cfm?view=reserves>.
- Maps of the World (MoW) (2012), « Top Ten Countries with Longest Coastlines », voir : <http://www.mapsofworld.com/world-top-ten/world-top-ten-longest-coastline-countries-map.html>.
- The Pacific Institute (TPI) (2010), « Water Data from the World's Water », *The World's Water*, voir : <http://www2.worldwater.org/data.html>.
- World Nuclear Association (WNA) (2014), « Supply of Uranium », voir : <http://www.world-nuclear.org/info/Nuclear-Fuel-Cycle/Uranium-Resources/Supply-of-Uranium/>.

Citation de Kathy Bardswick

- Rencontre des chefs de file de l'IntelliProsperité à Calgary, 2015, voir : https://www.youtube.com/watch?v=E_mGrqdm9Cc&feature=youtu.be.

Encadré 6. La taxe carbone de la Colombie-Britannique se démarque

- Stewart Elgie et Richard Lipsey (2015), « B.C.'s Carbon Tax Shift Works », *Financial Post*, 22 janvier 2015, voir : <http://business.financialpost.com/fp-comment/b-c-s-carbon-tax-shift-works>.
- Angel Gurría, (2013), « Le défi climatique : réduire les émissions à zéro », exposé du Secrétaire général de l'OCDE, Londres, 9 octobre 2013, voir : <http://www.oecd.org/fr/apropos/secretairegeneral/le-defi-climatique-reduire-les-emissions-a-zero.htm>.

Encadré 7. Élimination du charbon en Ontario

- Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique (MEACC) (2015a), *Tour d'horizon de la Stratégie du gouvernement de l'Ontario en matière de changement climatique 2014*, voir : <https://www.ontario.ca/fr/document/tour-d-horizon-de-la-strategie-du-gouvernement-de-l-ontario-en-matiere-de-changement-climatique-2014>.
- MEACC (2015b), « L'Ontario interdit en permanence la production d'électricité à partir du charbon », communiqué, gouvernement de l'Ontario, voir : <https://news.ontario.ca/moe/fr/2015/11/ontario-interdit-en-permanence-la-production-deletricite-a-partir-du-charbon.html>.
- Ontario Medical Association (OMA) (2005), *The Illness Costs of Air Pollution: 2005-2026 Health & Economic Damage Estimates*, voir : <https://www.oma.org/resources/documents/e2005healthandeconomicdamageestimates.pdf>.
- Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) (2013), *Vers un bilan équilibré. Le plan énergétique à long terme de l'Ontario*, ministère de l'Énergie de l'Ontario, Toronto.

Encadré 8. L'hypothèse de Porter, ou les politiques environnementales intelligentes comme vecteurs d'innovation et de compétitivité

- Silvia Albrizio, Enrico Botta, Tomasz Koźluk, et Vera Zipperer (2014), *Do Environmental Policies Matter for Productivity Growth? Insights from New Cross-Country Measures of Environmental Policies*, document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1176, Éditions OCDE.
- Stefan Ambec, Mark A. Cohen, Stewart Elgie et Paul Lanoie (2013), « The Porter Hypothesis at 20: Can Environmental Regulation Enhance Innovation and Competitiveness? », *Review of Environmental Economics and Policy*, hiver 2013, vol. 7 n° 1, p. 222.

Tableau 2. Mesurer nos progrès

- Agence internationale de l'énergie (AIE) (2013), *IEA World Energy Statistics and Balances*, voir : http://www.oecd-ilibrary.org/fr/energy/data/iea-world-energy-statistics-and-balances_enestats-data-en. Remarque : En référence aux pays comparables décrits précédemment.
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (2015), base de données Protected Planet, 2014-2015, voir : <http://www.protectedplanet.net/>.
- Ocean Health Index (2015), Data Explorer, voir : <http://data.oceanhealthindex.org/home>.
- OCDE (2012), Statistiques : Environnement/Brevets, voir : <http://stats.oecd.org/> <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr&SubSessionId=9902b915-2391-494a-b4de-8ae917c952e7&themetreeid=19>.
- OCDE (2012), Statistiques : Environnement/Déchets, voir : <http://stats.oecd.org/> <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr&SubSessionId=9902b915-2391-494a-b4de-8ae917c952e7&themetreeid=19>.
- OCDE (2013), Statistiques : Environnement/Biodiversité, voir : <http://stats.oecd.org/index.aspx?lang=fr&SubSessionId=9902b915-2391-494a-b4de-8ae917c952e7&themetreeid=19>.
- OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, op. cit.
- La Banque mondiale (2013), « Water productivity, total (constant 2005 ID\$ GDP per cubic meter of total freshwater withdrawal) », voir : <http://data.worldbank.org/indicator/ER.GDP.FWTL.M3.KD>.
- La Banque mondiale (2013), « World Development Indicators », voir : <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>.
- Forum économique mondial (2015), *The Global Competitiveness Report 2014-2015*, op.cit.
- WWF/Clean Tech Group (2014), *Global Cleantech Innovation Index 2014*, op. cit.

Encadré 9. Habitabilité urbaine et durabilité au Canada en quelques chiffres

- Copenhagenize Design Company (2015), *The 2015 Copenhagenize Index: Bicycle Friendly Cities*, voir : <http://copenhagenize.eu/index/>.
- Economic Intelligence Unit (EIU) (2011), *US and Canada Green City Index*, Siemens AG, voir : <http://www.siemens.com/press/pool/de/events/2011/corporate/2011-06-northamerican/northamerican-gci-report-e.pdf>.
- Mercer (2015), « Mercer Quality of Living Index », voir : <http://www.uk.mercer.com/content/mercer/europe/uk/en/newsroom/2015-quality-of-living-survey.html>. Remarque : Les villes canadiennes figurant à l'indice ont été comparées à une sélection de villes majeures de pays semblables.
- Statistique Canada (2011), *Le déplacement domicile-travail. Enquête nationale auprès des ménages (ENM) 2011*, voir : http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/as-sa/99-012-x/99-012-x2011003_1-fra.pdf.
- Toronto Atmospheric Fund (TAF) (2013), « Nailed it! Toronto Exceeds Kyoto Target », voir : <http://www.toatmosphericfund.ca/2013/04/24/toronto-exceeds-kyoto-target/>.

Encadré 10. Les technologies propres de gestion de l'eau en Ontario

- CBC News (2010), « Inside Walkerton: Canada's Worst-Ever E. coli Contamination », 10 mai 2010.
- WaterTAP (2015), « WaterTAP is Ontario's water technology champion », voir : <http://www.watertapontario.com>.

Encadré 11. L'agriculture verte ouvre les marchés d'exportation

- Trillium Network for Advanced Manufacturing (2015), « Thomas Canning », voir : <http://trilliummfg.ca/company-profiles/thomas-canning/>.

Encadré 12. Le capital des énergies de remplacement en Amérique du Nord? Rendez-vous à Sault Ste. Marie

- BluEarth Renewables (BER) (2014), « Bow Lake Wind Facility », voir : <http://www.blueearthrenewables.com/portfolio/bow-lake-wind-project/>.
- Sault Ste. Marie Economic Development Corporation (SSM EDC) (2015), « Key Alternative Energy Companies », voir : <http://www.saultcanada.com/en/ouruniqueadvantage/AlternativeEnergy.asp>.

Encadré 13. Des politiques intelligentes pionnières au Canada

- Efficiency One (2015), « Who We Are. Our Story », voir : <http://www.efficiencione.ca/who-we-are/>.
- Environnement Canada (2014), Résumé de l'étude d'impact de la réglementation pour le Règlement modifiant le Règlement sur les émissions de gaz à effet de serre des automobiles à passagers et des camions légers, voir : <http://www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/2010/2010-04-17/html/reg1-fra.html>.
- Gouvernement de l'Alberta (2015), « Capping oil sands emissions », voir : <http://www.alberta.ca/climate-oilsands-emissions.cfm>.

- Commission mixte internationale (CMI) (2014), *Canada-États-Unis. Accord sur la qualité de l'air. Rapport d'étape 2014*, voir : <https://www.ec.gc.ca/Air/D560EA62-2A5F-4789-883E-9F4DA63C58CD/AQA%20Report%202014%20FRA.pdf>.
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDEELCC), « The Carbon Market », gouvernement du Québec, voir : <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/changements/carbone/index-en.htm>.

Encadré 14. La Finlande, reine des activités de recherche et développement axées sur les technologies propres

- Katherine Tweed (2014), « Is Cleantech Finland's Next Nokia? », *Greentech Media*, 10 mars 2014, voir : <http://www.greentechmedia.com/articles/read/is-clean-tech-finlands-next-nokia>.
- WWF/Clean Tech Group (2014), *Global Cleantech Innovation Index 2014*, op. cit.

Encadré 16. Boom cycliste à Calgary

- Ville de Calgary (2015), « Cycle Track Network », décembre 2015, voir : <http://www.calgary.ca/Transportation/TP/Pages/Cycling/Cycling-Route-Improvements/City-Centre-cycle-track-network.aspx>.

Encadré 17. Les 10 meilleures innovations urbaines dans le monde

- Conseil de l'Agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le 21^e siècle (2015), *Top Ten Urban Innovations*, Forum économique mondial, octobre 2015, voir : http://www3.weforum.org/docs/Top_10_Emerging_Urban_Innovations_report_2010_2010.pdf.

Encadré 19. L'investissement historique du gouvernement américain dans l'énergie propre

- ARPA-E (2016), « ARPA-E History », voir : <http://arpa-e.energy.gov/?q=arpa-e-site-page/arpa-e-history>.

Encadré 20. CycleCapital Management, moteur de l'écosystème canadien des technologies propres

- CycleCapital Management (2016), *Strategy*, voir : <http://www.cyclecapital.com/strategy>
- Jean Simard, Correspondance personnelle, 2016.
- Switch (2016), *Alliance*, voir : <http://allianceswitch.ca/l-alliance>

Encadré 21. La croissance du secteur mondial des technologies propres ouvre des portes à l'industrie minière canadienne

- Renaud Coulomb, Simon Dietz, Maria Godunova et Thomas Bligaard Nielsen (2015), *Critical Minerals Today and in 2030: An Analysis for OECD Countries*, documents de travail de l'OCDE sur l'environnement, n° 91, Éditions OCDE, Paris, voir : http://www.oecd-ilibrary.org/environment/critical-minerals-today-and-in-2030_5jrtknwm5hr5-en?crawler=true.
- Comité permanent des ressources naturelles (2014), *L'industrie des éléments de terres rares au Canada – Résumé des témoignages*, 41^e législature, deuxième session, juin 2014, voir : <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=41&Ses=2&DocId=6669744&Language=F>.

Encadré 22. Le projet Quest de Shell : la capture et le stockage du carbone produit par les sables bitumineux ouvre de nouvelles avenues

- Shell Canada (2015), « Quest CSC : un projet phare », voir : <http://www.shell.ca/fr/aboutshell/our-business-tpkg/upstream/oil-sands/quest.html>.

Encadré 23. Construire des voitures plus légères

- P. Boothe, F. Boudreault, O. Fayoumi et B. Feng (2015), *Case Study of Martinrea International Inc.*, Lawrence National Centre for Policy and Management, Richard Ivey School of Business, Université Western Ontario.

Citation de Lorraine Mitchelmore

- Courriel personnel, 5 février 2016

Encadré 24. Le marché mondial de l'efficacité en quelques chiffres

- Allied Market Research (2014), *World Smart Homes, Buildings (Energy Efficient, Automated) Market – Opportunities and Forecasts, 2013-2020*, voir : <https://www.alliedmarketresearch.com/smart-home-automated-building-market>.
- AIE (2014), *Energy Efficiency Market Report*, voir : <https://www.iea.org/Textbase/npsum/EEMR2014SUM.pdf>.

Graphique 1. Économie circulaire : l'efficacité environnementale peut diminuer les coûts et accroître les débouchés économiques

- Renaud Coulomb, Simon Dietz, Maria Godunova et Thomas Bligaard Nielsen (2015), *Critical Minerals Today and in 2030*, op. cit.
- Fondation Ellen McArthur (2014), « Vers une économie circulaire (Vol. 3) : accélérer son adoption à travers les chaînes d'approvisionnement mondiales », voir : <http://www.ellenmacarthurfoundation.org/fr/news/vers-une-economie-circulaire-vol-3-acceler-son-adoption-a-travers-les-chaines-dapprovisionnement-mondiales>.
- KPMG (2012), *Expect the Unexpected: Building Business Value in a Changing World*, voir : <http://www.kpmg.com/Global/en/IssuesAndInsights/ArticlesPublications/Documents/building-business-value.pdf>.
- OCDE (2014), *Indicateurs de la croissance verte 2014*, op. cit.

Encadré 25. Enerkem et Edmonton créent une pionnière de la transformation des déchets en énergie propre

- Enerkem (2016), « L'offre Enerkem », voir : <http://enerkem.com/fr/a-propos/loffre-enerkem/>.

Encadré 26. Victoriaville : une petite ville, mais un géant de la gestion des déchets

- C. Ghazal (2010), *Une expérience réussie de valorisation des matières résiduelles*, webinaire de la Fédération canadienne des municipalités avec la coordonnatrice du développement durable de la Ville de Victoriaville, 7 avril 2010.

Encadré 27. Une révolution des ressources est en cours pour satisfaire à la demande d'énergie, de matériaux, de nourriture et d'eau

- Richard Dobbs, Jeremy Oppenheim, Fraser Thompson, Marcel Brinkman et Marc Zornes (2011), *Resource Revolution: Meeting the world's energy, materials, food, and water needs*, McKinsey Global Institute, novembre 2011, voir : http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/resource_revolution.

Citation de Vicky Sharpe

- Rencontre des chefs de file de l'IntelliProsperité à Calgary, 2015, voir : <https://www.youtube.com/watch?v=RGRm2c5efRM&feature=youtu.be>.

Encadré 28. À Toronto, la tarification de l'eau donne des résultats

- Jeff Bennett (2013), *Price Works: Seasonality and Determinants of Toronto's Amazing Decline in Water Demand*, Département d'économie, Université d'Ottawa, décembre 2013, voir : <http://www.sustainableprosperity.ca/sites/default/files/publications/files/Price%20Works%20Seasonality%20and%20Determinants%20of%20Toronto%27s%20Amazing%20Decline%20in%20Water%20Demand.pdf>.

Citation de Greg Kiessling

- Rencontre des chefs de file de l'IntelliProsperité à Calgary, 2015, voir : <https://www.youtube.com/watch?v=MX37NpjDZIs&feature=youtu.be>.

Graphique 2. Les vastes possibilités mondiales qu'offre l'infrastructure propre

- Commission mondiale sur l'économie et le climat (2014), *The New Climate Economy. Technical Note*, op. cit.

Citation de Monique Leroux

- Tiré de « Toronto et Montréal, alliées face aux défis du XXI^e siècle », allocution devant la chambre de commerce de Toronto, 2 juin 2011, voir : https://www.desjardins.com/fr/a_propos/salle_presse/la_une/allocutions/allocution-20110610.pdf.

Encadré 29. Les obligations vertes de l'Ontario favorisent la construction d'une infrastructure intelligente

- Ministère des Finances de l'Ontario (2014), « Forte demande à l'égard des obligations vertes de l'Ontario », communiqué, 9 octobre 2014, voir : <https://news.ontario.ca/mof/fr/2014/10/forte-demande-a-legard-des-obligations-vertes-de-lontario.html>.

Encadré 30. Créer des emplois durables pour les peuples autochtones

- Alberta Innovates Technology Futures (2015), « Developing a Network to Support Aboriginal Environmental Service Companies », voir : <http://www.albertatechfutures.ca/Partnerships/AboriginalEngagementProgram.aspx>.
- Affaires autochtones et du Nord Canada (2015), « Initiative de diversification des pêches commerciales de l'Atlantique », voir : <https://www.aadncaandc.gc.ca/fra/1429646172783/1429646337406>.

Encadré 31. Une renaissance de la pêche durable à Terre-Neuve

- WWFCanada (2015), « Un nouveau projet d'amélioration des pêcheries par les pêcheurs voit le jour à Terre-Neuve-et-Labrador pour relancer la pêche à la morue », 28 avril 2015, voir : <http://www.wwf.ca/fr/nouvelles/?17342/Un-nouveau-projet-damlioration-des-pecheries-par-les-pecheurs-voit-le-jour-a-Terre-Neuve-et-Labrador-pour-relancer-la-peche-a-la-morue>.

Encadré 32. Tembec, modèle de gestion durable des forêts

- Tembec (2016), « Certification forestière », voir : <http://www.tebec.com/fr/gestion-forestiere/certification-forestiere>.

Citation de David Miller

- Rencontre des chefs de file de l'IntelliProsperité à Calgary, 2015, voir : <https://www.youtube.com/watch?v=RGRm2c5efRM&feature=youtu.be>.

Encadré 33. L'éco-innovation chez le plus grand détaillant canadien

- Loblaw (2014), *Notre façon de faire des affaires. Rapport 2014 sur la responsabilité sociale de l'entreprise 2014*, voir : <http://www.loblaw.ca/content/dam/lc/corp/pdfs/Responsibility/Reports/CSRR/fr/2014/publication.pdf>.

Encadré 34. Un accord historique pour la foresterie durable

- Entente sur la forêt boréale canadienne (2016), « À propos », voir : <http://cbfa-efbc.ca/fr/lentente/>.

Encadré 35. Les premiers ministres unissent leurs efforts pour l'énergie propre

- Premiers ministres des provinces et territoires (2015), *Stratégie canadienne de l'énergie*, voir : http://www.pmprovincesterritoires.ca/phocodownload/publications/fr_canadian_energy_strategy_july17_fnl.pdf.

Encadré 36. Une collaboration novatrice pour des sables bitumineux canadiens plus propres

- COSIA (2016), « About COSIA », voir : <http://www.cosia.ca/about-cosia>.
- Gouvernement de l'Alberta (2015), « Climate Leadership Plan », voir : <http://www.alberta.ca/climate.cfm>.

Remerciements

Nous tenons à souligner le soutien et les contributions de Chris Turner, de Bruce Anderson et du personnel du secrétariat de l'IntelliProsperité : Erika Aruja, Melanie Coulson, Johanna Leffler, Mac Radburn, Rachel Samson, Jessie Sitnick, William Scott, Jenn Wesanko, Mike Wilson et Tony Young.



Investir dans l'infrastructure de pointe

Des villes de partout au Canada, de Vancouver à Calgary, à Toronto, sont en train d'accroître leur infrastructure de prochaine génération pour assurer leur succès environnemental et économique à long terme. Le programme d'obligations vertes de l'Ontario, par exemple, finance le SLR Eglinton Crosstown qui promet de transporter les gens 60 % plus rapidement que le service d'autobus actuel, tout en réduisant la dépendance à l'automobile et en accroissant le système de transport électrique de Toronto.



1, rue Stewart Street
Ottawa (Ontario) K1N 7M9
613 562-5800, poste 2371
info@smartprosperity.ca
@SmartProsperity
smartprosperity.ca/fr

Une nouvelle approche est bonne pour l'environnement et l'économie